



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

LA VOIE À SUIVRE

Rapport du Comité permanent des Finances

Peter Fonseca, président

MARS 2022
44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

LA VOIE À SUIVRE

Rapport du Comité permanent des Finances

**Le président
Peter Fonseca**

MARS 2022

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

PRÉSIDENT

Peter Fonseca

VICE-PRÉSIDENTS

Dan Albas

Gabriel Ste-Marie

MEMBRES

Yvan Baker

Terry Beech

Daniel Blaikie

Adam Chambers

Sophie Chatel

Julie Dzerowicz

L'hon. Ed Fast

Heath MacDonald

Jake Stewart

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Francis Drouin

Eric Duncan

Fayçal El-Khoury

Peter Fragiskatos

Jean-Denis Garon

Philip Lawrence

Greg McLean

Michael V. McLeod

Jeremy Patzer

L'hon. Pierre Poilievre

Leah Taylor Roy

GREFFIER DU COMITÉ

Alexandre Roger

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Services d'information, d'éducation et de recherche parlementaires

Brett Capwell, analyste

Joëlle Malo, analyste

Michaël Lambert-Racine, analyste

Sylvain Fleury, analyste

Sarah Yakobowski, analyste

Natacha Kramski, analyste

Alison Clegg, analyste

Geneviève Gosselin, analyste

Olivier Leblanc-Laurendeau, analyste

Andrew Barton, analyste

LE COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2022 et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES RECOMMANDATIONS.....	1
LA VOIE À SUIVRE	41
Chapitre 1 : introduction	41
Chapitre 2 : la politique budgétaire et le gouvernement	42
Finances fédérales.....	44
Réforme fiscale et conformité	46
Gouvernement fédéral.....	49
Chapitre 3 : les personnes	50
Emploi et main-d'œuvre	51
Éducation et formation professionnelle	54
Santé.....	58
Enfants, familles et politiques sociales	60
Impôt sur le revenu des particuliers et taxes à la consommation.....	63
Revenu de retraite et personnes âgées.....	64
Chapitre 4 : les entreprises	65
Impôt sur le revenu des sociétés.....	67
Soutien temporaire pour les organisations.....	68
Tourisme.....	69
Agriculture	71
Industrie et innovation.....	73
Systèmes financiers et de paiement.....	78
Chapitre 5 : l'environnement et les changements climatiques.....	79
Électrification des transports	82
Transition vers une économie à faibles émissions de carbone	83
Préservation des environnements naturels.....	86
Adaptation aux changements climatiques.....	87
Chapitre 6 : les priorités autochtones	88

Chapitre 7 : les collectivités	94
Infrastructure.....	96
Logement.....	101
Arts, culture et loisirs.....	104
Chapitre 8 : conclusion	107
 ANNEXE A PROPOSITIONS DES TÉMOINS	 109
 ANNEXE B MÉMOIRES SOUMIS EN LIGNE POUR LES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN VUE DU BUDGET DE 2022.....	 143
 ANNEXE C LISTE DES TÉMOINS	 179
 ANNEXE D LISTE DES MÉMOIRES	 183
 ANNEXE E LISTE DES MÉMOIRES.....	 185
 PROCÈS-VERBAUX	 205
 OPINION DISSIDENTE DU PARTI CONSERVATEUR DU CANADA	 207
 OPINION COMPLÉMENTAIRE DU BLOC QUÉBÉCOIS.....	 211
 OPINION COMPLÉMENTAIRE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA	 213

LISTE DES RECOMMANDATIONS

À l'issue de leurs délibérations, les comités peuvent faire des recommandations à la Chambre des communes ou au gouvernement et les inclure dans leurs rapports. Les recommandations relatives à la présente étude se trouvent énumérées ci-après.

Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes recommande que le gouvernement du Canada, dans le respect des champs de compétence de chaque juridiction :

Recommandation 1

Présente, le plus rapidement possible, un plan de retour à l'équilibre budgétaire comprenant plusieurs scénarios en fonction des conditions économiques observées. 45

Recommandation 2

Maintienne un ratio dette brute/PIB sur la trajectoire présentée dans la mise à jour économique et budgétaire de 2021 et, dans le cas où la croissance économique et/ou les efforts budgétaires le permettraient, revoir ces cibles à la baisse. 45

Recommandation 3

Tienne compte du vieillissement de la population des provinces et des territoires dans la formule de calcul du Transfert canadien en matière de santé..... 45

Recommandation 4

Fournisse sur une base régulière, l'état des finances publiques comme le recommande le directeur parlementaire du budget, notamment en prenant l'habitude de présenter des mises à jour économique à l'automne. 45

Recommandation 5

Modifie la législation pour changer la date de publication des comptes publics..... 46

Recommandation 6

Effectue un examen systématique des mesures fiscales et budgétaires afin de réallouer les efforts des mesures les moins efficaces pour bonifier le financement des moyens d'intervention les plus efficaces et efficients. 46

Recommandation 7

Entreprene un examen public pour déterminer les dépenses fiscales fédérales, les échappatoires fiscales et les autres mécanismes d'évitement fiscal dont profitent tout particulièrement les personnes à revenu élevé, les particuliers fortunés et les grandes sociétés, et formuler des recommandations en vue de les éliminer ou de les limiter. 47

Recommandation 8

Examine d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour réduire les inégalités de la richesse et des revenus dans le système fiscal, tout en générant des revenus supplémentaires afin de financer l'amélioration des services publics. 47

Recommandation 9

Prene des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant des échappatoires fiscales et des paradis fiscaux, en imposant la richesse extrême, et en mettant en œuvre un impôt sur les profits excessifs, notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie. 47

Recommandation 10

Modifie la Loi de manière à supprimer les exigences relatives à la signature du contribuable pour les feuillets T183 et RC71 d'une manière qui soit en conformité avec les propositions législatives de 2022 du ministère des Finances du Canada dans le cadre de la loi d'exécution du budget de 2022. 47

Recommandation 11

Accélère l'approbation permanente de l'emploi de la signature électronique pour tous les autres formulaires que comprend la déclaration de revenus. 48

Recommandation 12

Entreprenne des discussions avec le gouvernement du Québec afin de s'entendre avec celui-ci sur la question du rapport d'impôt unique de façon pragmatique et innovatrice, en centrant la démarche exclusivement sur l'intérêt du contribuable..... 48

Recommandation 13

Procède avec la consultation sur la règle générale anti-évitement immédiatement. 48

Recommandation 14

Respecte l'esprit du projet de loi C-208, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transfert d'une petite entreprise ou d'une société agricole ou de pêche familiale), en menant des consultations s'il fait des modifications, tel que promis, pour faciliter les transferts intergénérationnels..... 48

Recommandation 15

Entreprenne un vaste examen des méthodes qui permettraient au gouvernement fédéral d'accroître considérablement la quantité, la précision, la qualité et la rapidité de l'information accessible au public sur la situation financière des particuliers, des sociétés et des fiducies, y compris sur la propriété, les actifs, le revenu et les impôts payés. 48

Recommandation 16

Continue à promouvoir la transparence des entreprises et rende publiques les déclarations financières pays par pays des grandes sociétés transnationales..... 48

Recommandation 17

Modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour assurer la pérennisation du programme de report des impôts. 48

Recommandation 18

Examine comment le gouvernement fédéral et les provinces pourraient distribuer plus efficacement les nombreuses prestations offertes dans le cadre de l'infrastructure du régime des impôts et des prestations de l'Agence du revenu du Canada après la pandémie, notamment en mettant en œuvre des services gratuits et automatisés de production des déclarations. 49

Recommandation 19

Finance l'Agence de Revenu du Canada afin qu'elle soit outillée pour lutter contre les échappatoires fiscales notoires, tout en maintenant un leadership fort au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour une application de l'initiative d'érosion de la base et transfert de bénéfices plus ambitieuse et plus équitable pour les pays en développement. 49

Recommandation 20

Fournisse à l'Agence des services frontaliers du Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments les ressources et la formation dont elles ont besoin pour faire appliquer adéquatement les règlements sur l'importation de produits laitiers à la frontière, ce qui comprend des inspections de fermes et d'usines de transformation étrangères afin de garantir que leurs normes de production sont à la hauteur de celles du Canada. 49

Recommandation 21

Mette en œuvre des ententes sur les avantages communautaires ou des ententes sur le développement de la main d'œuvre pour les projets d'infrastructure et de construction du gouvernement fédéral. 50

Recommandation 22

Appuie la modernisation de l'assurance-emploi (AE), qui a montré ses limites lors de la pandémie, par un dialogue social continu avec les principaux acteurs du marché du travail. 51

Recommandation 23

Contribue en permanence au régime d'AE et y apporter des améliorations comme l'augmentation du taux de remplacement du revenu ou un montant minimum pour les chômeurs, comme celui de 500 \$ par semaine accordé dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence et de la Prestation canadienne de la relance économique ainsi que la diminution du nombre d'heures requis pour participer au régime d'assurance-emploi. 52

Recommandation 24

Bonifie l'AE en la rendant plus souple et en reconnaissant le caractère unique de la main d'œuvre du secteur de la construction. 52

Recommandation 25

Établit un plan complet sur la façon de mieux intégrer les travailleurs indépendants au système d'AE. 52

Recommandation 26

Finance le déficit actuariel prévu au compte de l'AE par un versement provenant du fonds consolidé. 52

Recommandation 27

Augmente substantiellement les sommes prévues aux ententes de développement du marché du travail. 52

Recommandation 28

Développe un plan d'action afin de favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs expérimentés, notamment sur le plan de la sensibilisation, de la formation et de l'aide à la réintégration du marché du travail..... 52

Recommandation 29

Mette en place un crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience. 53

Recommandation 30

Rationalise les démarches relatives aux études d'impacts sur le marché du travail en réduisant les exigences pour les demandeurs, en abaissant les frais par demande, en utilisant les outils modernes de télécommunication et en mettant fin à l'enchevêtrement de responsabilités entre les deux gouvernements. Le processus devrait être simplifié et accéléré, et son résultat rendu plus prévisible pour les professions en demande. 53

Recommandation 31

Prene les mesures nécessaires pour pérenniser l'entente Ottawa-Québec sur les mesures d'allègements au Programme des travailleurs étrangers temporaires. 53

Recommandation 32

Accélère le traitement des demandes d'immigrations et l'émission des permis de travail afin que les demandes provenant des candidats sélectionnés par le Québec soient traitées aussi rapidement que celles provenant des autres provinces. 53

Recommandation 33

Apporte des changements au système d'immigration afin de répondre mieux et plus rapidement aux pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la construction résidentielle grâce à des solutions d'immigration permanente..... 53

Recommandation 34

Mette en place des agents-coordonnateurs afin d'organiser le partage de main-d'œuvre dans les régions ayant de forts taux d'emplois saisonniers. 54

Recommandation 35

Augmente l'Allocation canadienne pour les travailleurs et l'étende aux personnes n'ayant aucun revenu d'emploi..... 54

Recommandation 36

Rehausse le seuil maximal de rémunération hebdomadaire des prestations pour proches aidants..... 54

Recommandation 37

Prolonge la période de prestation d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche. 54

Recommandation 38

Offre une de bonification de trois ans du programme d'inclusion de la main-d'œuvre Prêts, disponibles et capables. 54

Recommandation 39

S'engage à prévoir une transition juste afin de mieux répartir les effets négatifs des transformations appréhendées du travail et du marché de l'emploi et à financer adéquatement les mesures nécessaires à cette fin. 54

Recommandation 40

Adopte une stratégie nationale d'éducation postsecondaire en collaboration avec les provinces et les territoires, et engage, à l'appui de cette stratégie, 3 milliards de dollars supplémentaires sous forme de paiements de transfert transparents aux provinces et aux territoires. 55

Recommandation 41

Alloue 300 millions de dollars par année sur deux ans afin d'améliorer les services de santé mentale sur les campus. Le fonds, inspiré du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, permettrait aux établissements d'études postsecondaires de présenter des demandes de subvention fédérale afin d'améliorer les services de santé mentale sur les campus. 55

Recommandation 42

Élargisse l'admissibilité des étudiants diplômés au Programme canadien de bourses aux étudiants. 55

Recommandation 43

Augmente le financement des programmes de bourses étudiantes en recherche de 120 millions de dollars sur une base récurrente, pour réitérer l'importance des bourses d'études dans l'enveloppe générale des organismes subventionnaires à la recherche du Canada. 56

Recommandation 44

Maintienne les niveaux de financement actuels des bourses canadiennes pour étudiants au-delà de l'année 2022-2023, en doublant de façon permanente le maximum accordé aux étudiantes et étudiants admissibles de 3 000 \$ à 6 000 \$ par année universitaire, tout en offrant un droit de retrait avec pleine compensation au Québec. 56

Recommandation 45

Veille à ce que les travailleurs profitent pleinement des retombées de la reprise postpandémique en veillant à la collaboration entre les gouvernements, les enseignants et les employeurs sur des projets qui permettront de créer et de maintenir des emplois de qualité, qui sont bons pour l'environnement, qui sont inclusifs, et qui s'attaquent aux inégalités socio-économiques. 56

Recommandation 46

S'engage à travailler avec les Collèges canadiens pour une relance résiliente dans le but de former jusqu'à 50 000 personnes, dans tout le pays, afin qu'elles acquièrent les compétences spécialisées nécessaires pour travailler dans les secteurs à forte croissance de l'économie à faibles émissions de carbone. 56

Recommandation 47

Finance les programmes de formation et d'acquisition de compétences dans les collèges, cégeps, instituts et écoles polytechniques sous forme de soutien pour les frais de scolarité, d'aide pour l'élaboration de programmes d'études, de programmes de soutien aux Autochtones et aux jeunes, et d'appui financier direct aux Collèges canadiens pour une relance résiliente dans le budget de 2022. 57

Recommandation 48

Soutienne une reprise verte et inclusive en veillant à ce que l'infrastructure physique et numérique des collèges et instituts figure au nombre des investissements dans l'infrastructure nationale et contribue à hauteur de :

- 5 milliards de dollars pour rendre les campus collégiaux plus durables et plus accessibles, pour faire progresser l'innovation et pour améliorer les espaces d'apprentissage dédiés aux étudiants et étudiantes autochtones;
- 1,4 milliard de dollars pour améliorer l'infrastructure numérique, la technologie et les systèmes de cybersécurité des collèges et instituts, intégrer la simulation et la réalité virtuelle ou augmentée dans les cours pratiques, et fournir des services de soutien numérique favorisant la réussite étudiante. 57

Recommandation 49 57

Accélère les initiatives de développement durable dans les collèges et les collectivités en investissant 100 millions de dollars sur cinq ans dans un nouveau réseau pancanadien de 50 centres collégiaux de développement durable, qui permettra de tirer parti des atouts des collèges et instituts, notamment leurs infrastructures et leurs partenariats avec les entreprises et les collectivités, pour atteindre les objectifs de carboneutralité du Canada. 57

Recommandation 50 58

Élargisse le bassin de talents du Canada en élaborant et en mettant en œuvre des voies vers la résidence permanente pour les étudiantes et les étudiants internationaux qui obtiendront un diplôme collégial, et en donnant aux collèges et instituts les moyens d'appuyer leur intégration au marché du travail en leur fournissant du soutien supplémentaire tout au long de leur transition. 58

Recommandation 51 58

Veille à ce que le Canada demeure concurrentiel pour recruter, retenir et récompenser les employés dans la nouvelle économie numérique en établissant des voies d'accès fiables à la résidence permanente pour aider au recrutement dans les entreprises à forte croissance, en augmentant le soutien aux programmes de perfectionnement et de requalification au Canada et en

créant un fonds de 40 millions de dollars développer des microcertifications nationales pour les secteurs clés du marché du travail. 58

Recommandation 52

Renforce la capacité de formation technique et professionnelle au Canada en investissant 50 millions de dollars pour créer plus de 1 000 ressources en ligne partagées pour les programmes techniques et professionnels des collèges, accessibles à partir d'une plateforme collaborative nationale. 58

Recommandation 53

Continue d'investir dans la population par le biais de prêts et subventions à l'apprentissage et d'améliorer le Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical afin de mieux équiper les centres de formation pour qu'ils puissent relever les nouveaux défis et répondre aux demandes du marché du travail..... 58

Recommandation 54

Accroisse la contribution du Canada au développement international pour favoriser la formation professionnelle et la recherche appliquée en vue d'appuyer la transition vers un monde carboneutre..... 58

Recommandation 55

Investisse directement 57 millions de dollars dans les services et programmes communautaires de base en santé mentale, afin de s'assurer que tous les Canadiens aient accès aux soins dont ils ont besoin, où qu'ils vivent. 59

Recommandation 56

Augmente les investissements dans les logements supervisés pour les personnes souffrant de maladies mentales et de problèmes de toxicomanie, afin de s'assurer qu'elles disposent d'endroits sûrs où vivre pendant leur rétablissement. 59

Recommandation 57

Soutienne la santé et le bien-être des Canadiens en finançant ParticipACTION à hauteur de 50 millions de dollars sur cinq ans..... 59

Recommandation 58

Établisse un groupe de travail fédéral interministériel sur la promotion de l'activité physique qui travaillera avec les provinces, les territoires et des intervenants externes à l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de promotion de l'activité physique. 59

Recommandation 59

Examine la façon dont les prix des médicaments brevetés sont fixés notamment par le biais d'une réforme du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés. 59

Recommandation 60

Travaille en collaboration avec les patients, le personnel soignant et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour élaborer des normes pancanadiennes pour les soins à domicile et de longue durée, régies par les mêmes principes que la *Loi canadienne sur la santé*. 60

Recommandation 61

Instaure de nouvelles normes nationales pour garantir que les personnes âgées bénéficient de soins de santé universels, publics, complets et transférables, et faire en sorte que les nouveaux fonds fédéraux offerts aux provinces soient assujettis à ces conditions. 60

Recommandation 62

Exige des provinces et des territoires qu'ils offrent aux étudiants étrangers les mêmes soins de santé publique que ceux offerts aux résidents nationaux, conformément à leurs obligations en vertu de la *Loi canadienne sur la santé*. 60

Recommandation 63

Établisse une stratégie fédérale en milieu de travail pour les travailleurs de la santé. 60

Recommandation 64

Établisse un niveau de responsabilité au sein du gouvernement, relevant d'un ministre désigné, doté du personnel, de l'expertise et des autres ressources nécessaires pour élaborer des options pour un programme national de sécurité du revenu dirigé par le gouvernement fédéral et conforme aux principes en matière de revenu de base, en particulier l'absence de conditions. 61

Recommandation 65

Tienne des discussions avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, comme il l'a demandé, et invite d'autres provinces et territoires (comme Terre-Neuve-et-Labrador, où une modélisation semblable du revenu de base a été réalisée récemment) à participer à la conception d'un programme national de revenu de base. Ce programme pourrait utiliser un cadre fédéral-provincial-territorial pour faire la transition vers un nouveau régime semblable à la collaboration qui a mené à la création du Programme de la prestation nationale pour enfants dans les années 1990..... 61

Recommandation 66

Mobilise les parties prenantes en vue de l'élaboration des options de conception, y compris les anciens participants au projet pilote de revenu de base, les bénéficiaires d'autres programmes de sécurité du revenu, ainsi que les personnes ayant une expertise en matière de recherche, de conception et de mise en œuvre de programmes de revenu de base semblables. 61

Recommandation 67

Instaure un mécanisme de détermination de l'admissibilité au soutien du revenu et de versement des prestations pour les personnes marginalisées, en dehors du régime d'impôt sur le revenu des particuliers. 62

Recommandation 68

Accorde une exemption de l'obligation de rembourser la Prestation canadienne d'urgence à toutes les personnes dont le revenu est inférieur à la mesure du faible revenu ou proche de celle-ci. 62

Recommandation 69

S'attaque aux inégalités croissantes révélées et aggravées par la pandémie en augmentant le financement des services publics bénéficiant à tous et à toutes..... 62

Recommandation 70

Investisse de façon substantielle pour augmenter le montant de base de l'Allocation canadienne pour enfant et ainsi continuer de réduire les taux de pauvreté des enfants au Canada..... 62

Recommandation 71

Adopte des objectifs de réduction de la pauvreté plus ambitieux et prévoit des investissements pour réduire la pauvreté globale et la pauvreté des communautés marginalisées, de 50 % de 2015 à 2025, selon la mesure de situation de faible revenu après impôt des familles de recensement, calculée à partir des données du fichier des familles T1. 62

Recommandation 72

Accélère la conception et la mise en œuvre de la nouvelle prestation fédérale pour les personnes handicapées. 63

Recommandation 73

Crée une prestation fédérale pour enfants handicapés. 63

Recommandation 74

Crée une déduction fiscale pour la mobilité de la main-d'œuvre spécialisée, afin que celle-ci puisse déduire les frais de déplacement liés au travail quand ces derniers ne sont pas couverts par l'employeur..... 63

Recommandation 75

Élimine l'impôt sur les gains en capital pour les dons d'actions de sociétés privées ou de biens immobiliers à des organismes de bienfaisance. 63

Recommandation 76

Modifie le crédit pour aidants naturels afin que cette mesure fiscale devienne un crédit d'impôt remboursable. 64

Recommandation 77

Adopte un système de taxe d'accise progressive, à l'instar de la Craft Beverage Modernization and Tax Reform Act des États-Unis, afin d'aider les petits distillateurs canadiens (et les autres producteurs d'alcools artisanaux) à tirer leur épingle du jeu au Canada et à l'étranger. 64

Recommandation 78

Augmente de 10 % le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour l'ensemble des aînés admissibles à ce programme..... 64

Recommandation 79

Prolonge à une durée de trois mois les sommes versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant. 64

Recommandation 80

Révisé la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en compte la croissance des salaires au Canada. 64

Recommandation 81

Rehausse minimalement de 50 \$ par mois par aîné la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti..... 65

Recommandation 82

Augmenter le seuil de revenu au-dessous duquel les prestations du Supplément de revenu garanti ne sont pas réduites..... 65

Recommandation 83

Débloque immédiatement les fonds qui ont été réservés dans la Mise à jour économique et budgétaire de 2021 pour rembourser les aînés qui ont perdu une partie ou le total de leurs prestations de Supplément de revenu garanti après avoir touché la Prestation canadienne d'urgence..... 65

Recommandation 84

Effectue une révision des limites, conditions et des impacts fiscaux de la conversion d'un REER en FERR avec comme objectif d'éliminer les contraintes pour un travailleur expérimenté voulant continuer à travailler ou retourner sur le marché du travail..... 65

Recommandation 85

Instaure un régime d'assurance fonds de pension pour les régimes de retraite sous juridiction fédérale. 65

Recommandation 86

Instaure un crédit d'impôt pour inciter les entreprises à réaliser des investissements en cybersécurité et protection des données. 68

Recommandation 87

Modernise l'incitation à l'investissement accéléré pour inclure les classes d'actifs technologiques avancés tels que les logiciels, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle..... 68

Recommandation 88

Examine l'utilisation potentielle d'un crédit d'impôt pour le développement rural similaire au crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique pour d'autres régions, notamment sur la Côte-Nord au Québec..... 68

Recommandation 89

Respecte son engagement du dernier budget à faire en sorte que tous les secteurs, y compris les sociétés numériques, paient leur juste part de leurs bénéfices canadiens, et ce, tout en maintenant un leadership fort dans la construction d'un accord mondial sur la fiscalité numérique transfrontalière. 68

Recommandation 90

Rende impossible pour les entreprises de rapatrier des dividendes en franchise d'impôt à partir de paradis fiscaux..... 68

Recommandation 91

Exclue les aéronefs de la taxe sur la fabrication proposée dans le budget de 2021 et que sa mise en œuvre soit retardée jusqu'à ce que ses incidences sur l'industrie puissent être évaluées plus précisément. 68

Recommandation 92

Permette aux locataires commerciaux de bénéficier de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer pour tous les mois où ils y ont été admissibles depuis le début de la crise et pour lesquels ils n'ont pas pu recevoir l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial. 69

Recommandation 93

Augmente la portion non remboursable de tous les prêts aux entreprises soutenus par le gouvernement et prolonge les délais de remboursement des prêts accordés en vertu du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. 69

Recommandation 94

Permette aux petites entreprises ayant été créées durant la pandémie d'accéder aux programmes en lien avec la COVID-19, tout en faisant des vérifications préalables pour éviter les demandes frauduleuses. 69

Recommandation 95

Ajuste ses programmes d'investissement pour tenir compte des besoins de l'industrie aérospatiale, notamment en révisant le Fonds stratégique pour l'innovation et l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale, et fournisse meilleure couverture à l'aérospatiale au moyen du Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées. 69

Recommandation 96

Change le discours actuel du gouvernement sur les voyages, élimine les obstacles aux voyages, corrige la perception qu'ont actuellement les gens à l'égard des voyages à destination et en provenance du Canada, et fournisse un calendrier clair pour la levée des restrictions sur les voyages, y compris la suppression de toutes les exigences en matière de tests et d'isolement et des avis aux voyageurs. 70

Recommandation 97

Rétablit la confiance des consommateurs et fait du Canada une destination de voyage de choix en intensifiant les efforts de commercialisation et de promotion des offres exceptionnelles du Canada dans le monde. Cela comprend des investissements pour créer de nouvelles initiatives qui soutiennent la construction de l'infrastructure de la destination et le développement de nouveaux produits. 70

Recommandation 98

Modifie le Programme de relance pour le tourisme et l'accueil afin de permettre à toutes les entreprises saisonnières d'y avoir accès..... 70

Recommandation 99

S'assure que l'Agence des services frontaliers du Canada dispose de suffisamment de ressources pour répondre efficacement aux exigences liées à la COVID - 19 dans le cas des voyageurs qui traversent la frontière entre l'Alaska et le Yukon. 70

Recommandation 100

Veille à ce que les voyageurs aient accès à Internet dans les endroits éloignés afin qu'ils puissent utiliser l'application ArriveCAN requise, notamment à la frontière Skagway-Fraser..... 70

Recommandation 101

Élabore une stratégie pancanadienne globale pour la main-d'œuvre du secteur touristique qui soit complémentaire aux nouveaux investissements en marketing et aux autres efforts de relance..... 71

Recommandation 102

Effectue en consultation avec RH Tourisme Canada, un examen complet de tous les programmes actuels d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada afin de cerner les possibilités et d'harmoniser les politiques qui fonctionneront pour le tourisme, et de créer un parcours d'immigration précis pour le secteur..... 71

Recommandation 103

Soutienne directement les agriculteurs et agricultrices afin d'accélérer l'adoption de pratiques favorisant la santé des sols, élabore une stratégie pancanadienne sur la santé des sols, développe un réseau pancanadien de partage d'informations et de ressources sur la santé des sols, finance la recherche sur la rentabilité afin d'identifier les avantages économiques des meilleures pratiques en santé des sols sur différents systèmes de production, et finance la formation et l'embauche de 1 000 agents et agentes en services-conseils supplémentaires. 71

Recommandation 104

Maintienne tous les programmes de gestion des risques de l'entreprise actuels et qu'il les bonifie pour les rendre plus adaptés aux risques émergents..... 72

Recommandation 105

Mette en place un nouveau programme, intitulé Agri-vert, visant à rémunérer les producteurs qui respecteront certaines exigences environnementales ou qui appliqueront certaines pratiques..... 72

Recommandation 106

Offre un programme de partage des coûts de la certification biologique et il assure un financement permanent pour la révision et le maintien des normes biologiques du Canada. 72

Recommandation 107

Crée une fiducie présumée limitée prévue par la loi, semblable à la loi américaine sur les denrées agricoles périssables (Perishable Agricultural Commodities Act), soutienne les liquidités requises et assure une protection financière aux vendeurs de fruits et légumes. 72

Recommandation 108

Améliore les normes de service et les délais de traitement des demandes soumises dans le cadre du Programme des travailleurs agricoles saisonniers et du volet agricole du Programme des travailleurs étrangers temporaires, y compris en collaborant avec les pays d'origine des travailleurs et en adoptant des mesures pour simplifier davantage la collecte de données biométriques et les processus de demande de visas et de permis de travail. 73

Recommandation 109

Fournisse un financement et des ressources à l'échelle fédérale pour soutenir les efforts accrus visant à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement. 73

Recommandation 110

Continue de traiter en priorité les études d'impact sur le marché du travail pour les professions clés liées aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que pour l'obtention des permis de travail. 73

Recommandation 111

Accorde un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales. 73

Recommandation 112

Accélère la reprise, la croissance et la compétitivité en facilitant la participation à l'écosystème de recherche-développement du Canada grâce à un investissement supplémentaire et permanent de 40 millions de dollars par année pour développer la capacité de recherche appliquée des collèges et instituts et l'offre de solutions novatrices. 74

Recommandation 113

Augmente l'offre de capital pour appuyer les entreprises au stade de croissance, après le démarrage et avant qu'elles n'intéressent les fonds de capital de risque..... 74

Recommandation 114

Instaure un crédit d'impôt à la modernisation de la production permettant d'adopter des technologies existantes afin d'améliorer significativement la productivité des entreprises, en complément du crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental. 74

Recommandation 115

Soutienne la création de propriétés intellectuelles au Canada en permettant que les coûts liés à la propriété intellectuelle soient reconnus comme des dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental admissibles aux fins de l'impôt sur le revenu. 74

Recommandation 116

Mette sur pied un plan d'action gouvernemental dont l'objectif serait de favoriser la commercialisation des innovations sur la scène nationale et internationale. 74

Recommandation 117

Développe un plan de match pour le secteur manufacturier qui favoriserait les investissements en fabrication avancée, le rehaussement de la valeur ajoutée et de l'intensité technologique des produits, ainsi que dans les actifs intangibles, afin de relever le défi de l'arrivée du numérique dans l'économie manufacturière. 75

Recommandation 118

Investisse dans l'infrastructure pharmaceutique existante au Québec en appuyant la production locale des manufacturiers, en soutenant l'augmentation des stocks de médicaments essentiels, et en améliorant les crédits d'impôt et/ou subventions pour la modernisation ou l'expansion des établissements de fabrication au Québec. 75

Recommandation 119

Soutienne la production locale de produits médicaux. 75

Recommandation 120

Appuie sur les stratégies nationales en matière d’informatique quantique et d’intelligence artificielle et stimule l’innovation dans les technologies de pointe en faisant des investissements ciblés dans des initiatives au croisement entre les occasions d’affaires et l’excellence en recherche ; là où il y a une capacité de recherche existante et d’un fort potentiel pour des entreprises canadiennes de s’emparer d’une part importante des activités de grande valeur qui en résultent..... 75

Recommandation 121

Travaille avec l’industrie et les intervenants pour élaborer une stratégie aérospatiale nationale à long terme pour permettre au Canada de contribuer au maximum à la résolution des défis générationnels mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Les principaux éléments en seraient les suivants :

- Une feuille de route technologique pour la durabilité de l’aérospatiale;**
- Une stratégie industrielle de défense;**
- Une stratégie de mobilité aérienne évoluée;**
- Une politique et un plan pour l’espace;**
- Un programme de main-d’œuvre et de perfectionnement des compétences;**
- Un plan de résilience et de compétitivité de la chaîne d’approvisionnement des PME. 75**

Recommandation 122

Investisse dans la certification et la réglementation des aéronefs du Canada à travers Aviation civile de Transports Canada et dans le Centre national de recherche sur le vol proposé par le Conseil national de recherches du Canada. 76

Recommandation 123

Pérennise l'aide financière accordée à l'industrie aérospatiale dans le budget 2021-2022 et s'assure que cette aide soit versée rapidement et avec le moins de démarches administratives possibles pour les entreprises concernées. 76

Recommandation 124

Promeuve l'avantage minier du Canada en soutenant l'électrification des sites miniers dans tout le pays et en favorisant le développement et l'exploitation durables des mines..... 76

Recommandation 125

Mette en œuvre un programme de premier brevet ou un programme d'incitation à l'obtention de brevets semblable au Passeport Innovation du Québec, afin de couvrir à la fois la recherche initiale et l'établissement d'une stratégie de propriété intellectuelle, ainsi que la rédaction et le dépôt d'au moins une première demande de brevet pour une invention. 76

Recommandation 126

Finance le programme de stimulation du gouvernement du Canada destiné aux petites et moyennes entreprises canadiennes prévoie des fonds pour la Stratégie de protection de la marque, afin de couvrir les coûts associés aux recherches d'autorisation et aux demandes de marques de commerce. 77

Recommandation 127

Mette en œuvre une loi ou une politique rendant obligatoire l'affectation d'un petit pourcentage des fonds de toutes les subventions du gouvernement fédéral et des subventions de recherche à des conseils stratégiques et à des services professionnels en matière de propriété intellectuelle, afin de s'assurer que nos investissements publics dans les innovations canadiennes soient protégés et commercialisés par des entreprises canadiennes. 77

Recommandation 128

Maximise les avantages de la recherche et développement liés à la COVID et s'attaque à la fuite de la propriété intellectuelle financée par l'État en élargissant la Stratégie en matière de propriété intellectuelle du Canada..... 77

Recommandation 129

Promeuve la proactivité des communautés et utilise les instincts développés lors de la pandémie. Par exemple, en favorisant les cycles courts de consommation, l'achat local et en faisant en sorte que les entrepreneurs puissent développer d'autres types de pratiques et de clientèles, tout en développant d'autres pratiques quotidiennes..... 77

Recommandation 130

Envisage, du côté du ministère des Finances, une certaine décentralisation en matière d'intervention afin que les agences et organismes représentés par la Société d'aide au développement des collectivités et le Centre d'aide aux entreprises puissent jouer un rôle plus important et plus évident dans nos communautés. 77

Recommandation 131

Aille de l'avant avec le système bancaire ouvert et mette en œuvre les recommandations formulées par le Comité consultatif sur un système bancaire ouvert, avec un échéancier précis pour la mise en œuvre d'une mesure législative, accompagnée de la désignation d'un responsable gouvernemental chargé de piloter le processus..... 78

Recommandation 132

Concrétise la promesse électorale consistant à réduire le coût global moyen des frais d'interchange pour les commerçants et veille à ce que ces réductions profitent principalement aux PME qui paient déjà les taux les plus élevés. 78

Recommandation 133

Réforme le Code de conduite destiné à l'industrie canadienne des cartes de crédit et de débit afin d'améliorer la transparence et la cohérence des frais facturés par les sociétés de cartes de crédit, et introduise une procédure indépendante de résolution des litiges. 78

Recommandation 134

Interdisse aux sociétés de cartes de crédit de facturer des frais sur les taxes de vente ou trouve un moyen de compenser les coûts supplémentaires des petites et moyennes entreprises en leur remboursant ces montants. 79

Recommandation 135

Continue à travailler avec les autorités provinciales pour l'encadrement du secteur financier, particulièrement en ce qui a trait aux finances axées sur le client, aux paiements de détail, à la protection des renseignements personnels et à la protection des consommateurs. 79

Recommandation 136

Se dote d'un plan d'action sérieux et clair pour atteindre la cible de 100% de ventes de véhicules zéro émission neufs en 2035. 82

Recommandation 137

Élabore une stratégie canadienne de mobilité électrique pour atteindre les objectifs du Canada en matière de climat et d'électrification, en tenant compte des collectivités rurales et éloignées. 82

Recommandation 138

Renouvele le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission et en élargisse l'admissibilité pour les particuliers, les entreprises et les parcs de véhicules en finançant de nouveau le programme et en augmentant le seuil du prix de détail suggéré par le constructeur de base pour les véhicules légers admissibles, le faisant passer à 60 000 \$, avec plafond de 69 999 \$. 83

Recommandation 139

Offre une version verte du programme « Adieu bazou », qui doit être axé sur les objectifs climatiques à long terme du Canada, ce qui signifie que les fonds ne devraient être disponibles que pour l'achat de véhicules zéro émission neufs ou usagés, de laissez-passer de transport en commun ou d'outils de transport actif (p. ex, des vélos ou des vélos électriques). Ce programme devrait être cumulable avec d'autres programmes incitatifs 83

Recommandation 140

Fournisse des incitations ciblées pour la recherche et le développement de véhicules électriques lourds et commerciaux, y compris le développement d'ambulances électriques. 83

Recommandation 141

Soutienne le développement et augmente les économies d'échelle dans la chaîne d'approvisionnement en véhicules zéro émission canadienne afin d'accélérer la réduction des prix des batteries et des technologies liées aux véhicules zéro émission en misant sur la recherche et développement, le Fonds stratégique pour l'innovation, l'exploration des ressources et d'autres fonds de développement économique..... 83

Recommandation 142

Publie une feuille de route menant à l'élimination des subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2025 en s'appuyant sur une définition bien précise, afin de respecter les engagements du Canada envers le G20 et le G7 à cet effet, adopte une loi robuste et un plan de transition équitable qui soutiendraient les travailleurs et travailleuses et les communautés dépendant de l'exploitation des énergies fossiles, et réoriente des finances publiques dans le sens des engagements pris par le Canada en matière de changements climatiques. 84

Recommandation 143

Soutienne les travailleurs et travailleuses du secteur de l'énergie touchés par la transition vers une économie verte, notamment ceux du secteur pétrolier et gazier, en s'assurant que de nouvelles formations ou du soutien en cas de relocalisation leur est offert et en créant un groupe de travail sectoriel composé de représentants syndicaux, ainsi que d'intervenants de l'industrie et de représentants du gouvernement afin d'évaluer les besoins de l'industrie pendant cette période de transition cruciale..... 84

Recommandation 144

Élabore et mette en œuvre un cadre national d'électrification pour aider le Canada à atteindre ses objectifs de décarbonisation. 84

Recommandation 145

Évalue les besoins du Canada en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de l'énergie et crée un Fonds énergétique pour l'adaptation aux changements climatiques. 85

Recommandation 146

Accorde la priorité aux discussions avec les provinces et territoires sur la modernisation des cadres de réglementation de l'électricité..... 85

Recommandation 147

Coordonne et complète les programmes de financement et d'incitation en matière d'efficacité énergétique..... 85

Recommandation 148

Mette en œuvre une stratégie industrielle cohérente, verte et solidaire, financée adéquatement, afin de relever les défis postpandémie et pour relancer et bâtir une économie résiliente et inclusive à long terme. Cette stratégie doit inclure des idées concrètes comme :

- des investissements dans la transition énergétique et la lutte contre les changements climatiques;**
- la consolidation des activités des filières industrielles existantes, le renforcement des activités de 2e et 3e transformations, et une utilisation stratégique des marchés publics de manière à favoriser l'approvisionnement de proximité;**
- des investissements dans des projets d'infrastructure, y compris ceux à vocation sociale, et un soutien aux entreprises par le biais d'aides financières ciblées et conditionnelles en matière de création d'emplois, de conditions salariales, de gains environnementaux et d'investissements sur le territoire. 85**

Recommandation 149

Adopte une stratégie nationale d'économie circulaire élaborée en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités..... 85

Recommandation 150

Fournisse un financement permanent pour atteindre les objectifs du Canada en matière d'aires protégées, pour gérer efficacement les aires protégées terrestres et marines, et pour soutenir la conservation et l'intendance dirigées par les Autochtones, ainsi que pour soutenir les économies locales axées sur la conservation. Cela comprend le soutien aux aires protégées établies et/ou gérées par le gouvernement fédéral ainsi que par les gouvernements autochtones, provinciaux, territoriaux et municipaux, et d'autres partenaires. 86

Recommandation 151

Investisse dans une approche pancanadienne de l'eau douce, avec une responsabilité partagée entre les ministères fédéraux et les autres ordres de gouvernement. 86

Recommandation 152

Travaille en étroite collaboration avec l'industrie afin d'adopter une approche systémique pour trouver des solutions permettant de réduire les déchets plastiques. Ces solutions doivent être fondées sur des données probantes et comprendre une combinaison d'éducation, d'innovation et d'investissements dans les infrastructures essentielles. 86

Recommandation 153

Augmente la taille et la portée du Programme pour la conservation du patrimoine naturel afin que le Canada devienne respectueux de la nature d'ici 2030 et carboneutre d'ici 2050. 87

Recommandation 154

Verse 19,44 millions de dollars à la Commission des pêcheries des Grands Lacs, ce qui permettrait de respecter une promesse binationale et d'améliorer les pêches. 87

Recommandation 155

Crée un bureau de haut niveau pour la justice environnementale en nous inspirant de ce qui se fait déjà aux États-Unis depuis le début des années 1990. 87

Recommandation 156

Investisse 200 millions de dollars pour résister aux effets directs et indirects des changements climatiques par un renforcement ciblé des capacités de résilience des individus et des ménages..... 87

Recommandation 157

Nomme un conseiller en matière de résilience nationale aux catastrophes qui serait chargé de demeurer à l'affût des futurs événements présentant un risque extrême, comme les séismes, les pandémies, les cyberattaques et les inondations catastrophiques, et de formuler des conseils sur les mesures nécessaires pour préparer adéquatement les Canadiens ainsi que leurs gouvernements et entreprises..... 87

Recommandation 158

Étende et améliore ses récents travaux pour réduire les risques et les conséquences des inondations partout au Canada..... 88

Recommandation 159

Bonifie le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et le porte à quatre milliards de dollars, et consacre 500 millions de dollars de ce montant aux solutions d'infrastructures naturelles..... 88

Recommandation 160

Fasse de l'établissement du Centre canadien d'information et d'analyse climatiques sa grande priorité, sous les auspices du Conseil d'action en matière de financement durable, afin d'aider les organisations des secteurs public et privé à évaluer, faire connaître et gérer les risques physiques croissants..... 88

Recommandation 161

Finance et priorise l'achèvement de la Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques, en veillant à ce qu'elle protège les personnes et les infrastructures contre la menace d'une augmentation des inondations, des incendies de forêt, des canicules, de la sécheresse et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes..... 88

Recommandation 162

Mette en œuvre les mesures demandées par la Coalition pour Un Canada résistant au climat en vue de protéger davantage les Canadiens, établir une culture de préparation, et bâtir un pays résilient aux catastrophes naturelles. 88

Recommandation 163

Renouvèle les mandats de nos institutions créées au titre de la *Loi sur la gestion financière des premières nations* afin que nous puissions donner plus de pouvoirs fiscaux aux Premières Nations, améliorer nos cadres de gestion financière et statistique et soutenir un plus grand nombre de Premières Nations. 91

Recommandation 164

Appuie les modifications à la *Loi sur la gestion financière des premières nations* qui permettront d'améliorer l'accès des Premières nations aux capitaux, de faciliter l'exercice des compétences des Premières nations et de renforcer notre capacité et nos ressources en matière d'innovation. Il faut nous confier un pouvoir décisionnel. 92

Recommandation 165

Modifie la *Loi sur la gestion financière des premières nations* afin d'améliorer le mandat des institutions créées par cette loi, d'appuyer la publication d'un plus grand nombre de renseignements statistiques relatifs à la loi et de fournir un financement législatif à ces institutions. 92

Recommandation 166

Appuie l'élaboration d'un cadre de registre et de titres fonciers autochtones pour les ajouts aux réserves, comme l'a proposé le Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations. 92

Recommandation 167

Donne suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, y compris à ceux qui s'adressent aux établissements d'enseignement postsecondaire, en favorisant :..... 92

- la revitalisation des langues autochtones et l’offre de programmes et diplômes en langues autochtones développés en partenariat avec les établissements et les communautés autochtones;
- les ressources éducatives libres d’accès pour former tous les étudiants et étudiantes, le corps enseignant et le personnel à l’histoire des peuples autochtones et à l’héritage des pensionnats autochtones, aux droits des Autochtones ainsi qu’aux enjeux juridiques et de santé qui leur sont propres;
- la formation axée sur les compétences pour tous les étudiants et étudiantes, le corps enseignant et le personnel en matière de compétences interculturelles, de résolution des conflits, de droits de la personne et de lutte contre le racisme. 92

Recommandation 168

Crée une enveloppe de financement pluriannuelle pour des organismes jeunesse communautaires afin d’offrir des programmes sur la réconciliation et l’éducation, et établisse un réseau national pour échanger de l’information et des pratiques exemplaires, conformément à l’appel à l’action 66 de la Commission de vérité et réconciliation. 93

Recommandation 169

Affecte des fonds à la mise en œuvre intégrale des 94 appels à l’action de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi que des 231 appels à la justice de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées..... 93

Recommandation 170

Tienne compte des 12 leviers de la structure économique autochtone et investisse dans ces derniers, en arrêtant de mettre uniquement l’accent sur les programmes et les services. 93

Recommandation 171

Envisage d’investir dans les structures, les systèmes et les outils, et créer un espace économique propre au leadership autochtone. 93

Recommandation 172

Renouvelle le financement accordé aux centres d'amitié et le porte à un minimum de 60 millions de dollars par année pour au moins les 10 prochaines années. 93

Recommandation 173

Inclue les peuples autochtones dans les initiatives sur le climat, telles que l'action en faveur du « net zéro », la capture du carbone dans le secteur agricole et les projets de gaz naturel liquéfié. 93

Recommandation 174

S'engage à mettre en place une quatrième stratégie de logement autochtone urbain et rural. 94

Recommandation 175

Augmente le financement des initiatives de santé mentale sous la responsabilité des Autochtones, y compris le doublement du budget de l'Initiative sur les ressources humaines en santé autochtone. 94

Recommandation 176

Affecte des fonds pour mettre immédiatement en application la décision du Tribunal canadien des droits de la personne portant que le financement des services de protection de l'enfance dans les réserves soit équitable, que le principe de Jordan et le Plan de Spirit Bear soient appliqués intégralement. 94

Recommandation 177

Réduise la pauvreté dans les communautés autochtones en investissant dans ces communautés en leur permettant de déterminer comment ces fonds sont utilisés. 94

Recommandation 178

Travaille avec les municipalités pour stimuler la croissance économique en renforçant l'expertise locale et en donnant la priorité à des investissements judicieux dans les infrastructures et les transports en commun. 97

Recommandation 179

Augmente les sommes comprises dans le Fonds permanent pour le transport en commun afin de prendre en compte les besoins de maintien d'actifs en transport en commun et aider à combler l'écart de rattrapage dans les investissements à réaliser tout en s'assurant de maintenir le niveau de service et de sécurité requis au sein de leurs infrastructures. 97

Recommandation 180

Augmente de 21 à 50 millions de dollars le financement du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire, afin d'appuyer d'autres projets de sécurité ferroviaire. 97

Recommandation 181

Crée un programme de financement des immobilisations accessibles pour les chemins de fer d'intérêt local, comme le Chemin de fer de la Gaspésie. 97

Recommandation 182

Revoie le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires dans une optique d'amélioration de la qualité des aéroports régionaux, d'expansion du service aérien dans les régions et de développement économique, en s'assurant que le programme réponde davantage aux besoins des petits aéroports, en augmentant l'accès aux programmes, en allégeant les procédures administratives et en orientant l'argent vers des investissements en infrastructures. 97

Recommandation 183

S'assure que les infrastructures aéroportuaires dont le gouvernement du Canada est propriétaire dans certaines régions soient entretenues et améliorées, lorsqu'elles contribuent significativement au développement de ces régions. 98

Recommandation 184

Fasse du Fonds national pour les corridors commerciaux un programme de financement permanent, et qu'il lance de nouveaux programmes à l'appui des infrastructures portuaires et de la chaîne d'approvisionnement, qui sont nécessaires pour continuer à profiter des avantages économiques que procurent les industries exportatrices..... 98

Recommandation 185

Procéder rapidement aux annonces des investissements en infrastructures liées au Fonds national des corridors commerciaux, et de prioriser le développement du corridor commercial du fleuve, du golfe Saint-Laurent et du Nord québécois. 98

Recommandation 186

Prévoit dans son budget une somme suffisante pour permettre à la Garde côtière de rehausser le niveau de disponibilité de la flotte de brise-glaces du Saint-Laurent afin que le niveau de service offert soit conforme au niveau de service cible de la Garde côtière. 98

Recommandation 187

Alloue du financement, dans le cadre du Fonds pour les infrastructures communautaires et de programmes d'infrastructures supplémentaires, afin de venir en aide aux collectivités situées dans des corridors commerciaux stratégiques, comme la porte d'entrée de Prince Rupert..... 98

Recommandation 188

Favorise l'expansion des activités durables par des investissements en capital judicieux dans la porte d'entrée de Prince Rupert qui appuient les efforts de réduction des émissions de carbone. 99

Recommandation 189

Inclut l'installation de chargeurs de véhicules électriques ou la préparation aux véhicules électriques dans les programmes d'efficacité énergétique afin d'aider les Canadiens qui vivent dans de vieilles maisons à s'adapter aux exigences de l'infrastructure électrique pour la recharge des véhicules électriques..... 99

Recommandation 190

Accélère les délais pour que Mesures Canada permette la facturation basée sur l'énergie pour les services de recharge 99

Recommandation 191

Mette davantage l'accent sur les besoins d'investissement dans l'infrastructure de recharge en :

- fixant et finançant des objectifs plus élevés sur un an et sur cinq ans pour le déploiement d'un nombre suffisant de stations de recharge pour atteindre les objectifs de vente de véhicules zéro émission du Canada;
- fixant l'objectif de créer 1 million de places de stationnement d'appartements et de copropriétés prêtes pour les véhicules électriques d'ici 2030 et en établissant de nouveaux programmes de financement pour atteindre cet objectif;
- concentrant les investissements consacrés à la recharge dans les centres-villes des milieux urbains, où des millions de Canadiens ne peuvent pas recharger leurs véhicules zéro émission à la maison, dans les localités rurales, éloignées et nordiques, où le déploiement de la recharge peut être moins développé;
- accordant la priorité aux investissements dans la recharge en bordure d'autoroute afin de combler les lacunes de l'infrastructure de recharge du Canada le long des corridors de voyage longue distance, et à l'augmentation de la densité de la recharge dans les zones à fort trafic où la demande de recharge augmente le plus rapidement. 99

Recommandation 192

Mette à profit les terrains gouvernementaux sous-utilisés en facilitant la mise en place de centres de recharge multifournisseurs, en particulier dans les marchés immobiliers à haute densité et à coût élevé. 100

Recommandation 193

Incorpore les exigences relatives aux véhicules zéro émission dans le Code national du bâtiment et le Code national de l'énergie pour les bâtiments et/ou soutienne des règlements de zonage municipaux relatifs aux véhicules zéro émission. 100

Recommandation 194

Fasse plus de sensibilisation sur les besoins d'investissement dans l'infrastructure de recharge. 100

Recommandation 195

Fasse davantage d'investissements dans des infrastructures ayant pour objectif la lutte contre les changements climatiques, notamment les transports collectifs. 100

Recommandation 196

Aide les entreprises régionales à aller de l'avant sur les questions qui les intéressent particulièrement, comme les besoins en matière de mobilité durable, de transport en commun et d'électrification des transports, la mise en œuvre, le plus tôt possible, de programmes extrêmement générateurs de croissance tels que le train à haute fréquence de Via Rail, et le besoin très pressant d'investissements dans un certain nombre d'aéroports régionaux au Canada. 100

Recommandation 197

Maintienne les investissements en infrastructure et élimine les obstacles qui existent actuellement entre les différents paliers de gouvernement afin que l'argent destiné aux projets d'infrastructure circule plus facilement et plus rapidement. 101

Recommandation 198

Encourage les différents niveaux de gouvernement à améliorer leurs processus d'approbation, leurs règles en matière de densité de logement et la manière dont ils facturent les frais de développement. 101

Recommandation 199

Accroisse l'offre de nouveaux logements dans tout l'éventail des logements par l'ajout de clauses sur le logement dans les ententes bilatérales sur l'infrastructure conclues entre Infrastructure Canada et ses partenaires provinciaux et territoriaux. 101

Recommandation 200

Mette sur pied une table ronde nationale permanente sur le logement réunissant les administrations fédérales, provinciales et municipales, ainsi que les constructeurs, les professionnels de l'immobilier et des membres d'organisations de la société civile, l'objectif étant de leur permettre de mieux comprendre l'ampleur du défi qu'est l'offre de logements, de documenter les multiples obstacles à l'augmentation de cette offre, et de trouver des solutions pour surmonter ces obstacles. 102

Recommandation 201

Augmente l'accès des fournisseurs de logements abordables à des terrains abordables. 102

Recommandation 202

Renforce l'Initiative pour la création rapide de logements et l'étende aux logements d'entrée de gamme afin de régler les problèmes persistants d'offre de logements et d'accessibilité financière sur l'ensemble du continuum du logement. 102

Recommandation 203

Fasse de nouveaux investissements pour créer au moins 500 000 logements de qualité et abordables au cours des dix prochaines années. 102

Recommandation 204

Renforce les engagements de la Stratégie nationale sur le logement pour mettre fin aux besoins impérieux en matière de logement et à l'itinérance. 102

Recommandation 205

Double l'investissement fédéral dans l'allocation canadienne pour le logement afin de le porter à 8 milliards de dollars. 102

Recommandation 206

Travaille avec l'industrie pour informer les personnes âgées et les aidants sur les options qui s'offrent à eux et garantisse un marché solide pour les services de vieillissement chez soi, y compris des experts en rénovation fiables, formés et transparents..... 103

Recommandation 207

Soutienne le renforcement des capacités de la main-d'œuvre, indispensable pour atteindre, dans le secteur du bâtiment, les objectifs à long terme du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques. 103

Recommandation 208

Soutienne et incite les secteurs public et privé à accélérer les rénovations énergétiques majeures..... 103

Recommandation 209

Permette une vague de rénovations écoénergétiques, en partenariat avec les provinces, grâce à des investissements annuels de 10 à 15 milliards de dollars sur une période de 10 ans..... 103

Recommandation 210

Incite et aide les manufacturiers canadiens à produire les composants de bâtiments nécessaires à la construction et à l'amélioration de bâtiments à haut rendement énergétique. 103

Recommandation 211

Investisse deux millions de dollars pour mettre en place un système « RésiliGuide » parallèle de cotation et de certification de la résilience des habitations qui élargiront le système ÉnerGuide actuel d'étiquetage et de cotation et feront en sorte que les programmes de rénovation d'immeubles tiendront compte de la résilience. 104

Recommandation 212

Collabore avec les municipalités pour promouvoir l'inclusivité et le bien-être des communautés en s'attaquant au problème de l'abordabilité des logements, en priorisant l'accès aux infrastructures numériques et en veillant à ce que les politiques et les programmes fédéraux tiennent compte des régions rurales. 104

Recommandation 213

Crée un fond de 50 millions de dollars pour soutenir les victimes de la pyrrhotite, suite à la reconnaissance par le gouvernement dans le budget de 2021 qu'une contribution fédérale supplémentaire pourrait être nécessaire. 104

Recommandation 214

Mette en place un financement permanent pour soutenir les festivals et les événements pour un nouvel essor culturel et économique en :

- **rendant permanents les investissements faits en 2019-2020 et en 2020-2021, prolongés par l'Énoncé économique de l'automne 2020 pour 2021-2022 et par le budget 2021 pour 2022-2023 et 2023-2024 (une hausse 8 millions de dollars/an au Fonds du Canada pour la présentation des arts et de 7 millions de dollars/an au programme de Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine);**
- **rajoutant dès 2022-2023 une nouvelle somme de 30 millions de dollars à ces programmes (soit 15 millions de dollars chacun);**
- **prévoyant un mécanisme d'indexation des programmes pour les cinq prochaines années qui tiendra compte de l'inflation et du nombre grandissant de festivals et d'événements à soutenir;**
- **créant un nouveau programme « complémentaire » qui soutiendra les festivals et événements en vertu de leur apport au tourisme et à l'économie, tout particulièrement des festivals et événements qui ne sont pas « culturels » et ne sont pas soutenus par Patrimoine canadien, et en y consacrant 25 millions de dollars par année;**

- prolongeant la durée de l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements annoncée pour 2021-2023 dans le budget 2021 jusqu'au 31 mars 2024, en y ajoutant une nouvelle tranche de 100 millions de dollars et en élargissant l'accès aux festivals et événements ayant des revenus annuels de plus de 5 millions de dollars. 105

Recommandation 215

Soutienne la capacité à long terme du secteur de la musique sur scène, et crée un fonds canadien permanent de soutien à la musique sur scène doté de 50 millions de dollars. 105

Recommandation 216

Augmente le financement et les appuis aux Autochtones, aux Noirs et aux artistes de couleur pour créer, développer, présenter et améliorer des activités théâtrales, et commence à s'attaquer aux déséquilibres historiques et aux inégalités systémiques touchant les artistes issus de ces groupes – inégalités qui ont été exacerbées à cause de la pandémie et des pressions exercées sur les organismes et les travailleurs des secteurs culturels en quête d'équité. 105

Recommandation 217

Augmente le financement par l'entremise du Fonds du Canada pour les espaces culturels, afin de donner la priorité à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement dans le contexte des arts de la scène, ce qui permettra aux théâtres de s'adapter et de trouver des solutions novatrices et durables pour la création, la production la présentation et la tournée de spectacles de théâtre d'un bout à l'autre du Canada. 106

Recommandation 218

Augmente de 6,5 millions de dollars par année, à compter de 2022, le volet Incitatifs aux fonds de dotation du Fonds du Canada pour l'investissement en culture pour les organismes bénéficiaires des arts du spectacle. 106

Recommandation 219

Veille à ce que les plateformes numériques tirant des revenus de la publication de nouvelles partagent une part de leurs revenus avec les médias en s'inspirant du modèle australien et uniformisant les règles du jeu entre les plateformes mondiales et nos médias. 106

Recommandation 220

Finance des initiatives de transformation numérique dans les musées..... 106

Recommandation 221

Élargisse le volet Incitatifs aux fonds de dotation du Fonds du Canada pour l'investissement en culture, afin d'y inclure les musées et les organismes patrimoniaux. 107

Recommandation 222

Accorde un financement annuel supplémentaire de 15 millions de dollars au Programme du droit de prêt public, portant ainsi à 30 millions de dollars l'enveloppe budgétaire annuelle du programme..... 107



LA VOIE À SUIVRE

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

Durant l'été 2021, le Comité permanent des finances de la Chambre des communes (le Comité) de la 43^e législature a invité les Canadiens à lui faire part de leurs réflexions sur les priorités en matière de dépenses, en prévision de l'établissement du prochain budget fédéral. Au cours des quelques mois qui ont suivi, 495 personnes ou groupes ont présenté des mémoires au Comité. Tous ces mémoires ont été soigneusement traduits, examinés puis classés par thèmes. Une liste de tous les mémoires est fournie à l'annexe B du présent rapport, et le Comité tient à remercier sincèrement tous les participants à cet exercice.

Peu après le début de la 44^e législature, le Comité a entrepris ses consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral de 2022. Entre le 31 janvier et le 14 février 2022, le Comité a convié 29 témoins à discuter de leurs propositions par visioconférence. Les réunions ont été organisées selon une formule « hybride », c'est-à-dire que les membres du Comité y ont assisté soit virtuellement, soit en personne, en suivant des protocoles stricts de santé et de sécurité. Le Comité fait ses recommandations pour le budget fédéral de 2022 à la lumière de ces réunions et des mémoires qui lui ont été soumis.

Comme la portée des consultations prébudgétaires s'étend à toutes les dépenses fédérales actuelles et futures, le contenu de ce rapport est nécessairement diversifié. Bien que cette diversité se reflète dans les recommandations du comité au gouvernement, ces recommandations sont unies par des objectifs communs : faire croître l'économie, protéger l'assiette fiscale et se remettre complètement de la pandémie de COVID-19. Par exemple, les recommandations du Comité relatives à la recherche et au développement, aux entreprises en démarrage et à l'innovation au chapitre 4, et celles appelant à de nouveaux investissements dans les infrastructures propices au commerce au chapitre 7 ont été formulées en vue de faire croître l'économie et d'améliorer la productivité. De plus, en formulant leurs recommandations visant à examiner et à améliorer le régime fiscal et à fournir des ressources supplémentaires à l'Agence du revenu du Canada au chapitre 2, le Comité s'est soucié de la protection de l'assiette fiscale du Canada. Enfin, les recommandations pour un soutien temporaire supplémentaire aux entreprises et aux particuliers, y compris dans les secteurs du tourisme et de la culture aux chapitres 4 et 7, visent à garantir que le Canada se remette complètement de la pandémie.



Le présent rapport, qui contient donc les recommandations du Comité ainsi que des extraits choisis de déclarations des témoins et de mémoires, se divise en six grands chapitres, lesquels déclinent les thèmes des consultations prébudgétaires dans les catégories suivantes : la politique budgétaire fédérale et le gouvernement; les personnes; les entreprises; l'environnement et les changements climatiques; les priorités autochtones; les collectivités.

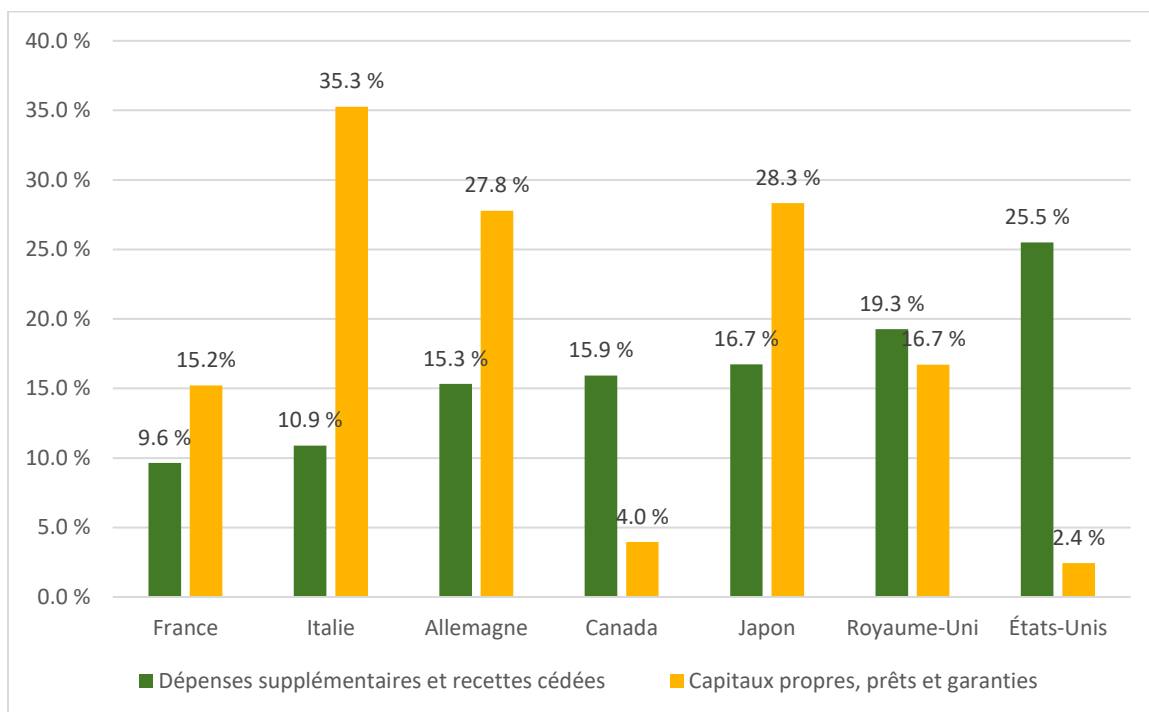
CHAPITRE 2 : LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET LE GOUVERNEMENT

La pandémie a eu des répercussions profondes sur l'économie canadienne. Les mesures de confinement et autres restrictions, ainsi que les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ont provoqué une récession en 2020, année au cours de laquelle le produit intérieur brut (PIB) du Canada a fléchi de 5,2 %. Depuis, l'activité économique a connu un rebond, la croissance du PIB réel ayant atteint 4,7 % en 2021. Le [Bureau du directeur parlementaire du budget](#) (BDPB) prévoit que la reprise se poursuivra dans les années à venir, avec une croissance de 3,9 % en 2022 et de 2,9 % en 2023.

Afin de contrer les perturbations causées par la pandémie, le gouvernement fédéral a mis en branle un train de mesures pour venir en aide à la population, aux entreprises, aux filières de l'économie et aux collectivités canadiennes pendant cette période éprouvante. La réponse du gouvernement a pris la forme de mesures de soutien direct, de prêts, de reports d'impôts et autres mesures de soutien des liquidités. Selon le [BDPB](#), depuis le début de la pandémie jusqu'à la fin de l'exercice 2021-2022, le gouvernement fédéral aura dépensé 354,2 milliards de dollars dans le cadre de son Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

La réponse budgétaire à la pandémie des pays du G7 en pourcentage de leur PIB est illustrée à la figure 1. Comparativement aux autres pays du G7, le Canada a misé relativement plus sur les dépenses supplémentaires et les recettes cédées que sur l'octroi de capitaux, de prêts et de garanties.

Figure 1 — Réponse budgétaire à la pandémie de COVID 19 des pays du G7, de janvier 2020 à septembre 2021 (en pourcentage du produit intérieur brut)



Note : L'année de référence normalisée pour le produit intérieur brut est 2020.

Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Fonds monétaire international, [Fiscal Monitor Database of Country Fiscal Measures in Response to the COVID-19 Pandemic](#) [disponible en anglais seulement], octobre 2021.

Sous l'effet conjugué de la réponse budgétaire fédérale à la pandémie et de la récession de 2020, le déficit fédéral s'est alourdi, passant de 39,3 milliards de dollars en 2019-2020 à 327,7 milliards de dollars en 2020-2021. Cet important creusement du déficit a fait augmenter le ratio de la dette fédérale au PIB de 31,2 % à 47,6 % au cours de la même période. Dans sa plus récente Mise à jour économique et budgétaire, le gouvernement a réaffirmé son engagement énoncé dans le Budget de 2021 de réduire la dette fédérale par rapport au PIB à moyen terme, et d'éliminer les déficits attribuables à la pandémie. Selon le BDPB, le déficit diminuera pour s'établir à 139,8 milliards de dollars en 2021-2022, puis continuera de se résorber graduellement jusqu'à atteindre 17,5 milliards de dollars en 2026-2027. Le BDPB prévoit aussi qu'au cours de la même période, le ratio de la dette fédérale au PIB passera d'un sommet de 47,7 % à 42,3 %.

La Banque du Canada a également pris des mesures extraordinaires pour amortir les chocs subis par l'économie canadienne en 2020. Elle a abaissé le taux cible du



financement à un jour de 0,5 point de pourcentage à trois reprises, en mars 2020, le faisant reculer de 1,75 % à 0,25 %, sa valeur plancher effective. En outre, la Banque du Canada a commencé à procéder à l'acquisition à grande échelle d'obligations des gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que d'obligations de sociétés. Ces mesures avaient pour objectif de réduire les coûts d'emprunt pour les gouvernements, les consommateurs et les entreprises et de soutenir les marchés financiers, dans l'optique de favoriser la croissance économique et d'éviter la déflation. Comme l'a indiqué le [BDPB](#), le ratio du service de la dette fédérale – c'est-à-dire le rapport entre le service de la dette publique et les recettes fiscales – a atteint un creux historique de 7,2 %, en 2020-2021, en raison de la baisse des taux d'intérêt. Cependant, compte tenu du niveau élevé de l'inflation actuellement dans l'économie canadienne, en mars 2022, la banque centrale a commencé à relever le taux cible du financement à un jour, ce qui devrait porter le ratio du service de la dette fédérale à 11,5 % d'ici 2026-2027, selon les projections du BDPB.

Les témoins qui se sont exprimés au sujet de la politique budgétaire et du gouvernement ont fait des propositions concernant les finances fédérales, la réforme fiscale et l'observation des règles fiscales, ainsi que les organismes fédéraux.

Finances fédérales

Au sujet des finances fédérales, les témoins ont principalement formulé des propositions sur les relations intergouvernementales, la gestion budgétaire, l'aide gouvernementale et les dépenses liées à la pandémie.

En ce qui concerne les relations intergouvernementales, les témoins se sont surtout penchés sur la péréquation, les transferts aux provinces et aux territoires, notamment le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Des témoins ont discuté de la gestion budgétaire et ont insisté sur l'importance de limiter les dépenses gouvernementales afin d'atteindre l'équilibre budgétaire à court terme. D'autres ont parlé de l'importance de réduire le ratio de la dette fédérale au PIB afin d'assurer la viabilité à long terme des finances publiques.

Au sujet des dépenses gouvernementales, le Comité a reçu des propositions visant la réduction ou l'élimination du financement aux médias et aux sociétés d'État, une meilleure transparence financière et l'abolition des subventions aux entreprises. Concernant la pandémie, les témoins ont mentionné qu'il était souhaitable que le gouvernement fédéral établisse un échéancier pour mettre fin à l'aide gouvernementale. D'autres ont proposé que le gouvernement établisse des règles précises afin d'encadrer d'éventuelles dépenses gouvernementales en cas de pandémie. Enfin, plusieurs témoins

ont demandé au gouvernement de ne pas augmenter les taxes et les impôts afin de favoriser la reprise économique, alors que d'autres ont proposé d'en introduire de nouveaux.

Recommandation 1

Présente, le plus rapidement possible, un plan de retour à l'équilibre budgétaire comprenant plusieurs scénarios en fonction des conditions économiques observées.

Recommandation 2

Maintienne un ratio dette brute/PIB sur la trajectoire présentée dans la mise à jour économique et budgétaire de 2021 et, dans le cas où la croissance économique et/ou les efforts budgétaires le permettraient, revoir ces cibles à la baisse.

« Le Conference Board souligne qu'au Canada, 5,1 millions de personnes atteindront l'âge de 65 ans au cours des dix prochaines années. Toutefois, sous sa forme actuelle, le Transfert canadien en matière de santé ne prend pas en compte le vieillissement de la population. Il s'agit d'une formule basée sur un montant égal par habitant. Pour cette raison, le Réseau FADOQ estime que le gouvernement canadien doit inclure dans la formule de calcul du Transfert canadien en matière de santé une variable tenant compte du vieillissement de la population des provinces et territoires afin de bonifier les sommes là où les besoins sont les plus importants. »

[Le Réseau FADOQ](#)

Recommandation 3

Tienne compte du vieillissement de la population des provinces et des territoires dans la formule de calcul du Transfert canadien en matière de santé.

Recommandation 4

Fournisse sur une base régulière, l'état des finances publiques comme le recommande le directeur parlementaire du budget, notamment en prenant l'habitude de présenter des mises à jour économique à l'automne.



Recommandation 5

Modifie la législation pour changer la date de publication des comptes publics.

Réforme fiscale et conformité

Plusieurs témoins ont proposé que le gouvernement entreprenne un examen public approfondi du régime fiscal. Certains ont fait remarquer qu'un tel examen devait viser à limiter les échappatoires fiscales dont profitent particulièrement les personnes à revenu élevé et les grandes sociétés. En ce qui concerne la conformité, certains témoins ont proposé de modifier le plus rapidement possible la règle générale anti-évitement de façon à la rendre plus efficace. Les témoins ont demandé au gouvernement de continuer à promouvoir la transparence des entreprises et de rendre publics les rapports financiers des grandes sociétés internationales pour chaque juridiction fiscale dans lesquelles elles exercent des activités.

D'autres ont proposé de revoir les processus de distribution des différentes prestations par l'Agence du revenu du Canada afin de les rendre plus efficaces.

« Comptables professionnels agréés du Canada, demande depuis longtemps une refonte du système fiscal canadien afin de le rendre plus simple, plus équitable, plus efficient et plus concurrentiel. En guise de première étape, le gouvernement devrait réaliser son examen exhaustif des dépenses fiscales et en élargir l'étendue en vue de simplifier le système par la rationalisation des crédits et des déductions d'impôt et par l'élimination des avantages fiscaux inefficients ou mal ciblés. »

[Comptables professionnels agréés du Canada](#)

Recommandation 6

Effectue un examen systématique des mesures fiscales et budgétaires afin de réallouer les efforts des mesures les moins efficaces pour bonifier le financement des moyens d'intervention les plus efficaces et efficients.

« Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a promis à plusieurs reprises de revoir les dépenses fiscales fédérales pour veiller à ce que les Canadiens les plus fortunés ne profitent pas d'allègements fiscaux injustes. Tous les examens ont été effectués à l'interne et ont débouché sur des résultats modestes. Le gouvernement fédéral devrait être beaucoup plus ambitieux, et Comité permanent des finances pourrait l'aider en menant son propre examen public des dépenses et des échappatoires fiscales régressives. »

[Canadiens pour une fiscalité équitable](#)

Recommandation 7

Entreprene un examen public pour déterminer les dépenses fiscales fédérales, les échappatoires fiscales et les autres mécanismes d'évitement fiscal dont profitent tout particulièrement les personnes à revenu élevé, les particuliers fortunés et les grandes sociétés, et formuler des recommandations en vue de les éliminer ou de les limiter.

Recommandation 8

Examine d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour réduire les inégalités de la richesse et des revenus dans le système fiscal, tout en générant des revenus supplémentaires afin de financer l'amélioration des services publics.

Recommandation 9

Prene des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté en éliminant des échappatoires fiscales et des paradis fiscaux, en imposant la richesse extrême, et en mettant en œuvre un impôt sur les profits excessifs, notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie.

Recommandation 10

Modifie la Loi de manière à supprimer les exigences relatives à la signature du contribuable pour les feuillets T183 et RC71 d'une manière qui soit en conformité avec les propositions législatives de 2022 du ministère des Finances du Canada dans le cadre de la loi d'exécution du budget de 2022.



Recommandation 11

Accélère l'approbation permanente de l'emploi de la signature électronique pour tous les autres formulaires que comprend la déclaration de revenus.

Recommandation 12

Entreprene des discussions avec le gouvernement du Québec afin de s'entendre avec celui-ci sur la question du rapport d'impôt unique de façon pragmatique et innovatrice, en centrant la démarche exclusivement sur l'intérêt du contribuable.

Recommandation 13

Procède avec la consultation sur la règle générale anti-évitement immédiatement.

Recommandation 14

Respecte l'esprit du projet de loi C-208, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (transfert d'une petite entreprise ou d'une société agricole ou de pêche familiale), en menant des consultations s'il fait des modifications, tel que promis, pour faciliter les transferts intergénérationnels.

Recommandation 15

Entreprene un vaste examen des méthodes qui permettraient au gouvernement fédéral d'accroître considérablement la quantité, la précision, la qualité et la rapidité de l'information accessible au public sur la situation financière des particuliers, des sociétés et des fiducies, y compris sur la propriété, les actifs, le revenu et les impôts payés.

Recommandation 16

Continue à promouvoir la transparence des entreprises et rende publiques les déclarations financières pays par pays des grandes sociétés transnationales.

Recommandation 17

Modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour assurer la pérennisation du programme de report des impôts.

Gouvernement fédéral

Le Comité a reçu plusieurs propositions en lien avec la rémunération et le personnel dans les organisations fédérales. Des témoins ont proposé de réduire le salaire et les avantages sociaux du poste de Gouverneur général du Canada, y compris le régime de pension. D'autres ont proposé de réduire les dépenses publiques en combinant l'attrition, la suppression d'emplois et la réduction des salaires des fonctionnaires fédéraux et des parlementaires. Certains témoins ont aussi suggéré de réduire la taille du cabinet et le budget du Sénat.

Enfin, des témoins ont abordé les enjeux liés à la mise en œuvre des ententes sur les avantages communautaires et des ententes sur le développement de la main d'œuvre pour les projets d'infrastructure du gouvernement fédéral afin de favoriser l'apprentissage et d'ouvrir des possibilités aux groupes sous-représentés, comme les Autochtones, personnes racisées et personnes ayant un handicap.

Recommandation 18

Examine comment le gouvernement fédéral et les provinces pourraient distribuer plus efficacement les nombreuses prestations offertes dans le cadre de l'infrastructure du régime des impôts et des prestations de l'Agence du revenu du Canada après la pandémie, notamment en mettant en œuvre des services gratuits et automatisés de production des déclarations.

Recommandation 19

Finance l'Agence de Revenu du Canada afin qu'elle soit outillée pour lutter contre les échappatoires fiscales notoires, tout en maintenant un leadership fort au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour une application de l'initiative d'érosion de la base et transfert de bénéfices plus ambitieuse et plus équitable pour les pays en développement.

Recommandation 20

Fournisse à l'Agence des services frontaliers du Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments les ressources et la formation dont elles ont besoin pour faire appliquer adéquatement les règlements sur l'importation de produits laitiers à la frontière, ce qui comprend des inspections de fermes et d'usines de transformation étrangères afin de garantir que leurs normes de production sont à la hauteur de celles du Canada.



Recommandation 21

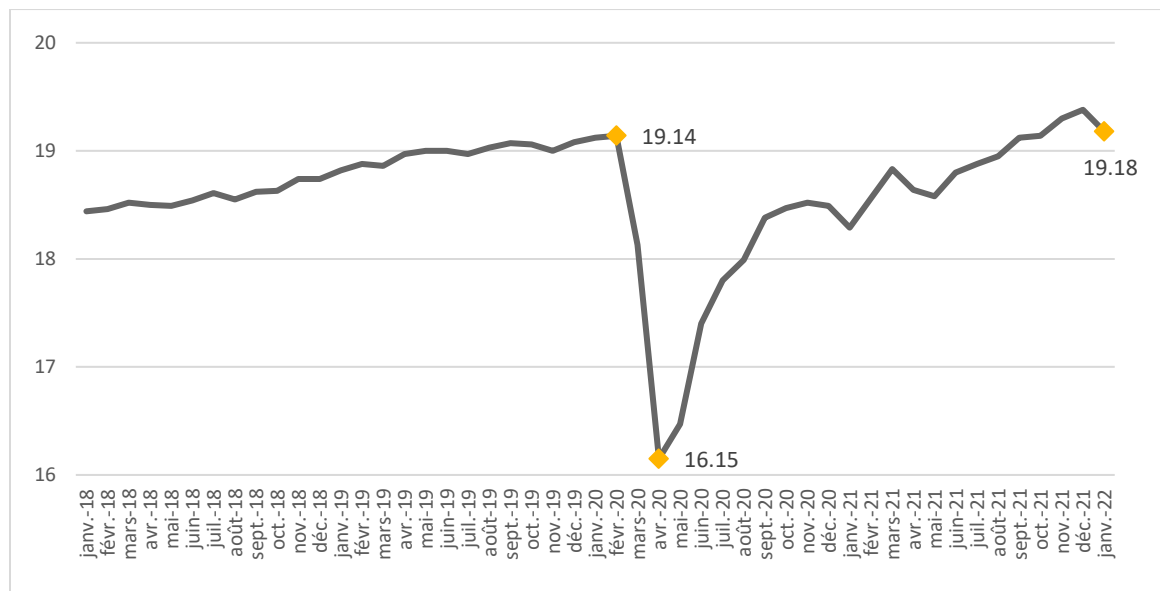
Mette en œuvre des ententes sur les avantages communautaires ou des ententes sur le développement de la main d'œuvre pour les projets d'infrastructure et de construction du gouvernement fédéral.

CHAPITRE 3 : LES PERSONNES

La pandémie a eu de profondes répercussions sur l'emploi au Canada et ailleurs dans le monde. Les fermetures d'entreprises causées par la COVID-19 et les mesures sanitaires pour contenir la propagation du virus ont entraîné des baisses historiques de l'activité sur le marché du travail.

De février à avril 2020, 3 millions d'emplois ont été perdus au Canada, dont près de 2 millions d'emplois à temps plein. En septembre 2021, l'emploi est revenu à son niveau d'avant la pandémie et a poursuivi sa montée jusqu'en décembre 2021, avant de reculer de 1 % (ou 200 000 emplois) en janvier 2022, notamment en raison des mesures sanitaires plus strictes imposées pour contenir la propagation de la COVID-19.

Figure 2 — Nombre d'emplois au Canada, janvier 2018 à janvier 2022 (en millions)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à l'aide de données provenant de Statistique Canada, « [Tableau 14-10-0287-01](#) : Caractéristiques de la population active, données mensuelles désaisonnalisées et la tendance-cycle, 5 derniers mois », consultée le 1 mars 2022.

Le taux de chômage s'est établi à 5,5 % en février 2022. Il a diminué de 7,9 points de pourcentage depuis mai 2020 (13,4 %) et a désormais retrouvé son niveau d'avant la pandémie. Alors que le niveau d'emploi se redresse, des pertes importantes persistent dans certains secteurs. Les services d'hébergement et de restauration continuent d'être particulièrement affectés et affichent des niveaux d'emploi inférieur de 26,4 % à ceux enregistrés en février 2020.

Le nombre de postes vacants s'est établi à 896 100 (ou 5,2 %) en décembre 2021, une augmentation de 87,9 % par rapport à décembre 2020. Le secteur de l'hébergement et de la restauration (142 300 postes vacants ou 10,9 %) et le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (137 100 postes vacants ou 5,9 %) étaient particulièrement affectés.

L'augmentation du nombre de postes vacants est en partie attribuable aux déséquilibres du marché du travail, comme les pénuries de main-d'œuvre spécialisée ou des disparités géographiques entre les postes vacants dans certaines régions et les travailleurs disponibles dans d'autres régions.

En plus de l'emploi et de la main d'œuvre, le Comité a entendu des propositions touchant l'éducation et la formation de la main d'œuvre, la santé, l'enfance, les familles et la politique sociale, l'impôt des particuliers et les taxes à la consommation, ainsi que le revenu de retraite et les aînés.

Emploi et main-d'œuvre

Les propositions en matière d'emploi et de main-d'œuvre appelaient à des mesures concernant la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement, la Prestation canadienne de la relance économique, l'assurance-emploi, la mobilité des travailleurs de métiers spécialisés, le recyclage professionnel et la réinstallation dans certains secteurs, les prêts et bourses pour les apprentis, le Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical, les voies d'accès à la résidence permanente, la valorisation des micro-titres de compétences, la rétention des employés, le Programme des travailleurs étrangers temporaires, ainsi que les politiques ayant une incidence sur l'âge de la retraite des Canadiens.

Recommandation 22

Appuie la modernisation de l'assurance-emploi (AE), qui a montré ses limites lors de la pandémie, par un dialogue social continu avec les principaux acteurs du marché du travail.



Recommandation 23

Contribue en permanence au régime d'AE et y apporter des améliorations comme l'augmentation du taux de remplacement du revenu ou un montant minimum pour les chômeurs, comme celui de 500 \$ par semaine accordé dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence et de la Prestation canadienne de la relance économique ainsi que la diminution du nombre d'heures requis pour participer au régime d'assurance-emploi.

Recommandation 24

Bonifie l'AE en la rendant plus souple et en reconnaissant le caractère unique de la main d'œuvre du secteur de la construction.

Recommandation 25

Établit un plan complet sur la façon de mieux intégrer les travailleurs indépendants au système d'AE.

Recommandation 26

Finance le déficit actuariel prévu au compte de l'AE par un versement provenant du fonds consolidé.

Recommandation 27

Augmente substantiellement les sommes prévues aux ententes de développement du marché du travail.

« Les conclusions de plusieurs études réalisées sur le sujet sont claires : les travailleurs expérimentés désirent demeurer sur le marché du travail pour diverses raisons. Ils préfèrent toutefois un rôle plus effacé, de mentorat, d'être utilisé pour leur savoir-faire et pour le transfert de connaissance. »

[Fédération des chambres de commerce du Québec](#)

Recommandation 28

Développe un plan d'action afin de favoriser la rétention et l'embauche des travailleurs expérimentés, notamment sur le plan de la sensibilisation, de la formation et de l'aide à la réintégration du marché du travail.

Recommandation 29

Mette en place un crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience.

Recommandation 30

Rationalise les démarches relatives aux études d'impacts sur le marché du travail en réduisant les exigences pour les demandeurs, en abaissant les frais par demande, en utilisant les outils modernes de télécommunication et en mettant fin à l'enchevêtrement de responsabilités entre les deux gouvernements. Le processus devrait être simplifié et accéléré, et son résultat rendu plus prévisible pour les professions en demande.

Recommandation 31

Prenne les mesures nécessaires pour pérenniser l'entente Ottawa-Québec sur les mesures d'allègements au Programme des travailleurs étrangers temporaires.

Recommandation 32

Accélère le traitement des demandes d'immigrations et l'émission des permis de travail afin que les demandes provenant des candidats sélectionnés par le Québec soient traitées aussi rapidement que celles provenant des autres provinces.

« L'industrie de la construction continue d'être confrontée à des pénuries chroniques de main-d'œuvre et de compétences, et ... devra recruter plus de 148 000 nouveaux travailleurs au cours de la décennie pour suivre le rythme des départs à la retraite et de la demande. Une partie importante devra provenir de groupes traditionnellement sous-représentés dans la main-d'œuvre actuelle de la construction, notamment les femmes, les Autochtones et les Néo-Canadiens. »

[Association canadienne des constructeurs d'habitations](#)

Recommandation 33

Apporte des changements au système d'immigration afin de répondre mieux et plus rapidement aux pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la construction résidentielle grâce à des solutions d'immigration permanente.



Recommandation 34

Mette en place des agents-coordonnateurs afin d'organiser le partage de main-d'œuvre dans les régions ayant de forts taux d'emplois saisonniers.

Recommandation 35

Augmente l'Allocation canadienne pour les travailleurs et l'étende aux personnes n'ayant aucun revenu d'emploi.

Recommandation 36

Rehausse le seuil maximal de rémunération hebdomadaire des prestations pour proches aidants.

Recommandation 37

Prolonge la période de prestation d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche.

Recommandation 38

Offre une bonification de trois ans du programme d'inclusion de la main-d'œuvre Prêts, disponibles et capables.

Recommandation 39

S'engage à prévoir une transition juste afin de mieux répartir les effets négatifs des transformations appréhendées du travail et du marché de l'emploi et à financer adéquatement les mesures nécessaires à cette fin.

Éducation et formation professionnelle

Le Comité a été saisi de diverses propositions concernant l'éducation et la formation professionnelle dans des mémoires écrits. En ce qui a trait à l'éducation, les propositions soumises au Comité ont porté, entre autres, sur l'appui d'initiatives de développement durable visant les infrastructures des campus ainsi que de l'éducation post secondaire par le biais d'une stratégie nationale et de l'élargissement des programmes de bourses d'études et de bourses aux étudiants. D'autres propositions ont visé l'amélioration des services de santé mentale sur les campus et la mise à jour de l'infrastructure numérique des collèges.

Sur la question de la formation professionnelle, les témoins et les organisations ayant soumis des mémoires au Comité ont présenté des propositions visant à répondre, entre autres, aux pénuries de main d'œuvre, notamment en investissant dans des programmes de recyclage professionnel et de mise à niveau des compétences et dans une plateforme collaborative nationale, particulièrement dans les industries clés, ainsi qu'en mettant en œuvre des voies d'accès vers la résidence permanente réservées aux étudiantes et étudiants internationaux. Des témoins ont également plaidé en faveur de programmes de formation conçus pour faciliter la transition vers un monde carboneutre.

Recommandation 40

Adopte une stratégie nationale d'éducation postsecondaire en collaboration avec les provinces et les territoires, et engage, à l'appui de cette stratégie, 3 milliards de dollars supplémentaires sous forme de paiements de transfert transparents aux provinces et aux territoires.

« Les contraintes structurelles et financières imposées aux établissements d'enseignement postsecondaire ont entravé leur capacité à fournir les services de santé mentale nécessaires. Les besoins pour des services de santé mentale devancent largement l'offre de ces services, comme en témoignent les listes d'attente qui s'allongent et les restrictions relatives aux services assurés sur les campus. »

Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants

Recommandation 41

Alloue 300 millions de dollars par année sur deux ans afin d'améliorer les services de santé mentale sur les campus. Le fonds, inspiré du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, permettrait aux établissements d'études postsecondaires de présenter des demandes de subvention fédérale afin d'améliorer les services de santé mentale sur les campus.

Recommandation 42

Élargisse l'admissibilité des étudiants diplômés au Programme canadien de bourses aux étudiants.



Recommandation 43

Augmente le financement des programmes de bourses étudiantes en recherche de 120 millions de dollars sur une base récurrente, pour réitérer l'importance des bourses d'études dans l'enveloppe générale des organismes subventionnaires à la recherche du Canada.

Recommandation 44

Maintienne les niveaux de financement actuels des bourses canadiennes pour étudiants au-delà de l'année 2022-2023, en doublant de façon permanente le maximum accordé aux étudiantes et étudiants admissibles de 3 000 \$ à 6 000 \$ par année universitaire, tout en offrant un droit de retrait avec pleine compensation au Québec.

« Pour qu'un investissement générationnel dans la formation ait un effet profond et durable sur la qualification des travailleurs – en particulier chez les Autochtones et les jeunes Canadiens qui cherchent à tirer leur épingle du jeu dans une économie en mutation –, le gouvernement doit miser sur des programmes inclusifs préparant les travailleurs aux emplois verts d'aujourd'hui et de demain qui sont axés sur la durabilité. »

[Collèges canadiens pour une relance économique résiliente](#)

Recommandation 45

Veille à ce que les travailleurs profitent pleinement des retombées de la reprise postpandémique en veillant à la collaboration entre les gouvernements, les enseignants et les employeurs sur des projets qui permettront de créer et de maintenir des emplois de qualité, qui sont bons pour l'environnement, qui sont inclusifs, et qui s'attaquent aux inégalités socio-économiques.

Recommandation 46

S'engage à travailler avec les Collèges canadiens pour une relance résiliente dans le but de former jusqu'à 50 000 personnes, dans tout le pays, afin qu'elles acquièrent les compétences spécialisées nécessaires pour travailler dans les secteurs à forte croissance de l'économie à faibles émissions de carbone.

Recommandation 47

Finance les programmes de formation et d'acquisition de compétences dans les collèges, cégeps, instituts et écoles polytechniques sous forme de soutien pour les frais de scolarité, d'aide pour l'élaboration de programmes d'études, de programmes de soutien aux Autochtones et aux jeunes, et d'appui financier direct aux Collèges canadiens pour une relance résiliente dans le budget de 2022.

Recommandation 48

Soutienne une reprise verte et inclusive en veillant à ce que l'infrastructure physique et numérique des collèges et instituts figure au nombre des investissements dans l'infrastructure nationale et contribue à hauteur de :

- **5 milliards de dollars pour rendre les campus collégiaux plus durables et plus accessibles, pour faire progresser l'innovation et pour améliorer les espaces d'apprentissage dédiés aux étudiants et étudiantes autochtones;**
- **1,4 milliard de dollars pour améliorer l'infrastructure numérique, la technologie et les systèmes de cybersécurité des collèges et instituts, intégrer la simulation et la réalité virtuelle ou augmentée dans les cours pratiques, et fournir des services de soutien numérique favorisant la réussite étudiante.**

Recommandation 49

Accélère les initiatives de développement durable dans les collèges et les collectivités en investissant 100 millions de dollars sur cinq ans dans un nouveau réseau pancanadien de 50 centres collégiaux de développement durable, qui permettra de tirer parti des atouts des collèges et instituts, notamment leurs infrastructures et leurs partenariats avec les entreprises et les collectivités, pour atteindre les objectifs de carboneutralité du Canada.

« Il y a eu des changements dans le monde du travail pendant la pandémie puisque le travail à distance s'est imposé, obligeant les chefs d'entreprise à s'adapter. Les perturbations dues à la pandémie ont également rendu plus difficiles pour les entreprises canadiennes le recrutement et la rétention de travailleurs hautement qualifiés. »

Conseil canadien des innovateurs



Recommandation 50

Élargisse le bassin de talents du Canada en élaborant et en mettant en œuvre des voies vers la résidence permanente pour les étudiantes et les étudiants internationaux qui obtiendront un diplôme collégial, et en donnant aux collèges et instituts les moyens d'appuyer leur intégration au marché du travail en leur fournissant du soutien supplémentaire tout au long de leur transition.

Recommandation 51

Veille à ce que le Canada demeure concurrentiel pour recruter, retenir et récompenser les employés dans la nouvelle économie numérique en établissant des voies d'accès fiables à la résidence permanente pour aider au recrutement dans les entreprises à forte croissance, en augmentant le soutien aux programmes de perfectionnement et de requalification au Canada et en créant un fonds de 40 millions de dollars développer des microcertifications nationales pour les secteurs clés du marché du travail.

Recommandation 52

Renforce la capacité de formation technique et professionnelle au Canada en investissant 50 millions de dollars pour créer plus de 1 000 ressources en ligne partagées pour les programmes techniques et professionnels des collèges, accessibles à partir d'une plateforme collaborative nationale.

Recommandation 53

Continue d'investir dans la population par le biais de prêts et subventions à l'apprentissage et d'améliorer le Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical afin de mieux équiper les centres de formation pour qu'ils puissent relever les nouveaux défis et répondre aux demandes du marché du travail.

Recommandation 54

Accroisse la contribution du Canada au développement international pour favoriser la formation professionnelle et la recherche appliquée en vue d'appuyer la transition vers un monde carboneutre.

Santé

Les témoins qui ont comparu devant le Comité ont parlé de la mise en œuvre d'une stratégie sur le milieu de travail pour les travailleurs de la santé, de normes nationales

en matière de soins de santé pour les personnes âgées, de certains services et programmes en santé mentale, d'initiatives en santé mentale dirigées par des Autochtones, de changements visant le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, et d'hébergement sûr pour les personnes suivant un traitement ou en convalescence.

Recommandation 55

Investisse directement 57 millions de dollars dans les services et programmes communautaires de base en santé mentale, afin de s'assurer que tous les Canadiens aient accès aux soins dont ils ont besoin, où qu'ils vivent.

« Les Canadiens qui souffrent d'une maladie mentale ou de toxicomanie doivent avoir accès à des soins et à des traitements en temps opportun dans leur propre collectivité afin de se rétablir. À cette fin, nous avons besoin d'un solide leadership fédéral. »

[L'Association canadienne de santé mentale](#)

Recommandation 56

Augmente les investissements dans les logements supervisés pour les personnes souffrant de maladies mentales et de problèmes de toxicomanie, afin de s'assurer qu'elles disposent d'endroits sûrs où vivre pendant leur rétablissement.

Recommandation 57

Soutienne la santé et le bien-être des Canadiens en finançant ParticipACTION à hauteur de 50 millions de dollars sur cinq ans.

Recommandation 58

Établit un groupe de travail fédéral interministériel sur la promotion de l'activité physique qui travaillera avec les provinces, les territoires et des intervenants externes à l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de promotion de l'activité physique.

Recommandation 59

Examine la façon dont les prix des médicaments brevetés sont fixés notamment par le biais d'une réforme du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.



Recommandation 60

Travaille en collaboration avec les patients, le personnel soignant et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour élaborer des normes pancanadiennes pour les soins à domicile et de longue durée, régies par les mêmes principes que la *Loi canadienne sur la santé*.

Recommandation 61

Instaure de nouvelles normes nationales pour garantir que les personnes âgées bénéficient de soins de santé universels, publics, complets et transférables, et faire en sorte que les nouveaux fonds fédéraux offerts aux provinces soient assujettis à ces conditions.

Recommandation 62

Exige des provinces et des territoires qu'ils offrent aux étudiants étrangers les mêmes soins de santé publique que ceux offerts aux résidents nationaux, conformément à leurs obligations en vertu de la *Loi canadienne sur la santé*.

Recommandation 63

Établisse une stratégie fédérale en milieu de travail pour les travailleurs de la santé.

Enfants, familles et politiques sociales

Pour ce qui est des enfants, des familles et des politiques sociales, les témoins se sont concentrés sur l'Allocation canadienne pour enfants, les mesures de soutien du revenu, la réduction de la pauvreté, l'initiative concernant le programme national de garderies, les prestations fédérales d'invalidité et un programme national de revenu de base garanti.

« En ce qui concerne le revenu de subsistance au Canada, les familles avec enfants et les personnes âgées bénéficient déjà d'un revenu de base substantiel. Cependant, les adultes au milieu de leur tranche d'âge qui n'ont pas un revenu élevé sont exclus des mesures de soutien. La seule aide à laquelle ils pourraient avoir accès, l'Allocation canadienne pour les travailleurs, a subi plusieurs changements importants au cours des dernières années, et elle ne s'applique qu'aux travailleurs ayant un revenu de travail. L'une des raisons pour lesquelles les gens vivent dans la pauvreté est qu'ils n'ont pas de revenu de travail pour une raison quelconque. »

[Centre canadien de politiques alternatives](#)

Recommandation 64

Établisse un niveau de responsabilité au sein du gouvernement, relevant d'un ministre désigné, doté du personnel, de l'expertise et des autres ressources nécessaires pour élaborer des options pour un programme national de sécurité du revenu dirigé par le gouvernement fédéral et conforme aux principes en matière de revenu de base, en particulier l'absence de conditions.

Recommandation 65

Tienne des discussions avec le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, comme il l'a demandé, et invite d'autres provinces et territoires (comme Terre-Neuve-et-Labrador, où une modélisation semblable du revenu de base a été réalisée récemment) à participer à la conception d'un programme national de revenu de base. Ce programme pourrait utiliser un cadre fédéral-provincial-territorial pour faire la transition vers un nouveau régime semblable à la collaboration qui a mené à la création du Programme de la prestation nationale pour enfants dans les années 1990.

Recommandation 66

Mobilise les parties prenantes en vue de l'élaboration des options de conception, y compris les anciens participants au projet pilote de revenu de base, les bénéficiaires d'autres programmes de sécurité du revenu, ainsi que les personnes ayant une expertise en matière de recherche, de conception et de mise en œuvre de programmes de revenu de base semblables.



Recommandation 67

Instaure un mécanisme de détermination de l'admissibilité au soutien du revenu et de versement des prestations pour les personnes marginalisées, en dehors du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.

Recommandation 68

Accorde une exemption de l'obligation de rembourser la Prestation canadienne d'urgence à toutes les personnes dont le revenu est inférieur à la mesure du faible revenu ou proche de celle-ci.

Recommandation 69

S'attaque aux inégalités croissantes révélées et aggravées par la pandémie en augmentant le financement des services publics bénéficiant à tous et à toutes.

« Le taux de pauvreté est disproportionné dans les familles qui sont victimes de discrimination systémique, soit les familles des Premières Nations, Inuites, métisses, racisées, immigrantes et migrantes, nouvellement arrivées, dans lesquelles des enfants ou des parents ont un handicap, monoparentales et dirigées par une femme et d'autres groupes marginalisés. Dans ces familles, les travailleurs occupent des emplois souvent peu rémunérés et précaires, et ils ont été touchés de manière disproportionnée par les conséquences économiques de la pandémie. »

[Campagne 2000](#)

Recommandation 70

Investisse de façon substantielle pour augmenter le montant de base de l'Allocation canadienne pour enfant et ainsi continuer de réduire les taux de pauvreté des enfants au Canada.

Recommandation 71

Adopte des objectifs de réduction de la pauvreté plus ambitieux et prévoit des investissements pour réduire la pauvreté globale et la pauvreté des communautés marginalisées, de 50 % de 2015 à 2025, selon la mesure de situation de faible revenu

après impôt des familles de recensement, calculée à partir des données du fichier des familles T1.

Recommandation 72

Accélère la conception et la mise en œuvre de la nouvelle prestation fédérale pour les personnes handicapées.

Recommandation 73

Crée une prestation fédérale pour enfants handicapés.

Impôt sur le revenu des particuliers et taxes à la consommation

Les témoins qui ont comparu devant le Comité ont mis l'accent sur le crédit d'impôt pour contributions politiques, la répartition du revenu d'une entreprise familiale entre les frères et sœurs, les transferts intergénérationnels, l'imposition d'une taxe sur la revente précipitée de propriétés, les taux d'imposition pour les particuliers, le taux d'inclusion des gains en capital, la taxe proposée sur les biens de luxe, l'impôt sur le revenu fractionné, le crédit d'impôt pour aidants naturels, une remise sur les coûts d'énergie pour les particuliers, la taxation future de l'énergie, les transferts de petites entreprises ou exploitations agricoles familiales et un crédit d'impôt pour les travailleurs expérimentés.

« Le gouvernement doit s'assurer d'avoir un système fiscal équitable pour toute la population canadienne, en plus de soutenir la main-d'œuvre spécialisée qui bâtit nos infrastructures et nos communautés. »

[Les Syndicats des métiers de la construction du Canada](#)

Recommandation 74

Crée une déduction fiscale pour la mobilité de la main-d'œuvre spécialisée, afin que celle-ci puisse déduire les frais de déplacement liés au travail quand ces derniers ne sont pas couverts par l'employeur.

Recommandation 75

Élimine l'impôt sur les gains en capital pour les dons d'actions de sociétés privées ou de biens immobiliers à des organismes de bienfaisance.



Recommandation 76

Modifie le crédit pour aidants naturels afin que cette mesure fiscale devienne un crédit d'impôt remboursable.

Recommandation 77

Adopte un système de taxe d'accise progressive, à l'instar de la Craft Beverage Modernization and Tax Reform Act des États-Unis, afin d'aider les petits distillateurs canadiens (et les autres producteurs d'alcools artisanaux) à tirer leur épingle du jeu au Canada et à l'étranger.

Revenu de retraite et personnes âgées

Les propositions concernant les personnes âgées et le revenu de retraite ont porté essentiellement sur le Supplément de revenu garanti, le versement de prestations d'urgence aux personnes âgées, les organismes de soins communautaires, la Sécurité de la vieillesse et les protections pour les régimes de retraite sous réglementation fédérale.

« Une longévité sans précédent, une diminution des taux d'épargne personnelle et la réduction de l'accès aux régimes de retraite en milieu de travail sont autant de facteurs ayant contribué à l'insécurité que vivent de plus en plus d'ainés à la retraite. »

[Association canadienne des individus retraités](#)

Recommandation 78

Augmente de 10 % le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour l'ensemble des aînés admissibles à ce programme.

Recommandation 79

Prolonge à une durée de trois mois les sommes versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant.

Recommandation 80

Révise la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en compte la croissance des salaires au Canada.

Recommandation 81

Rehausse minimalement de 50 \$ par mois par aîné la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti.

Recommandation 82

Augmenter le seuil de revenu au-dessous duquel les prestations du Supplément de revenu garanti ne sont pas réduites.

Recommandation 83

Débloque immédiatement les fonds qui ont été réservés dans la Mise à jour économique et budgétaire de 2021 pour rembourser les aînés qui ont perdu une partie ou le total de leurs prestations de Supplément de revenu garanti après avoir touché la Prestation canadienne d'urgence.

Recommandation 84

Effectue une révision des limites, conditions et des impacts fiscaux de la conversion d'un REER en FERR avec comme objectif d'éliminer les contraintes pour un travailleur expérimenté voulant continuer à travailler ou retourner sur le marché du travail.

Recommandation 85

Instaure un régime d'assurance fonds de pension pour les régimes de retraite sous juridiction fédérale.

CHAPITRE 4 : LES ENTREPRISES

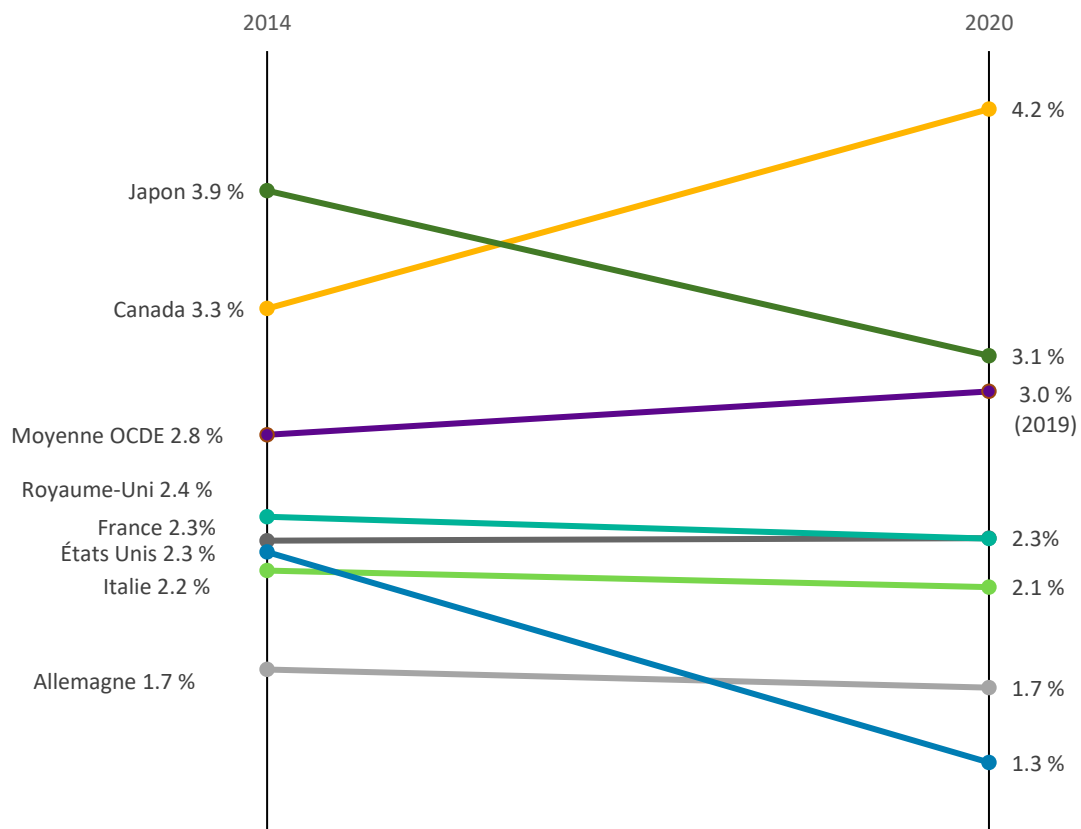
Au Canada, les sociétés doivent payer des impôts sur leur revenu imposable depuis 1916. Depuis qu'il fait partie du cadre fiscal canadien, [l'impôt sur le revenu des sociétés](#) est devenu la quatrième source de recettes fiscales fédérales, derrière l'impôt sur le revenu des particuliers, les taxes sur les produits et services et les cotisations de sécurité sociale, et il représentait 17,1 % des recettes fédérales totales en 2020-2021. Dans le calcul de leur revenu, les sociétés peuvent notamment déduire les dépenses courantes et un montant représentant la déduction pour amortissement (DPA) pour l'achat de biens amortissables. Cependant, alors que les dépenses courantes peuvent généralement être déduites en totalité dans l'année où elles sont payées, le montant de la DPA est déterminé selon des taux prescrits qui varient en fonction des différentes catégories de biens amortissables. Par conséquent, la DPA a souvent été utilisée comme



un moyen d'encourager l'investissement dans un secteur en particulier de l'économie, par exemple en portant le taux prescrit à 100 % pour une ou plusieurs catégories de biens amortissables. Or, une telle mesure a pour effet de diminuer le revenu des sociétés aux fins fiscales, ce qui contribue à réduire leur fardeau fiscal.

La figure 3 indique le montant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés en pourcentage du PIB pour les pays du G7 et la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour le Canada, ce pourcentage est passé de 3,3 % en 2014 à 4,2 % en 2020, soit la valeur la plus élevée parmi les pays choisis.

Figure 3 — Impôt sur les bénéfices des sociétés en pourcentage du produit intérieur brut, G7 et moyenne de l'OCDE (%)



Note : Par impôt sur les bénéfices des sociétés, on entend les impôts prélevés par tous les ordres de gouvernement sur les bénéfices nets (revenu brut moins les allègements fiscaux permis) des entreprises. Cela couvre également les impôts prélevés sur les gains en capital des entreprises.

Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), [Impôt sur les bénéficiaires des sociétés](#), consulté le 10 février 2022.

De plus, même si en règle générale les sociétés résidant au Canada doivent payer l'impôt sur leur revenu imposable de toute provenance, alors que les sociétés non résidentes paient l'impôt sur leur revenu imposable gagné au Canada, la mondialisation de l'économie et l'avènement de l'économie numérique ont permis aux sociétés multinationales [d'éviter de payer de l'impôt](#) dans de nombreux pays, y compris le Canada. Au terme d'années d'efforts menés par l'[OCDE](#) pour s'attaquer à ce problème, en décembre 2021, l'OCDE a publié des [règles détaillées](#) qui ont permis au système fiscal international de faire un pas en avant vers l'instauration d'un taux d'imposition minimum mondial de 15 % devant s'appliquer à certaines entreprises multinationales à compter de 2023. Au niveau national, le Canada a aussi travaillé pour l'adoption d'une [taxe sur les services numériques](#) qui « s'appliquerait à un taux de 3 % sur certains revenus de grandes entreprises provenant de certains services numériques ».

En plus de s'exprimer au sujet de la fiscalité des entreprises, les témoins qui ont comparu devant le Comité ont parlé de mesures de soutien temporaires, de tourisme et d'agriculture, d'industrie et d'innovation, ainsi que des systèmes financiers et de paiement.

Impôt sur le revenu des sociétés

Sur la question de la fiscalité des entreprises, les témoins ont plaidé en faveur de l'instauration de mesures pour que les sociétés et les fiducies de placements immobiliers paient leur juste part d'impôts. D'autres propositions ont porté sur le taux d'imposition des sociétés, l'Incitatif à l'investissement accéléré et les mesures fiscales concernant la presse écrite.

« Permettre aux entreprises d'amortir les investissements relatifs à la cybersécurité favorisera les investissements et améliorera la sécurité. Cette mesure devrait s'appliquer aux logiciels, à l'éducation, à la formation, à la certification ainsi qu'à l'équipement, et ce, dans la même année que ces investissements sont faits. »

[Chambre de commerce du Canada](#)



Recommandation 86

Instaure un crédit d'impôt pour inciter les entreprises à réaliser des investissements en cybersécurité et protection des données.

Recommandation 87

Modernise l'incitation à l'investissement accéléré pour inclure les classes d'actifs technologiques avancés tels que les logiciels, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle.

Recommandation 88

Examine l'utilisation potentielle d'un crédit d'impôt pour le développement rural similaire au crédit d'impôt à l'investissement dans la région de l'Atlantique pour d'autres régions, notamment sur la Côte-Nord au Québec.

Recommandation 89

Respecte son engagement du dernier budget à faire en sorte que tous les secteurs, y compris les sociétés numériques, paient leur juste part de leurs bénéfices canadiens, et ce, tout en maintenant un leadership fort dans la construction d'un accord mondial sur la fiscalité numérique transfrontalière.

Recommandation 90

Rende impossible pour les entreprises de rapatrier des dividendes en franchise d'impôt à partir de paradis fiscaux.

Recommandation 91

Exclue les aéronefs de la taxe sur la fabrication proposée dans le budget de 2021 et que sa mise en œuvre soit retardée jusqu'à ce que ses incidences sur l'industrie puissent être évaluées plus précisément.

Soutien temporaire pour les organisations

À propos des mesures de soutien temporaires pour les organisations, les témoins ont fait des propositions concernant la Subvention salariale d'urgence du Canada ainsi que le Programme de relance pour le tourisme et l'accueil, particulièrement au niveau de leurs critères d'admissibilité. Les témoins ont aussi insisté sur la nécessité de soutenir la relance dans les secteurs encore en difficulté.

Recommandation 92

Permette aux locataires commerciaux de bénéficier de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer pour tous les mois où ils y ont été admissibles depuis le début de la crise et pour lesquels ils n'ont pas pu recevoir l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial.

Recommandation 93

Augmente la portion non remboursable de tous les prêts aux entreprises soutenus par le gouvernement et prolonge les délais de remboursement des prêts accordés en vertu du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.

Recommandation 94

Permette aux petites entreprises ayant été créées durant la pandémie d'accéder aux programmes en lien avec la COVID-19, tout en faisant des vérifications préalables pour éviter les demandes frauduleuses.

Recommandation 95

Ajuste ses programmes d'investissement pour tenir compte des besoins de l'industrie aérospatiale, notamment en révisant le Fonds stratégique pour l'innovation et l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale, et fournisse meilleure couverture à l'aérospatiale au moyen du Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées.

Tourisme

Sur la question du tourisme, les témoins ont plaidé pour l'adoption de diverses mesures destinées à stimuler la reprise dans l'industrie touristique et à faciliter les voyages en tenant compte des nouvelles réalités imposées par la pandémie.

Pour ce qui est des mesures de relance du tourisme, les témoins ont demandé un programme de financement supplémentaire pour les festivals et les événements qui ne sont pas de nature culturelle, une voie d'accès à l'immigration réservée aux travailleurs du secteur du tourisme, et la promotion du Canada comme destination de voyage, aussi bien au pays qu'à l'étranger.

En ce qui concerne les mesures visant à assouplir les conditions relatives aux voyages, le Comité a entendu des propositions sur la nécessité d'avoir les ressources adéquates, y compris l'accès Internet, pour mettre en œuvre les restrictions s'appliquant aux voyages



et permettre l'utilisation de l'application ArriveCAN, ainsi que sur la nécessité d'établir un calendrier précis de levée de ces restrictions.

« La reprise de l'économie touristique repose également sur la résolution d'un certain nombre de problèmes qui ont une incidence sur la perception des voyageurs. »

[Association de l'industrie touristique du Canada](#)

Recommandation 96

Change le discours actuel du gouvernement sur les voyages, élimine les obstacles aux voyages, corrige la perception qu'ont actuellement les gens à l'égard des voyages à destination et en provenance du Canada, et fournisse un calendrier clair pour la levée des restrictions sur les voyages, y compris la suppression de toutes les exigences en matière de tests et d'isolement et des avis aux voyageurs.

Recommandation 97

Rétablit la confiance des consommateurs et fasse du Canada une destination de voyage de choix en intensifiant les efforts de commercialisation et de promotion des offres exceptionnelles du Canada dans le monde. Cela comprend des investissements pour créer de nouvelles initiatives qui soutiennent la construction de l'infrastructure de la destination et le développement de nouveaux produits.

Recommandation 98

Modifie le Programme de relance pour le tourisme et l'accueil afin de permettre à toutes les entreprises saisonnières d'y avoir accès.

Recommandation 99

S'assure que l'Agence des services frontaliers du Canada dispose de suffisamment de ressources pour répondre efficacement aux exigences liées à la COVID - 19 dans le cas des voyageurs qui traversent la frontière entre l'Alaska et le Yukon.

Recommandation 100

Veille à ce que les voyageurs aient accès à Internet dans les endroits éloignés afin qu'ils puissent utiliser l'application ArriveCAN requise, notamment à la frontière Skagway-Fraser.

« Les collectivités et les petites entreprises comptent sur le tourisme pour créer des emplois et améliorer la qualité de vie globale des Canadiens. La reprise de l'industrie touristique est essentielle à la reprise globale de l'économie, et elle ne sera possible qu'avec une stratégie globale de réintégration de la main-d'œuvre dans l'industrie touristique. »

[L'Association de l'industrie touristique du Canada](#)

Recommandation 101

Élabore une stratégie pancanadienne globale pour la main-d'œuvre du secteur touristique qui soit complémentaire aux nouveaux investissements en marketing et aux autres efforts de relance.

Recommandation 102

Effectue en consultation avec RH Tourisme Canada, un examen complet de tous les programmes actuels d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada afin de cerner les possibilités et d'harmoniser les politiques qui fonctionneront pour le tourisme, et de créer un parcours d'immigration précis pour le secteur.

Agriculture

Concernant l'agriculture, le Comité a recueilli des propositions pour améliorer la santé des sols. De plus, des propositions soumises au Comité dans des mémoires écrits ont porté sur des sujets comme les programmes de gestion des risques et autres initiatives de soutien, ainsi que le Programme des travailleurs étrangers temporaires.

« Nous sommes d'avis qu'il faut investir dans la santé des sols pour tirer le plein potentiel de la séquestration du carbone en assurant la résilience de notre secteur agroalimentaire. »

[Équiterre](#)

Recommandation 103

Soutienne directement les agriculteurs et agricultrices afin d'accélérer l'adoption de pratiques favorisant la santé des sols, élabore une stratégie pancanadienne sur la santé



des sols, développe un réseau pancanadien de partage d'informations et de ressources sur la santé des sols, finance la recherche sur la rentabilité afin d'identifier les avantages économiques des meilleures pratiques en santé des sols sur différents systèmes de production, et finance la formation et l'embauche de 1 000 agents et agentes en services-conseils supplémentaires.

« Les programmes de [gestion des risques de l'entreprise] sont plus nécessaires que jamais. Les entreprises agricoles sont exposées de façon croissante à divers risques émergents : pandémie de la COVID-19, guerres commerciales entre pays étrangers affectant les marchés agricoles mondiaux, événements climatiques extrêmes, etc. »

[Union des producteurs agricoles](#)

Recommandation 104

Maintienne tous les programmes de gestion des risques de l'entreprise actuels et qu'il les bonifie pour les rendre plus adaptés aux risques émergents.

Recommandation 105

Mette en place un nouveau programme, intitulé Agri-vert, visant à rémunérer les producteurs qui respecteront certaines exigences environnementales ou qui appliqueront certaines pratiques.

Recommandation 106

Offre un programme de partage des coûts de la certification biologique et il assure un financement permanent pour la révision et le maintien des normes biologiques du Canada.

Recommandation 107

Crée une fiducie présumée limitée prévue par la loi, semblable à la loi américaine sur les denrées agricoles périssables (Perishable Agricultural Commodities Act), soutienne les liquidités requises et assure une protection financière aux vendeurs de fruits et légumes.

Recommandation 108

Améliore les normes de service et les délais de traitement des demandes soumises dans le cadre du Programme des travailleurs agricoles saisonniers et du volet agricole du Programme des travailleurs étrangers temporaires, y compris en collaborant avec les pays d'origine des travailleurs et en adoptant des mesures pour simplifier davantage la collecte de données biométriques et les processus de demande de visas et de permis de travail.

Recommandation 109

Fournisse un financement et des ressources à l'échelle fédérale pour soutenir les efforts accrus visant à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Recommandation 110

Continue de traiter en priorité les études d'impact sur le marché du travail pour les professions clés liées aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que pour l'obtention des permis de travail.

Recommandation 111

Accorde un budget stable et prévisible en recherche et innovation agronomiques et agroenvironnementales.

Industrie et innovation

Les témoins qui ont parlé d'industrie et d'innovation ont présenté des propositions au sujet de la création et de la protection de la propriété intellectuelle, de l'aide au secteur de la cybersécurité, de l'électrification des mines canadiennes et du développement économique des collectivités.

Sur la question de la création et de la protection de la propriété intellectuelle, des témoins ont présenté des propositions pour que l'on reconnaisse les coûts associés à la propriété intellectuelle comme faisant partie des dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental, pour que l'on élargisse la portée de la Stratégie en matière de propriété intellectuelle du Canada, et pour que le régime canadien d'imposition des sociétés soit concurrentiel.



En ce qui concerne l'aide au secteur de la cybersécurité, les témoins ont fait des propositions consistant à offrir des incitatifs aux entreprises de cybersécurité et à réformer les groupes de travail sur la main-d'œuvre, la recherche et le développement, ainsi que la promotion des exportations en matière de cybersécurité.

Recommandation 112

Accélère la reprise, la croissance et la compétitivité en facilitant la participation à l'écosystème de recherche-développement du Canada grâce à un investissement supplémentaire et permanent de 40 millions de dollars par année pour développer la capacité de recherche appliquée des collèges et instituts et l'offre de solutions novatrices.

Recommandation 113

Augmente l'offre de capital pour appuyer les entreprises au stade de croissance, après le démarrage et avant qu'elles n'intéressent les fonds de capital de risque.

Recommandation 114

Instaure un crédit d'impôt à la modernisation de la production permettant d'adopter des technologies existantes afin d'améliorer significativement la productivité des entreprises, en complément du crédit d'impôt à la recherche scientifique et développement expérimental.

Recommandation 115

Soutienne la création de propriétés intellectuelles au Canada en permettant que les coûts liés à la propriété intellectuelle soient reconnus comme des dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental admissibles aux fins de l'impôt sur le revenu.

Recommandation 116

Mette sur pied un plan d'action gouvernemental dont l'objectif serait de favoriser la commercialisation des innovations sur la scène nationale et internationale.

« Le Canada est à la traîne des autres pays industrialisés en ce qui concerne l'investissement des entreprises, la numérisation et l'adoption de technologies de fabrication avancées. »

[Manufacturiers et exportateurs du Canada](#)

Recommandation 117

Développe un plan de match pour le secteur manufacturier qui favoriserait les investissements en fabrication avancée, le rehaussement de la valeur ajoutée et de l'intensité technologique des produits, ainsi que dans les actifs intangibles, afin de relever le défi de l'arrivée du numérique dans l'économie manufacturière.

Recommandation 118

Investisse dans l'infrastructure pharmaceutique existante au Québec en appuyant la production locale des manufacturiers, en soutenant l'augmentation des stocks de médicaments essentiels, et en améliorant les crédits d'impôt et/ou subventions pour la modernisation ou l'expansion des établissements de fabrication au Québec.

Recommandation 119

Soutienne la production locale de produits médicaux.

Recommandation 120

Appuie sur les stratégies nationales en matière d'informatique quantique et d'intelligence artificielle et stimule l'innovation dans les technologies de pointe en faisant des investissements ciblés dans des initiatives au croisement entre les occasions d'affaires et l'excellence en recherche ; là où il y a une capacité de recherche existante et d'un fort potentiel pour des entreprises canadiennes de s'emparer d'une part importante des activités de grande valeur qui en résultent.

Recommandation 121

Travaille avec l'industrie et les intervenants pour élaborer une stratégie aérospatiale nationale à long terme pour permettre au Canada de contribuer au maximum à la résolution des défis générationnels mondiaux auxquels nous sommes confrontés. Les principaux éléments en seraient les suivants :

- **Une feuille de route technologique pour la durabilité de l'aérospatiale;**
- **Une stratégie industrielle de défense;**
- **Une stratégie de mobilité aérienne évoluée;**
- **Une politique et un plan pour l'espace;**



- **Un programme de main-d'œuvre et de perfectionnement des compétences;**
- **Un plan de résilience et de compétitivité de la chaîne d'approvisionnement des PME.**

« La direction générale de la certification ne suit pas le rythme de croissance de l'industrie aérospatiale du pays. ... Le taux de départs du personnel hautement expérimenté est une préoccupation majeure et le manque de budget signifie souvent que son remplacement est impossible. »

[L'Association des industries aérospatiales du Canada](#)

Recommandation 122

Investisse dans la certification et la réglementation des aéronefs du Canada à travers Aviation civile de Transports Canada et dans le Centre national de recherche sur le vol proposé par le Conseil national de recherches du Canada.

Recommandation 123

Pérennise l'aide financière accordée à l'industrie aérospatiale dans le budget 2021-2022 et s'assure que cette aide soit versée rapidement et avec le moins de démarches administratives possibles pour les entreprises concernées.

Recommandation 124

Promeuve l'avantage minier du Canada en soutenant l'électrification des sites miniers dans tout le pays et en favorisant le développement et l'exploitation durables des mines.

Recommandation 125

Mette en œuvre un programme de premier brevet ou un programme d'incitation à l'obtention de brevets semblable au Passeport Innovation du Québec, afin de couvrir à la fois la recherche initiale et l'établissement d'une stratégie de propriété intellectuelle, ainsi que la rédaction et le dépôt d'au moins une première demande de brevet pour une invention.

Recommandation 126

Finance le programme de stimulation du gouvernement du Canada destiné aux petites et moyennes entreprises canadiennes prévoio des fonds pour la Stratégie de protection de la marque, afin de couvrir les coûts associés aux recherches d'autorisation et aux demandes de marques de commerce.

Recommandation 127

Mette en œuvre une loi ou une politique rendant obligatoire l'affectation d'un petit pourcentage des fonds de toutes les subventions du gouvernement fédéral et des subventions de recherche à des conseils stratégiques et à des services professionnels en matière de propriété intellectuelle, afin de s'assurer que nos investissements publics dans les innovations canadiennes soient protégés et commercialisés par des entreprises canadiennes.

Recommandation 128

Maximise les avantages de la recherche et développement liés à la COVID et s'attaque à la fuite de la propriété intellectuelle financée par l'État en élargissant la Stratégie en matière de propriété intellectuelle du Canada.

Recommandation 129

Promeuve la proactivité des communautés et utilise les instincts développés lors de la pandémie. Par exemple, en favorisant les cycles courts de consommation, l'achat local et en faisant en sorte que les entrepreneurs puissent développer d'autres types de pratiques et de clientèles, tout en développant d'autres pratiques quotidiennes.

« Notre force, c'est notre déploiement et la force de nos bénévoles et de nos professionnels sur le terrain, mais c'est surtout notre lien direct avec les collectivités et notre lien direct avec les entrepreneurs qui font de nous des partenaires de premier plan. »

[Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises](#)

Recommandation 130

Envisage, du côté du ministère des Finances, une certaine décentralisation en matière d'intervention afin que les agences et organismes représentés par la Société d'aide au



développement des collectivités et le Centre d'aide aux entreprises puissent jouer un rôle plus important et plus évident dans nos communautés.

Systemes financiers et de paiement

Les personnes qui ont témoigné devant le Comité ont plaidé pour des changements aux systèmes de paiement canadiens et pour la mise en œuvre des recommandations du Comité consultatif sur le système bancaire ouvert.

« Alors que les consommateurs et les [petites et moyennes entreprises] de pays comme le Royaume-Uni récoltent les avantages d'un régime de finance ouverte bien réglementé, il devient de plus en plus urgent que le gouvernement aille de l'avant avec [un système de réglementation bancaire ouvert canadien]. »

[Payments Canada](#)

Recommandation 131

Aille de l'avant avec le système bancaire ouvert et mette en œuvre les recommandations formulées par le Comité consultatif sur un système bancaire ouvert, avec un échéancier précis pour la mise en œuvre d'une mesure législative, accompagnée de la désignation d'un responsable gouvernemental chargé de piloter le processus.

Recommandation 132

Concrétise la promesse électorale consistant à réduire le coût global moyen des frais d'interchange pour les commerçants et veille à ce que ces réductions profitent principalement aux PME qui paient déjà les taux les plus élevés.

Recommandation 133

Réforme le Code de conduite destiné à l'industrie canadienne des cartes de crédit et de débit afin d'améliorer la transparence et la cohérence des frais facturés par les sociétés de cartes de crédit, et introduise une procédure indépendante de résolution des litiges.

Recommandation 134

Interdisse aux sociétés de cartes de crédit de facturer des frais sur les taxes de vente ou trouve un moyen de compenser les coûts supplémentaires des petites et moyennes entreprises en leur remboursant ces montants.

Recommandation 135

Continue à travailler avec les autorités provinciales pour l'encadrement du secteur financier, particulièrement en ce qui a trait aux finances axées sur le client, aux paiements de détail, à la protection des renseignements personnels et à la protection des consommateurs.

CHAPITRE 5 : L'ENVIRONNEMENT ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Au Canada, les effets des changements climatiques se font déjà sentir. Si l'on se fie au [Rapport sur le climat changeant du Canada](#), le réchauffement est plus rapide dans notre pays que dans d'autres régions du monde; dans le Nord du Canada, ce réchauffement correspond à plus de deux fois le taux planétaire. Partout au Canada, les effets des changements climatiques se manifestent par l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations, les sécheresses, les tornades, les feux de forêt et les vagues de chaleur, ainsi que par l'élévation du niveau des océans, la fonte du pergélisol et la modification de la disponibilité de l'eau douce. Par exemple, [de nombreux experts](#) considèrent que les canicules, les feux de forêt, les précipitations et les inondations qu'a connus la Colombie-Britannique durant l'été et l'automne 2021 ont été exacerbés par les changements climatiques.

Le Canada est un État partie à la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC). Lors de la 21^e conférence des parties à la CCNUCC qui s'est tenue à Paris en 2015, le Canada et 194 autres pays ont conclu l'[Accord de Paris](#). Il s'agit du premier accord universel et juridiquement contraignant sur le climat dans l'histoire de la CCNUCC, avec l'objectif de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2 °C et de « renforcer les efforts » pour le limiter à 1,5 °C. [Selon les données disponibles](#), il semblerait que toute augmentation de la température supérieure à 1,5 °C risquerait d'avoir de graves conséquences sur les sociétés et les écosystèmes.

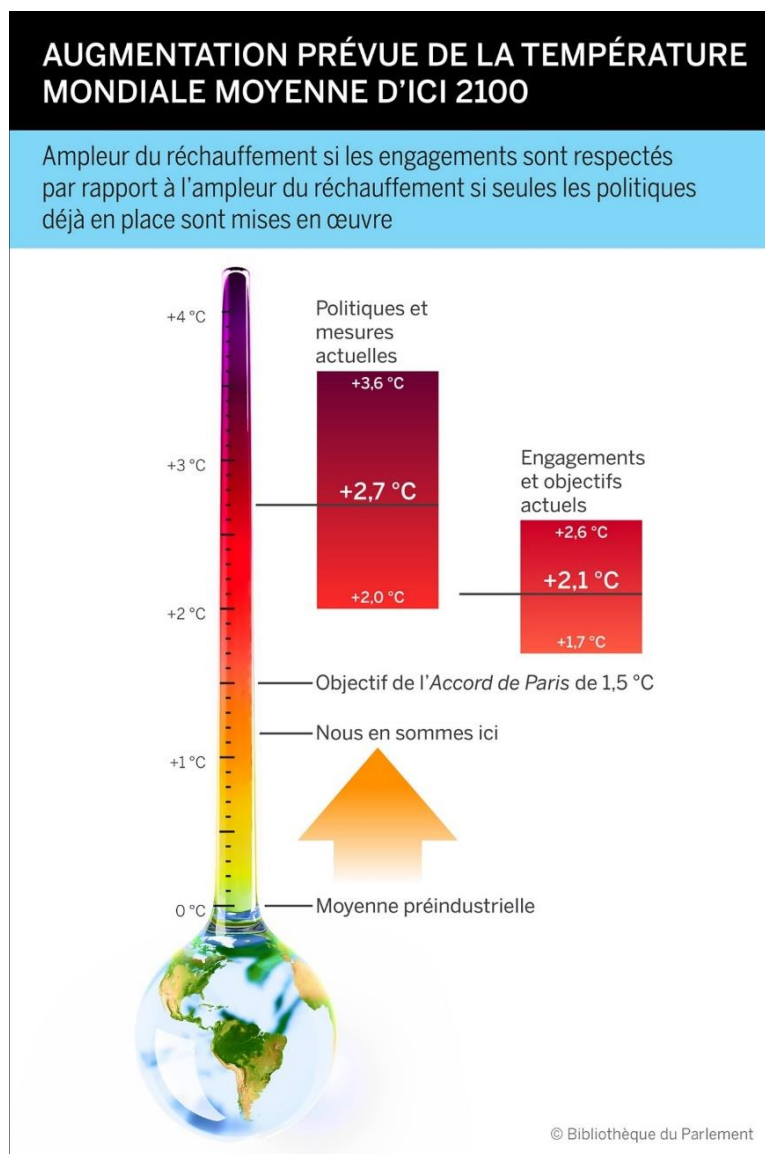
Les pays ont convenu de fixer leurs propres objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), appelés contributions déterminées au niveau national (CDN), et de



les mettre à jour tous les cinq ans en les assortissant de cibles plus ambitieuses. Le Canada a présenté sa [CDN améliorée](#) au Secrétariat de la CCNUCC en juillet 2021, s'engageant à réduire ses émissions de GES de 40 à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030. Le Canada a inscrit cet objectif, ainsi que son engagement à atteindre zéro émission nette à l'horizon 2050, dans une loi avec l'adoption de la [Loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#), laquelle a reçu la sanction royale le 29 juin 2021.

Lors de la 26^e Conférence des parties (COP26) qui a eu lieu à Glasgow en novembre 2021, quelque 150 pays se sont engagés à redoubler d'efforts pour réduire leurs émissions de GES. Tous les engagements formels combinés pris par l'ensemble des parties à la CCNUCC à ce jour – s'ils sont respectés – permettront de limiter l'augmentation du réchauffement planétaire entre 1,7 °C et 2,6 °C par rapport aux niveaux préindustriels. La figure 4 illustre la disparité entre le réchauffement qui résultera des réductions d'émissions de GES promises par les pays et les politiques actuelles.

Figure 4 — Augmentation prévue de la température mondiale moyenne d'ici 2100



Note : Les « politiques et mesures actuelles » sont celles qui sont déjà en vigueur ou en voie de l'être. Les « engagements et objectifs actuels » sont ceux qui ont été officiellement soumis au Secrétariat de la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*. La température indiquée au milieu de chaque boîte colorée est l'estimation « médiane » du réchauffement en 2100, ce qui signifie que les risques de dépasser la température calculée s'élèvent à 50 % si le scénario d'émissions donné est suivi.

Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Climate Action Tracker, « The CAT Thermometer explained », [The CAT Thermometer](#) [disponible en anglais]



seulement]. Dans : Alison Clegg et Natacha Kramski, Bibliothèque du Parlement, Notes de la Colline, [*COP26 : Des négociations pour limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius*](#), 7 décembre 2021.

Le deuxième et actuel plan climatique national du Canada, [*Un environnement sain et une économie saine*](#), a été publié en 2020. Ce plan énonce les mesures fédérales, provinciales et territoriales prises pour lutter contre les changements climatiques et honorer les engagements internationaux du Canada en matière de réduction des émissions de GES.

Sur la question de l'environnement et des changements climatiques, les témoins ont concentré leurs interventions sur l'électrification des transports, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et la préservation des environnements naturels.

Électrification des transports

En ce qui concerne l'électrification des transports, les demandes ont porté sur l'élaboration de stratégies et l'établissement de cibles pour l'adoption de véhicules à émission zéro (VEZ), ainsi que sur le renouvellement, l'élargissement ou la réforme des incitatifs financiers existants pour l'achat de VEZ et l'instauration de nouveaux incitatifs. Des propositions ont aussi été soumises sur les mesures à prendre pour appuyer le développement de chaînes d'approvisionnement en VEZ, sur les initiatives de sensibilisation et de formation concernant les VEZ, ainsi que sur l'électrification des flottes de véhicules du gouvernement et des sociétés d'État.

« L'avenir de la mobilité est électrique, qu'il s'agisse de véhicules légers, moyens, lourds ou hors route. »

[Mobilité électrique Canada](#)

Recommandation 136

Se dote d'un plan d'action sérieux et clair pour atteindre la cible de 100% de ventes de véhicules zéro émission neufs en 2035.

Recommandation 137

Élabore une stratégie canadienne de mobilité électrique pour atteindre les objectifs du Canada en matière de climat et d'électrification, en tenant compte des collectivités rurales et éloignées.

Recommandation 138

Renouvele le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission et en élargisse l'admissibilité pour les particuliers, les entreprises et les parcs de véhicules en finançant de nouveau le programme et en augmentant le seuil du prix de détail suggéré par le constructeur de base pour les véhicules légers admissibles, le faisant passer à 60 000 \$, avec plafond de 69 999 \$.

Recommandation 139

Offre une version verte du programme « Adieu bazou », qui doit être axé sur les objectifs climatiques à long terme du Canada, ce qui signifie que les fonds ne devraient être disponibles que pour l'achat de véhicules zéro émission neufs ou usagés, de laissez-passer de transport en commun ou d'outils de transport actif (p. ex, des vélos ou des vélos électriques). Ce programme devrait être cumulable avec d'autres programmes incitatifs

Recommandation 140

Fournisse des incitations ciblées pour la recherche et le développement de véhicules électriques lourds et commerciaux, y compris le développement d'ambulances électriques.

Recommandation 141

Soutienne le développement et augmente les économies d'échelle dans la chaîne d'approvisionnement en véhicules zéro émission canadienne afin d'accélérer la réduction des prix des batteries et des technologies liées aux véhicules zéro émission en misant sur la recherche et développement, le Fonds stratégique pour l'innovation, l'exploration des ressources et d'autres fonds de développement économique.

Transition vers une économie à faibles émissions de carbone

Sur la question de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, les témoins ont proposé des mesures concernant l'élimination des subventions aux combustibles fossiles, le cadre de tarification du carbone du Canada, l'efficacité énergétique des habitations et autres bâtiments, ainsi que l'inclusion des peuples autochtones dans les initiatives de réduction des émissions. Le Comité a reçu également des propositions en faveur du développement d'une stratégie sur l'économie circulaire et d'investissements dans les technologies vertes.



Recommandation 142

Publie une feuille de route menant à l'élimination des subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2025 en s'appuyant sur une définition bien précise, afin de respecter les engagements du Canada envers le G20 et le G7 à cet effet, adopte une loi robuste et un plan de transition équitable qui soutiendraient les travailleurs et travailleuses et les communautés dépendant de l'exploitation des énergies fossiles, et réoriente des finances publiques dans le sens des engagements pris par le Canada en matière de changements climatiques.

« Il faut agir de manière rapide et proactive afin de ne pas laisser pour compte la main d'œuvre canadienne du secteur de l'énergie. Selon un rapport de la TD datant d'avril 2021, de 50 à 75 % des 600 000 travailleurs et travailleuses dans l'industrie pétrolière et gazière, soit entre 312 000 et 450 000 personnes, risquent d'être déplacées pendant la transition vers une économie zéro émission nette d'ici 2050. »

[Les Syndicats des métiers de la construction du Canada](#)

Recommandation 143

Soutienne les travailleurs et travailleuses du secteur de l'énergie touchés par la transition vers une économie verte, notamment ceux du secteur pétrolier et gazier, en s'assurant que de nouvelles formations ou du soutien en cas de relocalisation leur est offert et en créant un groupe de travail sectoriel composé de représentants syndicaux, ainsi que d'intervenants de l'industrie et de représentants du gouvernement afin d'évaluer les besoins de l'industrie pendant cette période de transition cruciale.

Recommandation 144

Élabore et mette en œuvre un cadre national d'électrification pour aider le Canada à atteindre ses objectifs de décarbonisation.

« Au fur et à mesure que le Canada intensifie son utilisation de l'électricité pour répondre à ses besoins énergétiques, il devra s'assurer que le système continue à être fiable et à présenter un bon rapport coût-efficacité. »

[Association canadienne de l'électricité](#)

Recommandation 145

Évalue les besoins du Canada en matière d'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de l'énergie et crée un Fonds énergétique pour l'adaptation aux changements climatiques.

Recommandation 146

Accorde la priorité aux discussions avec les provinces et territoires sur la modernisation des cadres de réglementation de l'électricité.

Recommandation 147

Coordonne et complète les programmes de financement et d'incitation en matière d'efficacité énergétique.

Recommandation 148

Mette en œuvre une stratégie industrielle cohérente, verte et solidaire, financée adéquatement, afin de relever les défis postpandémie et pour relancer et bâtir une économie résiliente et inclusive à long terme. Cette stratégie doit inclure des idées concrètes comme :

- **des investissements dans la transition énergétique et la lutte contre les changements climatiques;**
- **la consolidation des activités des filières industrielles existantes, le renforcement des activités de 2e et 3e transformations, et une utilisation stratégique des marchés publics de manière à favoriser l'approvisionnement de proximité;**
- **des investissements dans des projets d'infrastructure, y compris ceux à vocation sociale, et un soutien aux entreprises par le biais d'aides financières ciblées et conditionnelles en matière de création d'emplois, de conditions salariales, de gains environnementaux et d'investissements sur le territoire.**

Recommandation 149

Adopte une stratégie nationale d'économie circulaire élaborée en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités.



Préservation des environnements naturels

Les témoins qui ont parlé de la préservation de l'environnement naturel ont fait des propositions relatives à la gestion des aires terrestres et marines protégées, aux efforts de conservation menés par des Autochtones, à l'élaboration d'une approche pancanadienne en matière de gestion de l'eau douce, aux engagements du Canada concernant les Grands Lacs, et à la création d'un bureau de la justice environnementale.

« [I] est désormais essentiel de se concentrer davantage sur la résolution des crises connexes des changements climatiques et de la biodiversité de manière à façonner un monde équitable, carboneutre et respectueux de la nature pour les générations actuelles et futures, au Canada comme dans le reste du monde. »

[Coalition du budget vert](#)

Recommandation 150

Fournisse un financement permanent pour atteindre les objectifs du Canada en matière d'aires protégées, pour gérer efficacement les aires protégées terrestres et marines, et pour soutenir la conservation et l'intendance dirigées par les Autochtones, ainsi que pour soutenir les économies locales axées sur la conservation. Cela comprend le soutien aux aires protégées établies et/ou gérées par le gouvernement fédéral ainsi que par les gouvernements autochtones, provinciaux, territoriaux et municipaux, et d'autres partenaires.

Recommandation 151

Investisse dans une approche pancanadienne de l'eau douce, avec une responsabilité partagée entre les ministères fédéraux et les autres ordres de gouvernement.

Recommandation 152

Travaille en étroite collaboration avec l'industrie afin d'adopter une approche systémique pour trouver des solutions permettant de réduire les déchets plastiques. Ces solutions doivent être fondées sur des données probantes et comprendre une combinaison d'éducation, d'innovation et d'investissements dans les infrastructures essentielles.

Recommandation 153

Augmente la taille et la portée du Programme pour la conservation du patrimoine naturel afin que le Canada devienne respectueux de la nature d'ici 2030 et carboneutre d'ici 2050.

Recommandation 154

Verse 19,44 millions de dollars à la Commission des pêcheries des Grands Lacs, ce qui permettrait de respecter une promesse binationale et d'améliorer les pêches.

Recommandation 155

Crée un bureau de haut niveau pour la justice environnementale en nous inspirant de ce qui se fait déjà aux États-Unis depuis le début des années 1990.

Adaptation aux changements climatiques

Des propositions soumises au Comité dans des mémoires écrits ont porté sur l'adaptation aux changements climatiques, y compris sur la nécessité d'augmenter le financement et de créer de nouveaux rôles et de nouvelles responsabilités au sein du gouvernement, le tout afin de répondre aux changements climatiques et de réagir à ses effets sur les gens et les infrastructures.

« Un rétablissement efficace débute avant l'événement et est étroitement lié à la réduction du risque de catastrophe, à la préparation aux urgences et à la résilience. »

[Croix-Rouge canadienne](#)

Recommandation 156

Investisse 200 millions de dollars pour résister aux effets directs et indirects des changements climatiques par un renforcement ciblé des capacités de résilience des individus et des ménages.

Recommandation 157

Nomme un conseiller en matière de résilience nationale aux catastrophes qui serait chargé de demeurer à l'affût des futurs événements présentant un risque extrême, comme les séismes, les pandémies, les cyberattaques et les inondations catastrophiques,



et de formuler des conseils sur les mesures nécessaires pour préparer adéquatement les Canadiens ainsi que leurs gouvernements et entreprises.

Recommandation 158

Étende et améliore ses récents travaux pour réduire les risques et les conséquences des inondations partout au Canada.

Recommandation 159

Bonifie le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et le porte à quatre milliards de dollars, et consacre 500 millions de dollars de ce montant aux solutions d'infrastructures naturelles.

Recommandation 160

Fasse de l'établissement du Centre canadien d'information et d'analyse climatiques sa grande priorité, sous les auspices du Conseil d'action en matière de financement durable, afin d'aider les organisations des secteurs public et privé à évaluer, faire connaître et gérer les risques physiques croissants.

Recommandation 161

Finance et priorise l'achèvement de la Stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques, en veillant à ce qu'elle protège les personnes et les infrastructures contre la menace d'une augmentation des inondations, des incendies de forêt, des canicules, de la sécheresse et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

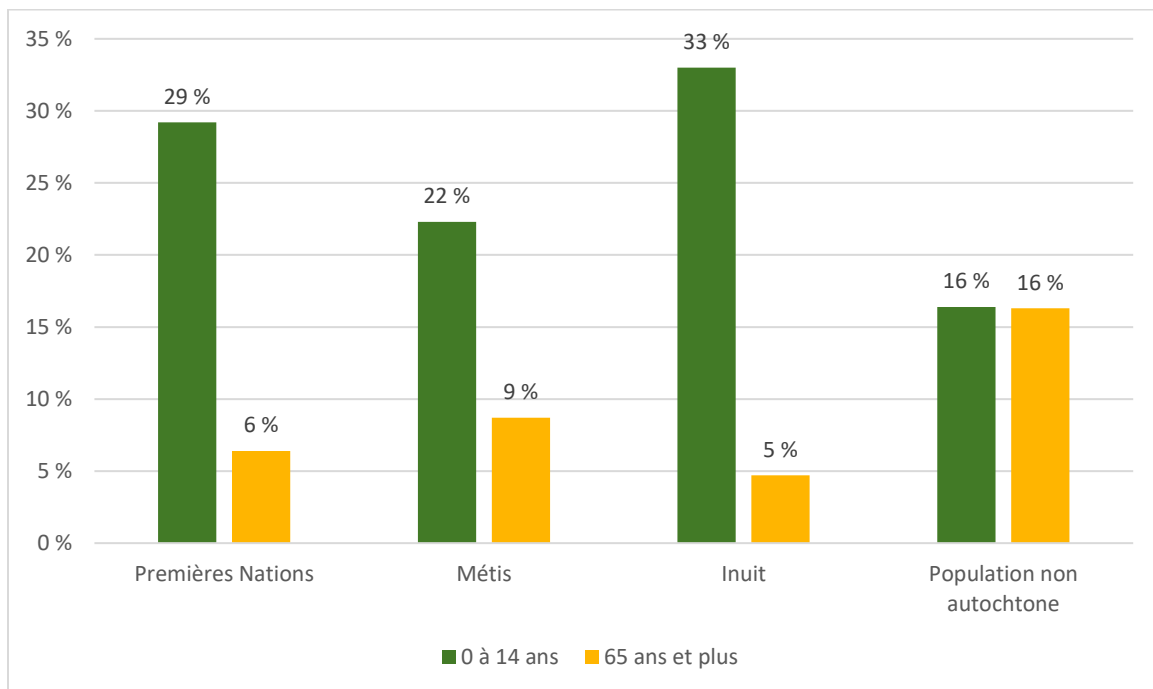
Recommandation 162

Mette en œuvre les mesures demandées par la Coalition pour Un Canada résistant au climat en vue de protéger davantage les Canadiens, établir une culture de préparation, et bâtir un pays résilient aux catastrophes naturelles.

CHAPITRE 6 : LES PRIORITÉS AUTOCHTONES

Les peuples autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis) représentent un segment jeune et en pleine croissance de la population canadienne. Comme l'illustre la figure 5, la proportion de personnes âgées de 0 à 14 ans en 2016 était relativement plus importante chez les peuples autochtones que dans la population non autochtone.

Figure 5 — Proportion de la population âgée de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus selon l'identité autochtone au Canada, 2016 (%)



Source : Figure préparée par la Bibliothèque du Parlement à partir de données tirées de Statistique Canada, *Les peuples autochtones au Canada : faits saillants du Recensement de 2016*, 25 octobre 2017.

Selon [Statistique Canada](#), en 2016, plus de 1,67 million de Canadiens (soit 4,9 % de la population totale) se sont identifiés comme appartenant à une Première Nation ou comme étant Inuits ou Métis. On [estime](#) que d'ici 2041, la population autochtone atteindra entre 2,5 et 3,2 millions de personnes au Canada (ce qui représente de 5,4 à 6,8 % de la population totale).

Selon l'article 3 de la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#), « [l]es peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel ». Pourtant, les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis se butent toujours à des obstacles entravant leur développement économique partout au Canada. Par exemple, le [Centre de collaboration nationale de la santé autochtone](#) affirme qu'« [à] cause des inégalités structurelles et d'obstacles uniques, les communautés autochtones ont des difficultés à attirer et à faciliter la croissance économique ».



L'élimination des obstacles au développement économique des collectivités autochtones et la réconciliation économique profiteraient non seulement aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis, mais aussi au Canada tout entier. En 2019, le [Conseil national de développement économique des Autochtones](#) a déclaré que « [l]a fin des écarts socioéconomiques entre les peuples autochtones et non autochtones pourrait engendrer une contribution annuelle de 27,7 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) canadien ».

En vertu du paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, les questions touchant les Premières Nations, les Inuits et les Métis ainsi que leurs terres relèvent généralement de la compétence du [gouvernement fédéral](#). Services aux Autochtones Canada et Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, entre autres, gèrent plusieurs programmes destinés aux peuples, collectivités, entreprises et organisations autochtones. Le gouvernement fédéral offre également des programmes et des fonds pour soutenir le développement économique des collectivités autochtones; en voici des exemples :

- les volets Accès à des possibilités d'affaires et Accès au capital du Programme d'entrepreneuriat autochtone, une initiative gérée par l'Association nationale des sociétés autochtones de financement (ANSAF);
- le Fonds de croissance autochtone (une initiative dirigée par l'ANSAF);
- l'Initiative sur les partenariats stratégiques;
- le Fonds d'infrastructure des communautés autochtones;
- le Fonds d'appui aux entreprises communautaires autochtones en lien avec la pandémie.

Par ailleurs, la [Loi sur la gestion financière des premières nations](#) (LGFPN) et la [Loi sur la gestion des terres des premières nations](#) (LGTPN) ont mis en place des régimes facultatifs grâce auxquels les Premières Nations participantes peuvent obtenir des pouvoirs supplémentaires en matière de gestion financière et foncière, ainsi que le soutien des institutions de gestion financière et foncière des Premières Nations. L'un des principaux objectifs de ces lois est de favoriser le développement économique des collectivités des Premières Nations. Il convient toutefois de noter que la LGFPN et la LGTPN ne s'appliquent pas aux Inuits ni aux Métis.

Sur la question des priorités autochtones, les témoins ont concentré leurs interventions sur les problèmes entourant le développement et l'accès aux capitaux, ainsi que sur la politique fiscale, entre autres sujets.

Les témoins qui ont parlé de développement et d'accès aux capitaux ont fait des propositions en faveur d'un développement économique dirigé par les Autochtones, de la création d'un Institut des infrastructures des Premières Nations, d'un soutien accru aux institutions créées en vertu de la LGFPN, de la monétisation des principaux transferts de capitaux, ainsi que de la création d'un cadastre et d'un registre des titres foncier autochtones.

Au chapitre de la politique fiscale, le Comité a entendu des demandes en faveur d'un accroissement des pouvoirs budgétaires des Premières Nations, notamment en ce qui concerne les taxes de vente et d'accise, ainsi que d'une aide supplémentaire pour le développement d'une relation financière entre les Premières Nations et les gouvernements fédéral et provinciaux.

Le Comité a recueilli également des propositions sur d'autres questions, comme le financement des services d'aide à l'enfance, la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et des appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, ainsi que la nécessité d'une stratégie en matière de logement pour les Autochtones.

« La [*Loi sur la gestion financière des premières nations*] est un exemple international démontrant qu'il est possible de respecter les droits autochtones et d'en arriver à une réconciliation économique en mettant en application les compétences autochtones. »

[Commission de la fiscalité des premières nations](#)

Recommandation 163

Renouvele les mandats de nos institutions créées au titre de la *Loi sur la gestion financière des premières nations* afin que nous puissions donner plus de pouvoirs fiscaux aux Premières Nations, améliorer nos cadres de gestion financière et statistique et soutenir un plus grand nombre de Premières Nations.



Recommandation 164

Appuie les modifications à la *Loi sur la gestion financière des premières nations* qui permettront d'améliorer l'accès des Premières nations aux capitaux, de faciliter l'exercice des compétences des Premières nations et de renforcer notre capacité et nos ressources en matière d'innovation. Il faut nous confier un pouvoir décisionnel.

Recommandation 165

Modifie la *Loi sur la gestion financière des premières nations* afin d'améliorer le mandat des institutions créées par cette loi, d'appuyer la publication d'un plus grand nombre de renseignements statistiques relatifs à la loi et de fournir un financement législatif à ces institutions.

Recommandation 166

Appuie l'élaboration d'un cadre de registre et de titres fonciers autochtones pour les ajouts aux réserves, comme l'a proposé le Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations.

« Tous les secteurs identifiés par la [Commission de vérité et réconciliation] doivent participer [à la réconciliation], y compris les établissements postsecondaires. »

[Collèges et Instituts Canada](#)

Recommandation 167

Donne suite aux appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, y compris à ceux qui s'adressent aux établissements d'enseignement postsecondaire, en favorisant :

- **la revitalisation des langues autochtones et l'offre de programmes et diplômes en langues autochtones développés en partenariat avec les établissements et les communautés autochtones;**
- **les ressources éducatives libres d'accès pour former tous les étudiants et étudiantes, le corps enseignant et le personnel à l'histoire des peuples autochtones et à l'héritage des pensionnats autochtones, aux droits des Autochtones ainsi qu'aux enjeux juridiques et de santé qui leur sont propres;**

- **la formation axée sur les compétences pour tous les étudiants et étudiantes, le corps enseignant et le personnel en matière de compétences interculturelles, de résolution des conflits, de droits de la personne et de lutte contre le racisme.**

Recommandation 168

Crée une enveloppe de financement pluriannuelle pour des organismes jeunesse communautaires afin d’offrir des programmes sur la réconciliation et l’éducation, et établit un réseau national pour échanger de l’information et des pratiques exemplaires, conformément à l’appel à l’action 66 de la Commission de vérité et réconciliation.

Recommandation 169

Affecte des fonds à la mise en œuvre intégrale des 94 appels à l’action de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi que des 231 appels à la justice de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Recommandation 170

Tienne compte des 12 leviers de la structure économique autochtone et investisse dans ces derniers, en arrêtant de mettre uniquement l’accent sur les programmes et les services.

Recommandation 171

Envisage d’investir dans les structures, les systèmes et les outils, et créer un espace économique propre au leadership autochtone.

Recommandation 172

Renouvelle le financement accordé aux centres d’amitié et le porte à un minimum de 60 millions de dollars par année pour au moins les 10 prochaines années.

Recommandation 173

Inclut les peuples autochtones dans les initiatives sur le climat, telles que l’action en faveur du « net zéro », la capture du carbone dans le secteur agricole et les projets de gaz naturel liquéfié.



Recommandation 174

S'engage à mettre en place une quatrième stratégie de logement autochtone urbain et rural.

Recommandation 175

Augmente le financement des initiatives de santé mentale sous la responsabilité des Autochtones, y compris le doublement du budget de l'Initiative sur les ressources humaines en santé autochtone.

Recommandation 176

Affecte des fonds pour mettre immédiatement en application la décision du Tribunal canadien des droits de la personne portant que le financement des services de protection de l'enfance dans les réserves soit équitable, que le principe de Jordan et le Plan de Spirit Bear soient appliqués intégralement.

Recommandation 177

Réduise la pauvreté dans les communautés autochtones en investissant dans ces communautés en leur permettant de déterminer comment ces fonds sont utilisés.

CHAPITRE 7 : LES COLLECTIVITÉS

L'infrastructure publique comprend l'ensemble des installations qui sont essentielles au bon fonctionnement des collectivités et qui contribuent à la qualité de vie de la population canadienne. Elles comprennent notamment les systèmes de transport, les installations de loisirs et celles de traitement des eaux. Selon [Infrastructure Canada](#), la majorité des infrastructures publiques au pays n'appartiennent pas au gouvernement fédéral (3 %), mais bien aux administrations municipales (62 %), aux gouvernements provinciaux et territoriaux (33 %) et aux collectivités autochtones (3 %). Cela dit, malgré le fait qu'il possède peu d'infrastructures, le gouvernement fédéral joue un rôle important en matière de réglementation et de financement, fournissant parfois une grande part des fonds nécessaires à certains projets, selon la structure de partage des coûts des divers programmes.

Afin de mieux comprendre l'état actuel des infrastructures du Canada et de pouvoir estimer avec justesse les besoins futurs du pays en matière d'infrastructures, le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget de 2021 la mise en œuvre de la première [Évaluation nationale des infrastructures du Canada](#). Selon le [Centre de](#)

[statistiques sur l'infrastructure](#) de Statistique Canada, la valeur des stocks d'infrastructure privée et publique au Canada a atteint plus de 900 milliards de dollars en 2020.

Lancé en 2016, le plan [Investir dans le Canada](#) est un plan d'infrastructure fédéral à long terme qui consiste en des investissements d'environ 188 milliards de dollars sur 12 ans. De ce total, 95,6 milliards de dollars sont de nouveaux financements et 92,2 milliards de dollars proviennent de programmes d'infrastructure existants, comme le [Fonds pour le développement des collectivités du Canada](#), anciennement nommé le Fonds de la taxe sur l'essence.

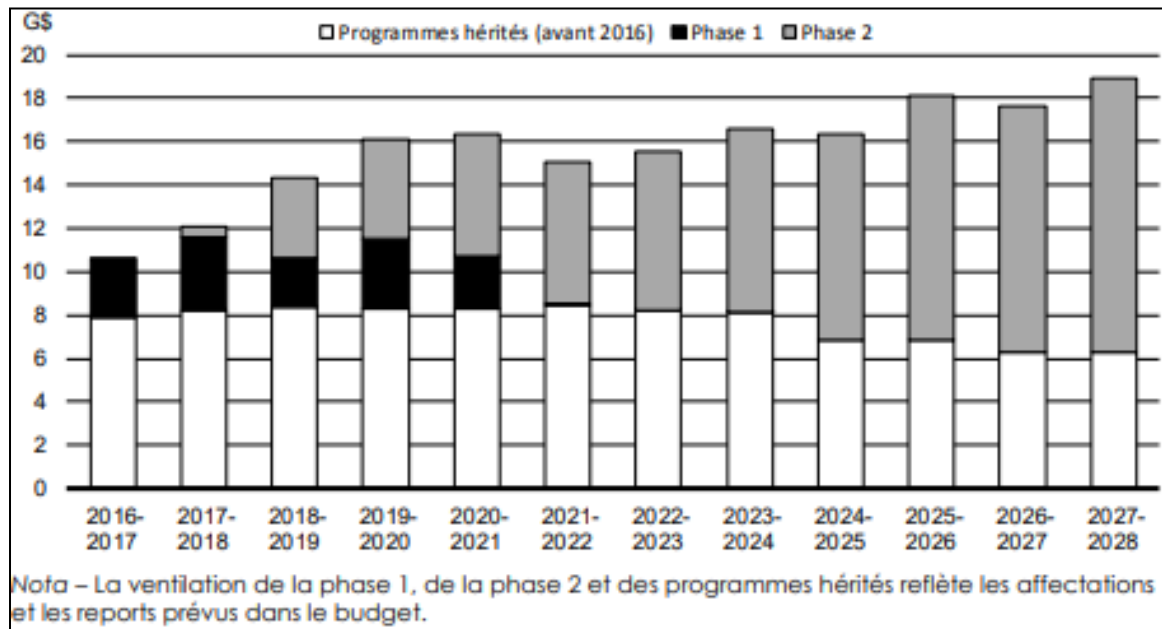
Les programmes sont administrés par plus de 20 ministères et organismes fédéraux. Le plan Investir dans le Canada a été mis en œuvre en deux phases, lancées dans le cadre du budget fédéral de 2016 et du budget de 2017, respectivement. Les dépenses accélérées de la phase I (14,4 milliards) visaient à stimuler la croissance économique à court terme, et celles de la phase II (81,2 milliards) devaient établir un plan d'infrastructure à plus long terme. Les fonds du plan Investir dans le Canada sont répartis selon les [cinq volets prioritaires](#) suivants:

- 28,7 milliards de dollars pour le transport en commun;
- 26,9 milliards de dollars pour les infrastructures vertes;
- 25,3 milliards de dollars pour les infrastructures sociales;
- 10,1 milliards de dollars pour les infrastructures de commerce et de transport;
- 2 milliards de dollars pour les infrastructures des collectivités rurales et nordiques.

Dans le budget fédéral de 2019, le gouvernement a reconnu que le rythme des dépenses en infrastructure a été plus lent que prévu depuis le lancement du plan en 2016. Il a également offert une mise à jour sur les fonds alloués aux infrastructures dans le cadre du plan Investir dans le Canada entre les exercices 2016-2017 et 2027-2028, comme le montre la Figure 6.



Figure 6 — Affectations du plan Investir dans le Canada, 2016-2017 à 2027-2028



Source : Gouvernement du Canada, *Investir dans la classe moyenne*, Budget 2019, p. 88.

De plus, c'est dans le cadre de la phase II du plan que le Parlement a approuvé un budget de 35 milliards de dollars sur 11 ans pour la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC). Selon son [Énoncé des priorités et des responsabilités](#), la BIC doit veiller à ce que « les dépenses nettes faites par le gouvernement du Canada demeurent inférieures à 15 milliards de dollars ». La BIC a pour objectif d'attirer des investissements privés et de stimuler des partenariats entre les gouvernements et le secteur privé, afin de réaliser des projets d'infrastructures qui généreront des revenus et qui seront dans l'intérêt de la population. Afin d'accélérer les investissements de la BIC à court terme, le gouvernement fédéral a annoncé un [Plan de croissance](#) triennal de 10 milliards de dollars en octobre 2020.

En plus de l'infrastructure, les témoins ayant comparu ont abordé des enjeux en lien avec le logement et les arts, la culture et les loisirs.

Infrastructure

Les témoins qui ont parlé des infrastructures ont fait des propositions concernant les mécanismes de financement, les transports en commun, le transport ferroviaire, les aéroports, ainsi que les infrastructures de recharge pour les véhicules électriques. Sur ce

dernier volet, les demandes ont porté sur l'augmentation du financement, sur les mesures d'encouragement pour l'installation de bornes de recharge résidentielles, et sur l'ajout des exigences concernant les infrastructures de recharge dans les codes du bâtiment, entre autres.

« Donner directement des moyens d'action à l'expertise locale et donner la priorité aux investissements judicieux dans l'infrastructure est un moyen rapide et efficace de stimuler la croissance économique, d'atteindre les objectifs d'émissions nettes zéro et d'améliorer le mieux-être des collectivités. »

[Fédération canadienne des municipalités](#)

Recommandation 178

Travaille avec les municipalités pour stimuler la croissance économique en renforçant l'expertise locale et en donnant la priorité à des investissements judicieux dans les infrastructures et les transports en commun.

Recommandation 179

Augmente les sommes comprises dans le Fonds permanent pour le transport en commun afin de prendre en compte les besoins de maintien d'actifs en transport en commun et aider à combler l'écart de rattrapage dans les investissements à réaliser tout en s'assurant de maintenir le niveau de service et de sécurité requis au sein de leurs infrastructures.

Recommandation 180

Augmente de 21 à 50 millions de dollars le financement du Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire, afin d'appuyer d'autres projets de sécurité ferroviaire.

Recommandation 181

Crée un programme de financement des immobilisations accessibles pour les chemins de fer d'intérêt local, comme le Chemin de fer de la Gaspésie.

Recommandation 182

Revoie le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires dans une optique d'amélioration de la qualité des aéroports régionaux, d'expansion du service aérien dans



les régions et de développement économique, en s'assurant que le programme réponde davantage aux besoins des petits aéroports, en augmentant l'accès aux programmes, en allégeant les procédures administratives et en orientant l'argent vers des investissements en infrastructures.

« Pour la Fédération, la reprise économique qui s'amorce doit être inclusive, mais elle doit aussi profiter à l'ensemble de nos régions québécoises et canadiennes. »

[Fédération des chambres de commerce du Québec](#)

Recommandation 183

S'assure que les infrastructures aéroportuaires dont le gouvernement du Canada est propriétaire dans certaines régions soient entretenues et améliorées, lorsqu'elles contribuent significativement au développement de ces régions.

Recommandation 184

Fasse du Fonds national pour les corridors commerciaux un programme de financement permanent, et qu'il lance de nouveaux programmes à l'appui des infrastructures portuaires et de la chaîne d'approvisionnement, qui sont nécessaires pour continuer à profiter des avantages économiques que procurent les industries exportatrices.

Recommandation 185

Procéder rapidement aux annonces des investissements en infrastructures liées au Fonds national des corridors commerciaux, et de prioriser le développement du corridor commercial du fleuve, du golfe Saint-Laurent et du Nord québécois.

Recommandation 186

Prévoit dans son budget une somme suffisante pour permettre à la Garde côtière de rehausser le niveau de disponibilité de la flotte de brise-glaces du Saint-Laurent afin que le niveau de service offert soit conforme au niveau de service cible de la Garde côtière.

Recommandation 187

Alloue du financement, dans le cadre du Fonds pour les infrastructures communautaires et de programmes d'infrastructures supplémentaires, afin de venir en aide aux

collectivités situées dans des corridors commerciaux stratégiques, comme la porte d'entrée de Prince Rupert.

Recommandation 188

Favorise l'expansion des activités durables par des investissements en capital judicieux dans la porte d'entrée de Prince Rupert qui appuient les efforts de réduction des émissions de carbone.

« Partout, que ce soit au Manitoba, en Saskatchewan ou au Québec, mais surtout dans les provinces moins bien pourvues d'infrastructures d'électrification des transports, il faut avoir un plan de développement d'infrastructures de recharge rapide. »

[Mobilité électrique Canada](#)

Recommandation 189

Inclue l'installation de chargeurs de véhicules électriques ou la préparation aux véhicules électriques dans les programmes d'efficacité énergétique afin d'aider les Canadiens qui vivent dans de vieilles maisons à s'adapter aux exigences de l'infrastructure électrique pour la recharge des véhicules électriques.

Recommandation 190

Accélère les délais pour que Mesures Canada permette la facturation basée sur l'énergie pour les services de recharge

Recommandation 191

Mette davantage l'accent sur les besoins d'investissement dans l'infrastructure de recharge en :

- fixant et finançant des objectifs plus élevés sur un an et sur cinq ans pour le déploiement d'un nombre suffisant de stations de recharge pour atteindre les objectifs de vente de véhicules zéro émission du Canada;
- fixant l'objectif de créer 1 million de places de stationnement d'appartements et de copropriétés prêtes pour les véhicules électriques



d'ici 2030 et en établissant de nouveaux programmes de financement pour atteindre cet objectif;

- **concentrant les investissements consacrés à la recharge dans les centres-villes des milieux urbains, où des millions de Canadiens ne peuvent pas recharger leurs véhicules zéro émission à la maison, dans les localités rurales, éloignées et nordiques, où le déploiement de la recharge peut être moins développé;**
- **accordant la priorité aux investissements dans la recharge en bordure d'autoroute afin de combler les lacunes de l'infrastructure de recharge du Canada le long des corridors de voyage longue distance, et à l'augmentation de la densité de la recharge dans les zones à fort trafic où la demande de recharge augmente le plus rapidement.**

Recommandation 192

Mette à profit les terrains gouvernementaux sous-utilisés en facilitant la mise en place de centres de recharge multifournisseurs, en particulier dans les marchés immobiliers à haute densité et à coût élevé.

Recommandation 193

Incorpore les exigences relatives aux véhicules zéro émission dans le Code national du bâtiment et le Code national de l'énergie pour les bâtiments et/ou soutienne des règlements de zonage municipaux relatifs aux véhicules zéro émission.

Recommandation 194

Fasse plus de sensibilisation sur les besoins d'investissement dans l'infrastructure de recharge.

Recommandation 195

Fasse davantage d'investissements dans des infrastructures ayant pour objectif la lutte contre les changements climatiques, notamment les transports collectifs.

Recommandation 196

Aide les entreprises régionales à aller de l'avant sur les questions qui les intéressent particulièrement, comme les besoins en matière de mobilité durable, de transport en commun et d'électrification des transports, la mise en œuvre, le plus tôt possible, de

programmes extrêmement générateurs de croissance tels que le train à haute fréquence de Via Rail, et le besoin très pressant d'investissements dans un certain nombre d'aéroports régionaux au Canada.

Recommandation 197

Maintienne les investissements en infrastructure et élimine les obstacles qui existent actuellement entre les différents paliers de gouvernement afin que l'argent destiné aux projets d'infrastructure circule plus facilement et plus rapidement.

Logement

Sur la question du logement, le Comité a entendu des propositions sur les mesures visant à augmenter l'offre de logements, la Stratégie nationale sur le logement, l'Allocation canadienne pour le logement et les aides au logement pour les locataires et les personnes âgées.

« Le cœur de la question de l'abordabilité [du logement] est, bien sûr, l'offre, et ici, malheureusement, les outils dont dispose le gouvernement fédéral sont limités. Ce qu'il peut faire, c'est mettre l'accent sur les mécanismes qui sont à sa disposition pour encourager les ordres de gouvernement inférieurs à améliorer leurs processus d'approbation, leurs règles en matière de densité et la façon dont ils perçoivent les frais de développement. »

Institut C.D. Howe

Recommandation 198

Encourage les différents niveaux de gouvernement à améliorer leurs processus d'approbation, leurs règles en matière de densité de logement et la manière dont ils facturent les frais de développement.

Recommandation 199

Accroisse l'offre de nouveaux logements dans tout l'éventail des logements par l'ajout de clauses sur le logement dans les ententes bilatérales sur l'infrastructure conclues entre Infrastructure Canada et ses partenaires provinciaux et territoriaux.



Recommandation 200

Mette sur pied une table ronde nationale permanente sur le logement réunissant les administrations fédérales, provinciales et municipales, ainsi que les constructeurs, les professionnels de l'immobilier et des membres d'organisations de la société civile, l'objectif étant de leur permettre de mieux comprendre l'ampleur du défi qu'est l'offre de logements, de documenter les multiples obstacles à l'augmentation de cette offre, et de trouver des solutions pour surmonter ces obstacles.

Recommandation 201

Augmente l'accès des fournisseurs de logements abordables à des terrains abordables.

Recommandation 202

Renforce l'Initiative pour la création rapide de logements et l'étende aux logements d'entrée de gamme afin de régler les problèmes persistants d'offre de logements et d'accessibilité financière sur l'ensemble du continuum du logement.

« Un logement abordable, adéquat et sain est essentiel à notre dignité et à notre bien-être. »

[ACORN Canada](#)

Recommandation 203

Fasse de nouveaux investissements pour créer au moins 500 000 logements de qualité et abordables au cours des dix prochaines années.

Recommandation 204

Renforce les engagements de la Stratégie nationale sur le logement pour mettre fin aux besoins impérieux en matière de logement et à l'itinérance.

Recommandation 205

Double l'investissement fédéral dans l'allocation canadienne pour le logement afin de le porter à 8 milliards de dollars.

Recommandation 206

Travaille avec l'industrie pour informer les personnes âgées et les aidants sur les options qui s'offrent à eux et garantisse un marché solide pour les services de vieillissement chez soi, y compris des experts en rénovation fiables, formés et transparents.

Recommandation 207

Soutienne le renforcement des capacités de la main-d'œuvre, indispensable pour atteindre, dans le secteur du bâtiment, les objectifs à long terme du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques.

Recommandation 208

Soutienne et incite les secteurs public et privé à accélérer les rénovations énergétiques majeures.

Recommandation 209

Permette une vague de rénovations écoénergétiques, en partenariat avec les provinces, grâce à des investissements annuels de 10 à 15 milliards de dollars sur une période de 10 ans.

Recommandation 210

Incite et aide les manufacturiers canadiens à produire les composants de bâtiments nécessaires à la construction et à l'amélioration de bâtiments à haut rendement énergétique.

« Les Canadiens assument le coût croissant des changements climatiques. En 2020, les pertes assurées liées aux phénomènes météorologiques violents se chiffraient à 2,4 milliards de dollars ... Le programme RésiliGuide préparera les Canadiens pour l'avenir en renforçant la résilience aux événements météorologiques extrêmes et en générant une multitude de retombées positives pour l'économie canadienne. »

[Bureau d'assurance du Canada](#)



Recommandation 211

Investisse deux millions de dollars pour mettre en place un système « RésiliGuide » parallèle de cotation et de certification de la résilience des habitations qui élargiront le système ÉnerGuide actuel d'étiquetage et de cotation et feront en sorte que les programmes de rénovation d'immeubles tiendront compte de la résilience.

Recommandation 212

Collabore avec les municipalités pour promouvoir l'inclusivité et le bien-être des communautés en s'attaquant au problème de l'abordabilité des logements, en priorisant l'accès aux infrastructures numériques et en veillant à ce que les politiques et les programmes fédéraux tiennent compte des régions rurales.

Recommandation 213

Crée un fond de 50 millions de dollars pour soutenir les victimes de la pyrrhotite, suite à la reconnaissance par le gouvernement dans le budget de 2021 qu'une contribution fédérale supplémentaire pourrait être nécessaire.

Arts, culture et loisirs

Des témoins ont attiré l'attention du Comité sur plusieurs questions ayant trait aux arts, à la culture et aux loisirs. Ils ont notamment proposé l'adoption d'une loi visant à ce que les médias d'information canadiens reçoivent des revenus tirés des plateformes numériques. Ils ont aussi parlé du Fonds du Canada pour la présentation des arts et du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine, du Fonds culturel des missions et du programme de rachat d'armes à feu.

« En général, même sans pandémie, il faut le dire, les choses ne tournent pas plus rond. Nous avons des membres qui reçoivent aujourd'hui moins de soutien qu'en 2018, alors que le gouvernement a réinvesti, en 2019, de 25 à 40 % dans les deux programmes dont bénéficient les festivals. »

[Festivals et événements majeurs Canada](#)

Recommandation 214

Mette en place un financement permanent pour soutenir les festivals et les événements pour un nouvel essor culturel et économique en :

- **rendant permanents les investissements faits en 2019-2020 et en 2020-2021, prolongés par l'Énoncé économique de l'automne 2020 pour 2021-2022 et par le budget 2021 pour 2022-2023 et 2023-2024 (une hausse 8 millions de dollars/an au Fonds du Canada pour la présentation des arts et de 7 millions de dollars/an au programme de Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine);**
- **rajoutant dès 2022-2023 une nouvelle somme de 30 millions de dollars à ces programmes (soit 15 millions de dollars chacun);**
- **prévoyant un mécanisme d'indexation des programmes pour les cinq prochaines années qui tiendra compte de l'inflation et du nombre grandissant de festivals et d'événements à soutenir;**
- **créant un nouveau programme « complémentaire » qui soutiendra les festivals et événements en vertu de leur apport au tourisme et à l'économie, tout particulièrement des festivals et événements qui ne sont pas « culturels » et ne sont pas soutenus par Patrimoine canadien, et en y consacrant 25 millions de dollars par année;**
- **prolongeant la durée de l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements annoncée pour 2021-2023 dans le budget 2021 jusqu'au 31 mars 2024, en y ajoutant une nouvelle tranche de 100 millions de dollars et en élargissant l'accès aux festivals et événements ayant des revenus annuels de plus de 5 millions de dollars.**

Recommandation 215

Soutienne la capacité à long terme du secteur de la musique sur scène, et crée un fonds canadien permanent de soutien à la musique sur scène doté de 50 millions de dollars.

Recommandation 216

Augmente le financement et les appuis aux Autochtones, aux Noirs et aux artistes de couleur pour créer, développer, présenter et améliorer des activités théâtrales, et



commence à s’attaquer aux déséquilibres historiques et aux inégalités systémiques touchant les artistes issus de ces groupes – inégalités qui ont été exacerbées à cause de la pandémie et des pressions exercées sur les organismes et les travailleurs des secteurs culturels en quête d’équité.

Recommandation 217

Augmente le financement par l’entremise du Fonds du Canada pour les espaces culturels, afin de donner la priorité à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l’environnement dans le contexte des arts de la scène, ce qui permettra aux théâtres de s’adapter et de trouver des solutions novatrices et durables pour la création, la production la présentation et la tournée de spectacles de théâtre d’un bout à l’autre du Canada.

Recommandation 218

Augmente de 6,5 millions de dollars par année, à compter de 2022, le volet Incitatifs aux fonds de dotation du Fonds du Canada pour l’investissement en culture pour les organismes bénéficiaires des arts du spectacle.

Recommandation 219

Veille à ce que les plateformes numériques tirant des revenus de la publication de nouvelles partagent une part de leurs revenus avec les médias en s’inspirant du modèle australien et uniformisant les règles du jeu entre les plateformes mondiales et nos médias.

Recommandation 220

Finance des initiatives de transformation numérique dans les musées.

« Le volet Incitatifs aux fonds de dotation est un moyen particulièrement important pour aider le secteur canadien des arts et de la culture à se remettre financièrement de la COVID-19. »

[Relancer l’économie des arts en favorisant l’engagement des donateurs – Mémoire conjoint](#)

Recommandation 221

Élargisse le volet Incitatifs aux fonds de dotation du Fonds du Canada pour l'investissement en culture, afin d'y inclure les musées et les organismes patrimoniaux.

Recommandation 222

Accorde un financement annuel supplémentaire de 15 millions de dollars au Programme du droit de prêt public, portant ainsi à 30 millions de dollars l'enveloppe budgétaire annuelle du programme.

CHAPITRE 8 : CONCLUSION

Le Comité tient à remercier tous ceux qui ont pris le temps de lui soumettre des mémoires ou de livrer des témoignages dans le cadre de l'exercice ayant mené au présent rapport. Même si les parlementaires, les comités et les gouvernements doivent naturellement accorder la priorité à certaines initiatives plutôt qu'à d'autres pour répondre aux exigences du moment dans les limites de la capacité financière du gouvernement fédéral, la contribution avisée de tous les Canadiens qui ont participé à cet exercice est sincèrement appréciée et est susceptible d'éclairer les initiatives parlementaires futures. Les recommandations du Comité sont destinées à soutenir les Canadiens, les collectivités et les entreprises pendant et après la pandémie. Le Comité compte sur le gouvernement pour examiner ces recommandations attentivement en vue du budget fédéral de 2022.

ANNEXE A

PROPOSITIONS DES TÉMOINS

Les tableaux qui suivent montrent les propositions présentées par les organismes et les personnes qui ont comparu devant le Comité au cours des consultations prébudgétaires de cette année, ainsi que les propositions contenues dans leurs mémoires, qu'ils ont présentés soit à l'été 2021 soit en soutien à leur témoignage en 2022.

AGRICULTURE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Équiterre	Soutenir directement les agriculteur.trice.s afin d'accélérer l'adoption de pratiques favorisant la santé des sols.	2022/02/03
Équiterre	Élaborer une stratégie pancanadienne sur la santé des sols.	2022/02/03
Équiterre	Développer un réseau pancanadien de partage d'informations et de ressources sur la santé des sols.	2022/02/03
Équiterre	Financer la recherche sur la rentabilité afin d'identifier les avantages économiques des meilleures pratiques en santé des sols sur différents systèmes de production.	2022/02/03
Équiterre	Financer la formation et l'embauche de 1000 agent.e.s en services-conseils supplémentaires.	2022/02/03

ARTS, CULTURE ET LOISIRS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Abolir le Fonds culturel des missions.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin à l'interdiction des armes à feu et au programme de rachat.	2022/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Festivals et événements majeurs Canada	[Rendre] permanents les investissements faits en 2019-2020 et en 2020-2021, prolongés ... [successivement jusqu'en] ... 2024 ... [de] 8 millions [de dollars par] an au Fonds du Canada pour la présentation des arts et [de] ... 7 millions [de dollars par] an au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.	2022/02/07
Festivals et événements majeurs Canada	[Allouer] dès 2022-2023 une ... somme [additionnelle] de 30 [millions de dollars au Fonds du Canada pour la présentation des arts et au Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine] (soit 15 [millions de dollars] à chacun).	2022/02/07
Festivals et événements majeurs Canada	[Prévoir] un mécanisme d'indexation des programmes pour les [cinq] prochaines années qui tiendra compte de l'inflation et du nombre grandissant de festivals et d'événements à soutenir.	2022/02/07
Médias d'Info Canada	Adopter ... une loi [qui s'inspirerait de l'approche australienne et qui obligerait les plateformes numériques tirant des revenus de la publication de nouvelles à partager une part de leurs revenus avec les médias canadiens] d'ici juin 2022. ... Toute mesure législative visant à mettre en œuvre l'approche australienne au Canada [devrait comprendre] une exemption de l'article 45 [de la <i>Loi sur la concurrence</i> , qui interdit la négociation collective], devrait s'appliquer aux « organisations journalistiques canadiennes qualifiées (OJCQ) » désignées par l'Agence du revenu du Canada en vertu de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , [et lorsque la nomination d'un arbitre est nécessaire, le Bureau de la concurrence serait] l'organisme compétent au Canada pour créer un registre d'arbitres expérimentés, et pour nommer un arbitre.	2022/02/14

EMPLOI ET MAIN-D'OEUVRE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	[Accorder] une exemption de l'obligation de rembourser la Prestation canadienne d'urgence ... à toutes les personnes dont le revenu est inférieur à la mesure du faible revenu ou proche de celle-ci.	2022/02/07
Campagne 2000	[Restituer] toutes les prestations récupérées ... et [cesser] de poursuivre les personnes à revenu faible ou modeste pour le remboursement des prestations de pandémie.	2022/02/07
Campagne 2000	[Cesser] immédiatement de considérer la [Prestation canadienne d'urgence] et les prestations canadiennes de relance économique comme un revenu imposable pour les personnes dont le revenu se situe sous la mesure de faible revenu.	2022/02/07
Campagne 2000	[Prendre les mesures nécessaires] pour que toutes les personnes sans emploi ou sous-employées aient accès à des mesures de sécurité du revenu dans le cadre d'un programme d'assurance-emploi (AE) remanié qui accroîtrait l'accès aux prestations, leur montant et leur durée.	2022/02/07
Campagne 2000	[Augmenter] immédiatement la [Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement] actuelle à 500 \$ par semaine et la [maintenir] jusqu'à ce que l'assurance-emploi soit réformée.	2022/02/07
Centre canadien de politiques alternatives	[Établir] un plan complet sur la façon de mieux intégrer les travailleurs indépendants au système d'assurance-emploi.	2022/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Centre canadien de politiques alternatives	Contribuer en permanence au régime d'assurance-emploi et y apporter des améliorations comme l'augmentation du taux de remplacement du revenu ou un montant [minimum] pour les chômeurs, comme celui de 500 \$ par semaine accordé dans le cadre de la [Prestation canadienne d'urgence (PCU)] et de la [Prestation canadienne de la relance économique (PCRE)] ainsi que la diminution du nombre d'heures requis pour participer au régime [d'assurance-emploi].	2022/02/03
Conseil canadien des innovateurs	Veiller à ce que le Canada demeure concurrentiel pour [...] recruter, retenir et récompenser les employés dans la nouvelle économie numérique en établissant des voies d'accès fiables à la résidence permanente pour aider au recrutement dans les entreprises à forte croissance, en augmentant le soutien aux programmes de perfectionnement et de requalification au Canada et en créant un fonds pour soutenir les microcrédits.	2022/02/03
Équiterre	Adopter une loi robuste et un plan de transition équitable qui soutiendraient les travailleur.euse.s et les communautés dépendant de l'exploitation des énergies fossiles.	2022/02/03
Fédération des chambres de commerce du Québec	[Moderniser le] régime d'assurance-emploi afin de le recentrer sur sa mission première, soit celle d'être une assurance offrant un soutien du revenu qui incite les prestataires à chercher un nouvel emploi et ainsi à rehausser leurs compétences.	2022/01/31
Fédération des chambres de commerce du Québec	[Adopter des] mesures, notamment fiscales, qui favoriseraient la rétention de travailleurs expérimentés qui souhaitent demeurer en emploi.	2022/01/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération des chambres de commerce du Québec	La pérennisation de l'entente entre Ottawa et Québec sur les mesures d'allègement du Programme des travailleurs étrangers temporaires ... devrait rester en place longtemps.	2022/01/31
Ian Lee (à titre personnel)	[Initier] un réexamen approfondi de toutes les politiques sociales, à l'échelle pangouvernementale, dans le but de mettre en lumière [et de corriger] celles qui incitent les gens à rester en dehors du marché du travail ou à prendre leur retraite avant l'âge de 67 ans, comme le recommande l'OCDE.	2022/02/07
Réseau FADOQ	Rehausser le seuil maximal de rémunération hebdomadaire des prestations pour proches aidants.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Prolonger la période de prestation d'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 52 semaines pour les proches aidants devant quitter temporairement leur emploi afin de prendre soin d'un proche.	2022/02/14
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Autoriser] une déduction fiscale pour la mobilité de la main-d'œuvre spécialisée, afin que celle-ci puisse déduire les frais de déplacement liés au travail quand ces derniers ne sont pas couverts par l'employeur.	2022/02/07
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Soutenir] les travailleurs et travailleuses du secteur de l'énergie touchés par la transition vers une économie verte, notamment ceux du secteur pétrolier et gazier, [en s'assurant que] de nouvelles formations ou ... [du] soutien en cas de relocalisation [leur est offert] ... [et en créant] un groupe de travail sectoriel composé de représentants syndicaux, ainsi que d'intervenants de l'industrie et de représentants du gouvernement afin d'évaluer les besoins de l'industrie pendant cette période de transition cruciale.	2022/02/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Continuer] d'investir dans la population par le biais de prêts et subventions à l'apprentissage et d'améliorer le Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical (PFIM) afin de mieux équiper les centres de formation pour qu'ils puissent relever les nouveaux défis et répondre aux demandes du marché du travail.	2022/02/07
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Bonifier] le Programme d'assurance-emploi (AE) en le rendant plus souple et en reconnaissant le caractère unique de la main d'œuvre du secteur de la construction.	2022/02/07

ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUE SOCIALE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	[Abroger] ... l'article de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> qui établit un lien entre l'admissibilité [à l'Allocation canadienne pour enfants (ACE)] et le statut d'immigration [et abolir] les obstacles à l'accès à l'[ACE] pour les familles dont le statut d'immigration est précaire, pour la parenté, pour les personnes prodiguant des soins conformes aux traditions et pour les familles qui s'occupent d'enfants hors d'une entente officielle de garde.	2022/02/07
Campagne 2000	[Investir de façon] substantielle pour augmenter le montant de base de l'[ACE] et ainsi continuer de réduire les taux de pauvreté des enfants au Canada.	2022/02/07
Campagne 2000	[Instaurer un] mécanisme de détermination de l'admissibilité au soutien du revenu et de versement des prestations pour les personnes marginalisées, en dehors du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.	2022/02/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	[Adopter des] objectifs de réduction de la pauvreté ... plus ambitieux et [prévoir] ... des investissements ... pour réduire la pauvreté globale et la pauvreté des communautés marginalisées de 50 % de 2015 à 2025, selon la mesure de situation de faible revenu après impôt des familles de recensement (FRMFR-Apl), calculée à partir des données du fichier des familles T1.	2022/02/07
Campagne 2000	[Mettre] en œuvre la nouvelle série de mesures de soutien du revenu prévue au Budget fédéral alternatif 2022 ... [du] Centre canadien de politiques alternatives, et notamment le revenu minimum garanti pour les Canadiens en âge de travailler qui ne sont pas parents.	2022/02/07
Campagne 2000	[Renouveler] intégralement les affectations de dépenses [et financer] ... un système de services de garde pour enfants universel, accessible et abordable [basé sur] un modèle à échelle mobile, de zéro à 10 \$ par jour, qui réduit les frais grâce au financement des coûts opérationnels ... [et qui prendra également en considération] des salaires décents pour le personnel, et les grilles salariales provinciales et territoriales.	2022/02/07
Campagne 2000	Accélérer la conception et la mise en œuvre de la nouvelle prestation fédérale pour les personnes en situation de handicap.	2022/02/07
Campagne 2000	[Créer une] prestation fédérale pour enfants handicapés.	2022/02/07
Centre canadien de politiques alternatives	[Créer] un programme canadien de revenu de subsistance qui fournira [...] annuellement un minimum de 5 000 \$ par personne ou 7 000 \$ par couple et une prestation canadienne pour les personnes handicapées [initialement proposé dans le discours du Trône de 2020] tel qu'expliqué dans le Budget fédéral alternatif 2022.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin au Programme national de garderies présenté par le gouvernement dans le budget de 2021.	2022/02/03

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadiens pour une fiscalité équitable	Examiner [comment] améliorer et renforcer son cadre de la taxe sur le carbone, en veillant à ce que les principales sources d'émissions paient une part suffisamment élevée, tout en maintenant la compétitivité internationale grâce à des rajustements à la frontière pour le carbone, et finalement en éliminant les subventions pour les combustibles fossiles.	2022/02/10
Coalition du budget vert	[Permettre] une vague de rénovations écoénergétiques, en partenariat avec les provinces, grâce à des investissements annuels de 10 à 15 milliards de dollars sur une période de 10 ans.	2022/01/31
Coalition du budget vert	Un financement permanent est nécessaire pour atteindre les objectifs du Canada en matière d'aires protégées, [pour] gérer efficacement les aires terrestres et marines protégées, et [pour] soutenir la conservation et l'intendance dirigées par les Autochtones, ainsi que [pour soutenir] les économies locales axées sur la conservation. Cela comprendrait le soutien aux aires protégées établies ou gérées par le gouvernement fédéral ainsi que par les gouvernements autochtones, provinciaux, territoriaux et municipaux, et d'autres partenaires.	2022/01/31
Coalition du budget vert	Investir dans une approche pancanadienne de l'eau douce, avec une responsabilité partagée entre les ministères fédéraux et les autres ordres de gouvernement	2022/01/31
Coalition du budget vert	[Créer] un bureau de haut niveau en nous inspirant de ce qui se fait déjà aux États-Unis depuis le début des années 1990.	2022/01/31
Coalition du budget vert	[Agir rapidement] pour l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles, en s'appuyant sur une définition bien précise, et une réorientation des finances publiques dans le sens des engagements pris par le Canada en matière de changements climatiques.	2022/01/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Commission des Pêcheries des Grands Lacs	Respecter nos traités bilatéraux avec les États-Unis concernant les Grands Lacs et honorer ces engagements en finançant la Commission des Pêcheries des Grands Lacs, par Affaires mondiales Canada, à hauteur de 19,44 millions de dollars pour l'exercice 2022-2023 et chaque exercice par la suite.	2022/02/10
Équiterre	[Établir] une stratégie nationale d'économie circulaire élaborée en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités.	2022/02/03
Équiterre	[Établir] un plan d'action [...] pour atteindre la cible de 100 % de ventes de [véhicules zéro émission] (VZÉ) neufs en 2035.	2022/02/03
Équiterre	Publier une feuille de route menant à l'élimination des subventions [...] aux combustibles fossiles d'ici 2025, afin de respecter l'engagement du Canada envers le G20 et le G7.	2022/02/03
Institut Macdonald-Laurier	Inclure les peuples autochtones dans les initiatives axées sur le climat, comme l'atteinte de la carboneutralité, la captation du carbone dans le secteur agricole et les projets de gaz naturel liquéfié.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Élaborer une stratégie canadienne relative à la mobilité électrique pour atteindre les objectifs du Canada en matière de climat et d'électrification.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Soutenir le développement d'une industrie canadienne de la chaîne d'approvisionnement en véhicules zéro émission (VZE).	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Renouveler le programme Incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission (iVZE) et en élargir l'admissibilité pour les particuliers, les entreprises et les parcs de véhicules : financer de nouveau le programme et en élargir l'admissibilité aux véhicules très polluants comme les camionnettes et les VUS en augmentant le seuil du prix de détail suggéré par le constructeur (PDSC) de base pour les véhicules légers admissibles, le faisant passer de 45 000 \$ (avec plafond de 54 999 \$) à 60 000 \$ (avec plafond de 69 999 \$).	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Supprimer le rabais fédéral pour les véhicules hybrides rechargeables ayant moins de 50 km d'autonomie électrique ou rendre les rabais proportionnels à leur autonomie officielle : 2 000 \$ de 40 à 59 km, 3 000 \$ de 60 à 79 km, 4 000 \$ de 80 km ou plus.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Offrir un incitatif allant jusqu'à 2 000 \$ pour les véhicules à basse vitesse, les véhicules hors route et les micro-VZE (p. ex., motoneiges, nettoyeurs de glace, motomarines, tondeuses autoportées, microvoitures, microcamions, petits tracteurs, bicyclettes électriques, trottinettes électriques) afin de favoriser une meilleure qualité de l'air et de l'eau en milieu rural et en ville tout en soutenant les fabricants émergents du Canada.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Inciter les Canadiens à revenu faible ou modeste à adopter les VZE en offrant une remise spéciale pour un VZE neuf ou usagé inspirée du programme californien d'admissibilité en fonction du revenu.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Offrir un incitatif de type « Primes vertes à la casse » / « Adieu bazou - version verte » ... axé sur les objectifs climatiques à long terme du Canada, ce qui signifie que les fonds ne devraient être disponibles que pour l'achat de VZE neufs ou usagés, de laissez-passer de transport en commun ou d'outils de transport actif (p. ex, des vélos ou des vélos électriques). Ce programme devrait être cumulable avec d'autres programmes incitatifs.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Offrir une exemption de TPS/TVH pour les VZE légers neufs et usagés afin de favoriser un accès équitable aux avantages de la conduite électrique.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Fournir une garantie fédérale de quatre ans sur les contrats de financement de prêt pour l'achat de VZE par l'entremise de la Banque de l'infrastructure du Canada afin que tous les Canadiens aient accès au financement des VZE puisque leur prix d'achat initial est plus élevé que celui des véhicules à essence comparables.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Augmenter les économies d'échelle dans la chaîne d'approvisionnement en VZE afin d'accélérer la réduction des prix des batteries et des technologies liées aux VZE en misant sur la R-D, le Fonds stratégique pour l'innovation, l'exploration des ressources et d'autres fonds de développement économique.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Augmenter le financement des mesures de sensibilisation aux VZE ciblant les citoyens, les entreprises, les propriétaires de parcs automobiles, les concessionnaires, les élus et les gouvernements canadiens afin de mieux faire connaître la réalité et les avantages des VZE et l'infrastructure connexe.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Financer des programmes de sensibilisation, de formation et de perfectionnement en matière de VZE afin d'aider, aujourd'hui et par la suite, les travailleurs et les entreprises du secteur de la mobilité électrique à effectuer la transition de la manière la plus efficace et la plus harmonieuse possible.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Augmenter considérablement l'électrification des flottes du gouvernement et des sociétés d'État en se dotant d'objectifs contraignants clairs, en misant sur la sensibilisation et la formation et en proposant un outil de soutien financier adéquat pour les achats et l'infrastructure de recharge associée. Nous encourageons le gouvernement fédéral, ses organismes et les autres paliers de gouvernement à mettre à jour leur approche d'approvisionnement pangouvernementale afin de se concentrer sur l'achat de véhicules publics à émissions quasi nulles ou nulles et sur l'infrastructure et les services associés.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Soutenir le secteur des transports électrifiés en investissant dans la mission de Mobilité électrique Canada afin d'élaborer une stratégie canadienne novatrice en matière de mobilité électrique et de contribuer à développer une industrie dynamique de la chaîne d'approvisionnement en VZE, allant de l'exploitation minière à la mobilité et de la Colombie-Britannique aux Maritimes, en passant par le Nord canadien.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Investir] dans les technologies énergétiques vertes comme les petits réacteurs modulaires, le captage du carbone et les investissements dans les infrastructures vertes, notamment par l'entremise d'améliorations écoénergétiques dans le secteur industriel et commercial.	2022/02/07

FINANCES FÉDÉRALES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Bureau du directeur parlementaire du budget	[Modifier la législation] pour changer la date de publication des comptes publics.	2022/01/31
Campagne 2000	Comme première étape de la mise en place d'un système universel de soins de santé ... [investir] 3,5 milliards de dollars dans les transferts fédéraux annuels aux provinces et aux territoires dans le cadre du plan fédéral de relance après la COVID-19.	2022/02/07
Campagne 2000	Utiliser le Transfert canadien en matière de programmes sociaux pour assurer la suffisance des programmes de revenu en augmentant les investissements de 4 milliards de dollars et en liant les fonds à des normes adéquates, afin de s'assurer que les programmes provinciaux et territoriaux respectent les obligations en matière de droits de la personne.	2022/02/07
Centre canadien de politiques alternatives	Augmenter les transferts en santé [pour qu'il corresponde] à 35 % des coûts totaux des soins de santé dans les provinces.	2022/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Équilibrer le budget en 2023-2024 en réduisant les dépenses de programmes pour qu'elles correspondent aux niveaux des dépenses de [l'année fiscale] 2018-2019, ajustés à la hausse en fonction de l'inflation et de la croissance démographique.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Annuler toutes les hausses de taxes liées à la pandémie [de COVID-19], y compris les taxes sur l'alcool et les charges sociales, et supprimer [les taxes] sur le carbone.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	[Rejeter] toute hausse d'impôts future, notamment l'impôt sur la valeur nette des habitations, la surtaxe annuelle sur les habitations, l'impôt sur la fortune, l'impôt sur les bénéficiaires excédentaires, la taxe sur les produits de luxe, la taxe sur la graisse, le sucre et la viande et l'impôt exigé des personnes non vaccinées.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Abolir toutes les subventions aux entreprises, y compris les subventions directes en espèces, les crédits d'impôt liés à des créneaux, les prêts et les garanties de prêts.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	[Abolir] les subventions accordées aux entreprises par l'intermédiaire des sociétés d'État et des agences de développement régional, et restituer aux contribuables les fonds restants dans ces sociétés.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	[Instaurer] des exigences minimales de transparence concernant les subventions aux entreprises, telles que les montants déboursés ou garantis, le calendrier de remboursement, les montants remboursés, les taux d'intérêt sur les prêts, et produire des rapports fréquents sur les remboursements.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	[Obtenir l'approbation du Parlement avant d'octroyer des subventions aux entreprises].	2022/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	Réduire immédiatement de 25 % l'ensemble du financement gouvernemental accordé aux sociétés d'État.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Établir un plan en vue de supprimer tout financement public à Radio-Canada, à VIA Rail, à Marine Atlantique, à la Commission de la capitale nationale et à Téléfilm Canada.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Cesser les subventions aux médias annoncées dans le budget de 2019	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Réduire le poids de la péréquation dans le but de mettre fin au programme en mettant en œuvre le plan d'élimination progressive de la péréquation sur 20 ans [que propose la Fédération canadienne des contribuables].	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Consulter les provinces sur la péréquation [et légiférer] afin d'obliger le gouvernement à publier tous les documents issus des négociations provinciales sur le site Web du ministère des Finances.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	[Fixer] le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [à leurs niveaux actuels] et plafonner les transferts en fonction du taux annuel d'inflation pour les années à venir.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Mettre fin aux remboursements des dépenses de campagne pour les partis politiques et les candidats, notamment les dépenses de campagne liées aux élections de 2021.	2022/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	[Adopter] une nouvelle règle sur les dépenses en temps de pandémie, selon laquelle toute augmentation des dépenses du gouvernement fédéral en temps de pandémie doit être assortie d'économies proportionnelles ailleurs dans le budget, afin que le montant total des dépenses fédérales reste inchangé.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Fixer une date pour la fin de toutes les dépenses relatives à la [pandémie de] COVID-19.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Instaurer un examen complet des dépenses semblable à celui [des] années 1990.	2022/02/03
Fédération des chambres de commerce du Québec	Continuer [de mettre l'accent sur le] ratio de la dette brute au [produit intérieur brut] afin d'assurer la viabilité à long terme des finances publiques et de l'environnement d'affaires canadien.	2022/01/31
Moodys Private Client LLP	Limiter les dépenses et resserrer ... les politiques monétaires dans l'intérêt de tous les Canadiens.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Indexer le Transfert canadien en matière de santé de 6 % annuellement.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Inclure dans la formule de calcul du Transfert canadien en matière de santé une variable prenant en compte le vieillissement de la population des provinces et territoires.	2022/02/14

GOVERNEMENT FÉDÉRAL

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération canadienne des contribuables	[Annuler] les augmentations salariales accordées à la gouverneure générale et aux [parlementaires] en raison de la pandémie de Covid-19 et ramener la taille du [Conseil des ministres à son niveau de 2015].	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	[Remplacer] la pension annuelle à vie des gouverneurs généraux par [un régime de retraite à contribution déterminé] fondée sur les années de service, et supprimer l'allocation de dépenses lorsqu'un gouverneur général prend sa retraite.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Renoncer à l'augmentation proposée du budget du Sénat et réduire les dépenses au niveau de 2015-2016 en les ajustant en fonction de l'inflation.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Annuler toutes les augmentations salariales accordées [aux fonctionnaires fédéraux] depuis le début de la pandémie [de COVID-19].	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Dresser la liste de tous les employés fédéraux qui reçoivent un salaire annuel supérieur à 100 000 \$.	2022/02/03
Fédération canadienne des contribuables	Réduire les coûts de main-d'œuvre du gouvernement en combinant l'attrition, la suppression d'emplois et la réduction des salaires.	2022/02/03
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Mettre] en œuvre des ententes sur les avantages communautaires (EAC) ou des ententes sur le développement de la main d'œuvre (EDM) pour les projets d'infrastructure du gouvernement fédéral.	2022/02/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Syndicats des métiers de la construction du Canada	[Inclure des] ententes sur les [avantages communautaires] ... dans tous les contrats de construction adjugés par le gouvernement fédéral.	2022/02/07

IMPÔT DES PARTICULIERS ET TAXES À LA CONSOMMATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadians for Affordable Energy	Accorder un remboursement aux Canadiens ... sous forme de remboursement de la TPS ou sous d'autres formes.	2022/02/07
Canadians for Affordable Energy	Envisager ... un moratoire sur toute taxe future sur l'énergie, qu'il s'agisse d'électricité, de gaz naturel, de propane, de diesel ou d'essence. ... [ainsi qu'] un moratoire sur [l'augmentation de] la taxe sur le carbone.	2022/02/07
Fédération canadienne des contribuables	Supprimer le crédit d'impôt pour contributions politiques.	2022/02/03
MNP, s.r.l.	La possibilité de diviser une entreprise familiale entre frères et sœurs prévue dans [le projet de loi C-208] est nécessaire et ... devrait être maintenue.	2022/02/14
MNP, s.r.l.	Les transferts intergénérationnels [devraient] être élargis afin d'inclure, par exemple, la vente d'entreprises entre frères et sœurs. De plus, le traitement du gain en capital sur la vente d'actions devrait être maintenu lorsque l'exonération cumulative des gains en capital n'est pas disponible.	2022/02/14
Moodys Private Client LLP	Abandonner la ... taxe de luxe sur les automobiles, les avions et les bateaux.	2022/02/14

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Moodys Private Client LLP	L'instauration [d'une taxe anti-flip sur les propriétés résidentielles] n'entraînera pas une réduction importante des demandes [d'exemption pour résidence principale]. Cette mesure devrait être abandonnée.	2022/02/14
Moodys Private Client LLP	Ne pas augmenter le taux d'imposition des particuliers.	2022/02/14
Moodys Private Client LLP	Ne pas augmenter le taux d'inclusion des gains en capital.	2022/02/14
Moodys Private Client LLP	Modifier le régime [de l'impôt sur le revenu fractionné].	2022/02/14
Moodys Private Client LLP	Apporter les amendements au projet de loi C-208.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Modifier le crédit pour aidants naturels afin que cette mesure fiscale devienne un crédit d'impôt remboursable.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Mettre en place un crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience.	2022/02/14

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadiens pour une fiscalité équitable	Étudier des moyens que le gouvernement fédéral pourrait employer afin d'inverser la course au nivellement de l'impôt des sociétés vers le bas et qu'il formule des recommandations pour s'assurer que les sociétés, plus particulièrement les grandes, paient leur juste part d'impôt, à l'instar du président américain Joe Biden.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadiens pour une fiscalité équitable	Augmenter de 20 % le taux d'imposition général des sociétés.	2022/02/10
Canadiens pour une fiscalité équitable	Éliminer le traitement fiscal préférentiel pour les fiducies de placement immobilier.	2022/02/10
Conseil canadien des innovateurs	Moderniser l'Incitatif à l'investissement accéléré afin d'inclure les catégories d'actifs technologiques de pointe telles que les logiciels, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle.	2022/02/03
Moodys Private Client LLP	Abroger les [mesures fiscales pour soutenir le journalisme canadien].	2022/02/14

INDUSTRIE ET INNOVATION

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil canadien des innovateurs	Optimiser les bénéfices retirés de la pandémie de COVID-19 en matière de recherche et de développement et [résoudre] la question de la fuite de propriété intellectuelle privée financée par des fonds publics en intensifiant la stratégie nationale en matière de propriété intellectuelle du Canada.	2022/02/03
Conseil canadien des innovateurs	Améliorer la cyber préparation et la résilience numérique du Canada en s'assurant que les entreprises relatives à la cybersécurité à forte croissance au Canada bénéficient d'incitatifs appropriés en matière de talent, de capital, d'approvisionnement, d'exportation et de recherche et de développement.	2022/02/03

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil canadien des innovateurs	[Reformer] les groupes de travail pré-COVID sur la main-d'œuvre, la R-D et le développement des exportations relatifs à la cybersécurité convoqués entre 2017 et 2019.	2022/02/03
Conseil canadien des innovateurs	Soutenir la création de propriétés intellectuelles au Canada en permettant que les coûts liés à la propriété intellectuelle soient reconnus comme des dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental (RS&DE) admissibles [aux fins de l'impôt sur le revenu].	2022/02/03
Conseil canadien des innovateurs	Veiller à ce que le Canada dispose d'un régime concurrentiel d'imposition des particuliers et des sociétés qui encourage les innovateurs nationaux à forte croissance à rester au Canada et à y créer des entreprises.	2022/02/03
Mobilité électrique Canada	Se faire le champion de l'avantage minier du Canada en soutenant l'électrification des sites miniers partout au pays et en favorisant le développement et l'exploitation miniers durables, particulièrement en ce qui concerne les métaux et les minéraux nécessaires à la chaîne d'approvisionnement en VZE au Canada et ailleurs.	2022/02/10
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises	[Favoriser] la proactivité des [communautés] et [utiliser] les réflexes qui ont été développés pendant la pandémie [de Covid-19]. Par exemple, favoriser des circuits courts de consommation, l'achat local et s'assurer que les entrepreneurs puissent développer d'autres types de pratiques et de clientèles, tout en développant d'autres pratiques quotidiennes.	2022/02/03
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises	[Considérer] une certaine décentralisation [par l'intermédiaire du ministère des Finances] en matière d'interventions afin que les agences et les organisations représentées [par la Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises] puissent jouer un plus grand rôle, un rôle plus évident dans les collectivités.	2022/02/03

INFRASTRUCTURE

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Fédération des chambres de commerce du Québec	Aider les entreprises en région à faire avancer les dossiers qui leur sont propres, [comme] les besoins en matière de mobilité durable, de transport en commun et d'électrification des transports, la mise en place, plus tôt que tard, de projets extrêmement structurants comme le train à grande fréquence ... de VIA Rail, et le besoin très pressant d'investissements dans plusieurs aéroports régionaux au Canada.	2022/01/31
Mobilité électrique Canada	<p>Mettre davantage l'accent sur les besoins d'investissement dans l'infrastructure de recharge en :</p> <ol style="list-style-type: none"> Fixant et finançant des objectifs plus élevés sur un an et sur cinq ans pour le déploiement d'un nombre suffisant de stations de recharge pour atteindre les objectifs de vente de VZE du Canada. Se donnant comme objectif de rendre un million de places de stationnement existantes d'immeubles à appartements et à logement en copropriété prêtes pour les VZE d'ici 2030 et en établissant de nouveaux programmes de financement à cette fin. Concentrant les investissements consacrés à la recharge : (i) dans les centres-villes des milieux urbains, où des millions de Canadiens ne peuvent pas recharger leurs VZE à la maison, (ii) dans les localités rurales, éloignées et nordiques, où le déploiement de la recharge peut être moins développé. Accordant la priorité aux investissements dans la recharge en bordure d'autoroute afin de combler les lacunes de l'infrastructure de recharge du Canada le long des corridors de voyage longue distance, et à l'augmentation de la densité de la recharge dans les zones à fort trafic où la demande de recharge augmente le plus rapidement. 	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Incorporer les exigences relatives aux VZE dans le Code national du bâtiment et le Code national de l'énergie pour les bâtiments et/ou soutenir les règlements de zonage municipaux relatifs aux VZE.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Mobilité électrique Canada	Mettre à profit les terrains gouvernementaux sous-utilisés en facilitant la mise en place de « centres de recharge » multifournisseurs, en particulier dans les marchés immobiliers à haute densité et à coût élevé.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Accélérer les délais pour que Mesures Canada permette la facturation basée sur l'énergie pour les services de recharge.	2022/02/10
Mobilité électrique Canada	Inclure l'installation d'un chargeur de VZE ou la préparation aux VZE dans les programmes d'efficacité énergétique afin d'aider les Canadiens qui vivent dans de vieilles maisons à s'adapter aux besoins en électricité des VZE.	2022/02/10
Syndicats des métiers de la construction du Canada	Éliminer [les obstacles] qui existe[nt] actuellement entre les [différents paliers de gouvernement] afin que l'argent destiné aux projets d'infrastructure circule plus facilement et plus rapidement.	2022/02/07

LOGEMENT

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	[Renforcer] les engagements de la Stratégie nationale sur le logement (SNL) pour mettre fin aux besoins impérieux en matière de logement et à l'itinérance.	2022/02/07
Campagne 2000	[Doublé] l'investissement fédéral dans l'allocation canadienne pour le logement ... afin de le porter à 8 milliards de dollars.	2022/02/07
Campagne 2000	[Instaurer] une allocation de soutien aux locataires à faible revenu qui ont accumulé des arriérés de loyer durant la pandémie.	2022/02/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	Créer un nouveau fonds de logement de 100 millions de dollars pour aider toutes les victimes de la récupération [de la Prestation canadienne d'urgence] à garder leur logement.	2022/02/07
Institut C.D. Howe	Encourager les différents niveaux de gouvernement à améliorer leurs processus d'approbation, leurs règles en matière de densité de logement et la façon dont ils perçoivent les frais de développement.	2022/02/03

PEUPLES AUTOCHTONES

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	[Affecter] des fonds ... pour mettre immédiatement en application la décision du Tribunal canadien des droits de la personne (TCDP) portant que a) le financement des services de protection de l'enfance dans les réserves soit équitable; b) le principe de Jordan et le Plan de Spirit Bear soient appliqués intégralement.	2022/02/07
Campagne 2000	[Affecter] des fonds ... à la mise en œuvre intégrale des 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi que des 231 appels à la justice de l' <i>Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées</i> .	2022/02/07
Campagne 2000	[Prendre l'] engagement ... de mettre en œuvre une quatrième stratégie d'habitation pour Autochtones en milieu urbain et rural.	2022/02/07
Carol Anne Hilton (à titre personnel)	Tenir compte [des 12] leviers de la structure économique autochtone et investir dans ces derniers, en arrêtant de mettre uniquement l'accent sur les programmes et les services.	2022/02/14
Carol Anne Hilton (à titre personnel)	Envisager d'investir dans les structures, les systèmes et les outils, et créer un espace économique propre au leadership autochtone.	2022/02/14

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Commission de la fiscalité des premières nations	[Modifier] la <i>Loi sur la gestion financière des premières nations</i> (LGFPN) afin de créer un Institut des infrastructures des Premières Nations (IIPN) cette année.	2022/02/10
Commission de la fiscalité des premières nations	Modifier la LGFPN afin d'améliorer le mandat des institutions créées par cette loi, d'appuyer la publication d'un plus grand nombre de renseignements statistiques relatifs à la loi et de fournir un financement législatif à ces institutions.	2022/02/10
Commission de la fiscalité des premières nations	Appuyer l'inclusion de la taxe de vente sur le carburant, l'alcool, le cannabis et le tabac en tant que nouveau pouvoir financier en vertu de la LGFPN.	2022/02/10
Commission de la fiscalité des premières nations	[Appliquer] le cadre amélioré de la LGFPN, qui inclura l'IIPN, pour appuyer la monétisation des principaux transferts de capitaux et l'établissement d'un cadre de gestion des risques renforcé qui réduira les primes d'assurance des nations autochtones intéressées	2022/02/10
Commission de la fiscalité des premières nations	Appuyer les modifications [à la LGFPN] qui permettront d'améliorer l'accès [des Premières nations] aux capitaux, de faciliter l'exercice des compétences des Premières nations et de renforcer notre capacité et nos ressources en matière d'innovation. Il faut nous confier un pouvoir décisionnel.	2022/02/10
Commission de la fiscalité des premières nations	Continuer d'appuyer l'évolution d'une relation financière fédérale-provinciale fondée sur les recettes en élargissant les pouvoirs financiers des Premières Nations dans le cadre de la LGFPN pour la taxe de vente sur les produits et services des Premières Nations et d'autres taxes sur le cannabis, le tabac, le carburant et l'alcool.	2022/02/10
Commission de la fiscalité des premières nations	Appuyer l'élaboration d'un cadre de registre et de titres fonciers autochtones pour les ajouts aux réserves, comme l'a proposé le Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Institut Macdonald-Laurier	Réduire la pauvreté dans les communautés autochtones en investissant dans ces communautés en leur permettant de déterminer comment ces fonds sont utilisés.	2022/02/10

RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Brian J. Arnold (à titre personnel)	Annuler les consultations sur la [règle générale anti-évitement] et procéder à la modification de la [règle générale anti-évitement] afin de la rendre plus efficace.	2022/02/14
Brian J. Arnold (à titre personnel)	Si le ministère des Finances insiste pour aller de l'avant avec ses consultations sur la [règle générale anti-évitement], je lui suggérerais alors ... de le faire immédiatement.	2022/02/14
Campagne 2000	[Prendre] des mesures pour combler l'écart croissant des revenus et générer des revenus pour financer les programmes de réduction de la pauvreté (élimination des échappatoires fiscales et des paradis fiscaux; imposition de la richesse extrême; impôt sur les profits excessifs, et notamment les gains exceptionnels associés à la pandémie).	2022/02/07
Canadiens pour une fiscalité équitable	Entreprendre un examen public pour déterminer les dépenses fiscales fédérales, les échappatoires fiscales et les autres mécanismes d'évitement fiscal dont profitent tout particulièrement les personnes à revenu élevé, les particuliers fortunés et les grandes sociétés, et formuler des recommandations en vue de les éliminer ou de les limiter.	2022/02/10
Canadiens pour une fiscalité équitable	Examiner d'autres mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour réduire les inégalités de la richesse et des revenus dans le système fiscal, tout en générant des revenus supplémentaires afin de financer l'amélioration des services publics.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Canadiens pour une fiscalité équitable	Examiner comment le gouvernement fédéral et les provinces pourraient distribuer plus efficacement les nombreuses prestations offertes dans le cadre de l'infrastructure du régime des impôts et des prestations de l'Agence du revenu du Canada après la pandémie, notamment en mettant en œuvre des services gratuits et automatisés de production des déclarations.	2022/02/10
Canadiens pour une fiscalité équitable	Entreprendre un vaste examen des méthodes qui permettraient au gouvernement fédéral d'accroître considérablement la quantité, la précision, la qualité et la rapidité de l'information accessible au public sur la situation financière des particuliers, des sociétés et des fiducies, y compris sur la propriété, les actifs, le revenu et les impôts payés.	2022/02/10
Canadiens pour une fiscalité équitable	Continuer à promouvoir la transparence des entreprises. ... [Un] registre public des propriétaires bénéficiaires est une autre étape importante. L'étape suivante consisterait à rendre publics les rapports financiers des grandes sociétés transnationales, par pays.	2022/02/10
Fédération canadienne des contribuables	[Retirer] l'obligation de déclarer la vente de son habitation à l'Agence du revenu du Canada.	2022/02/03

REVENU DE RETRAITE ET AÎNÉS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	[Annuler] les réductions du Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées [à faible revenu] qui ont touché la [Prestation canadienne d'urgence].	2022/02/07
Campagne 2000	[Débloquer immédiatement les] fonds qui ont été réservés dans la [Mise à jour économique et budgétaire de 2021] pour rembourser les aînés qui ont perdu le [Supplément de revenu garanti].	2022/02/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Campagne 2000	Verser immédiatement une aide d'urgence de 2 500 \$ [aux aînés qui ont perdu le Supplément de revenu garanti].	2022/02/07
Etobicoke Services for Seniors	Appuyer une campagne de sensibilisation du public afin de sensibiliser tous les Canadiens au secteur des soins à domicile et des soins communautaires, plus précisément ... ce que [les organismes de soins à domicile et communautaires font] ... pourquoi [elles le font et la façon d'y accéder].	2022/02/07
Réseau FADOQ	Rehausser minimalement de 50 \$ par mois par aîné la somme octroyée par le biais du Supplément de revenu garanti.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Augmenter de 10 % le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse pour l'ensemble des aînés admissibles à ce programme.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Prolonger à une durée de trois mois les sommes versées par le biais de la Sécurité de la vieillesse à un individu décédé au profit du conjoint survivant.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Réviser la méthode d'indexation du programme de la Sécurité de la vieillesse afin de prendre en compte la croissance des salaires au Canada.	2022/02/14
Réseau FADOQ	Instaurer un régime d'assurance fonds de pension pour les régimes de retraite sous juridiction fédérale.	2022/02/14

SANTÉ

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association canadienne pour la santé mentale	Investir 57 millions de dollars directement dans les services et les programmes communautaires de santé mentale de base.	2022/01/31
Association canadienne pour la santé mentale	[Investir] pour la construction de 50 000 logements supervisés et de 300 000 logements coopératifs très abordables, sans but lucratif et hors marché afin que les personnes aux prises avec des problèmes de santé et de toxicomanie puissent se rétablir dans un endroit sûr.	2022/01/31
Association canadienne pour la santé mentale	[Augmenter] le financement des initiatives de santé mentale sous la responsabilité des Autochtones, [y compris le doublement du] budget de l'Initiative sur les ressources humaines en santé autochtone.	2022/01/31
Centre canadien de politiques alternatives	[Établir] une stratégie fédérale en milieu de travail pour les travailleurs de la santé.	2022/02/03
Centre canadien de politiques alternatives	Instaurer de nouvelles normes nationales pour garantir que les personnes âgées bénéficient de soins de santé universels, publics, complets et transférables, et faire en sorte que les nouveaux fonds fédéraux offerts aux provinces soient assujettis à ces conditions.	2022/02/03
Fédération des chambres de commerce du Québec	[Réviser] les changements proposés au Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés ... avec les partenaires de l'industrie.	2022/01/31

SOUTIEN TEMPORAIRE POUR LES ORGANISATIONS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Apporter un soutien financier limité et nuancé aux entreprises touristiques et événementielles dont les pertes de revenus de septembre 2021 à mai 2022 sont supérieures à 40 %.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	Maintenir les taux du Programme de relance pour le tourisme et l'accueil (PRTA) à leur niveau actuel et prolonger le programme jusqu'en septembre 2022, et faire passer de 40 % à 25 % l'exigence du PRTA en matière de perte de revenus pour le mois en cours.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	Modifier le [Programme de relance pour le tourisme et l'accueil] afin de permettre à toutes les entreprises saisonnières d'y avoir accès.	2022/02/10
Fédération canadienne des contribuables	Exiger de tous les partis politiques qu'ils remboursent la subvention salariale fédérale.	2022/02/03
Fédération des chambres de commerce du Québec	Mettre en place les conditions nécessaires pour une relance économique robuste des entreprises en évitant une quelconque hausse d'impôt dans les prochaines années et en continuant de soutenir financièrement les entreprises qui sont dans des secteurs qui peinent encore à se remettre de la situation.	2022/01/31
Festivals et événements majeurs Canada	Reporter la [date de] fin [de l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements] du 31 mars 2023 au 31 mars 2024.	2022/02/07

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Festivals et événements majeurs Canada	Prolonger [tous les programmes, incluant le Fonds pour la réouverture des organismes du patrimoine, le Fonds de relance pour le secteur des arts, de la culture, du patrimoine et du sport, l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements et les mesures incluses dans la <i>Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19</i> , jusqu'à ce que les restrictions liées à la COVID-19 puissent être levées en toute sécurité], avec des enveloppes augmentées au prorata et des ajustements ... [et] ajouter 100 millions de dollars [à l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements] ... tout en en élargissant le programme aux événements moins grands.	2022/02/07

SYSTÈMES FINANCIERS ET DE PAIEMENTS

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Conseil canadien des innovateurs	Donner suite aux résultats des consultations menées par Finances Canada en 2020 sur les finances axées sur les clients, établir un calendrier précis pour la mise en œuvre de la [législation] et désigner un responsable gouvernemental chargé du [projet].	2022/02/03
Institut C.D. Howe	Aller de l'avant avec le système bancaire ouvert et mettre en œuvre les recommandations formulées par le Comité consultatif sur le système bancaire ouvert.	2022/02/03
Tahinis Restaurants	[Offrir] des incitatifs financiers aux producteurs énergétiques pour le minage de bitcoins avec [de] l'énergie excédentaire.	2022/01/31
Tahinis Restaurants	Intégrer l'ensemble de nos banques, de nos entreprises de technologie financière, de nos compagnies d'assurances et de nos firmes technologiques en misant sur [le Bitcoin].	2022/01/31
Tahinis Restaurants	[Établir] une réglementation claire pour l'industrie du bitcoin et [améliorer] nos règles comptables pour favoriser l'innovation, plutôt que d'y faire obstacle.	2022/01/31

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Tahinis Restaurants	[Faire] du bitcoin une monnaie ayant cours légal chez nous parallèlement au dollar canadien qui fait notre fierté.	2022/01/31
Tahinis Restaurants	[Emprunter] 10 milliards de dollars à la Banque du Canada pour acheter des bitcoins.	2022/01/31

TOURISME

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Élaborer une stratégie pancanadienne globale pour la main-d'œuvre du secteur touristique qui soit complémentaire aux nouveaux investissements en marketing et aux autres efforts de relance.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	En consultation avec RH Tourisme Canada, effectuer un examen complet de tous les programmes actuels d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) afin de cerner les possibilités et d'harmoniser les politiques qui fonctionneront pour le tourisme, et de créer un parcours d'immigration précis pour le secteur.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	Offrir une mesure fiscale d'incitation aux Canadiens pour l'exercice de 2022-2023 afin qu'ils voyagent localement ou au Canada, faire des investissements pour rétablir la confiance des consommateurs.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	Fournir un échéancier clair pour l'élimination des restrictions de voyage, y compris le retrait de toutes les exigences en matière de dépistage et d'isolement, ainsi que des avertissements généraux aux voyageurs.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	S'assurer que [l'Agence des services frontaliers du Canada] dispose de suffisamment de ressources pour répondre efficacement aux exigences liées à la COVID-19 dans le cas des voyageurs qui traversent la frontière entre l'Alaska et le Yukon.	2022/02/10

Nom du témoin	Proposition	Date de comparution
Association de l'industrie touristique du Canada	Veiller à ce que les voyageurs aient accès à Internet dans les endroits éloignés afin qu'ils puissent utiliser l'application ArriveCAN requise, notamment à la frontière Skagway-Fraser.	2022/02/10
Association de l'industrie touristique du Canada	Rétablir la confiance des consommateurs et faire du Canada une destination touristique de choix en redoublant d'efforts pour promouvoir les offres exceptionnelles du Canada dans le monde. À cet égard, il faudrait prévoir des investissements pour créer de nouvelles initiatives qui favoriseront la construction de l'infrastructure de destination et le développement de nouveaux produits.	2022/02/10
Festivals et événements majeurs Canada	[Créer] un nouveau programme « complémentaire » du côté de Développement économique (et des agences) qui soutiendra les festivals et événements en vertu de leur apport au tourisme et à l'économie, tout particulièrement [ceux] qui ne sont pas « culturels » et ne sont pas soutenus par Patrimoine canadien, et en y consacrant [un financement annuel de] 25 [millions de dollars].	2022/02/07

ANNEXE B

MÉMOIRES SOUMIS EN LIGNE POUR LES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN VUE DU BUDGET DE 2022

Voici une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont soumis un mémoire pour les consultations prébudgétaires en vue du budget de 2022. Pour accéder à ces documents, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET PÊCHES

Association canadienne des éleveurs de bovins

Aliments et boissons Canada

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne du gaz

Association des transformateurs laitiers du Canada

Association nationale des engraisseurs de bovins

Cider Canada

Commission des pêcheries des Grands Lacs

Conseil canadien de l'horticulture

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil des Doyens — Agriculture, alimentation et médecine vétérinaire

CropLife Canada

Elevate Policy

Équiterre

Fédération canadienne de l'agriculture

Les Producteurs d'œufs du Canada

Les Producteurs de poulet du Canada

Les Producteurs laitiers du Canada

Mars Canada

Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada

Protein Industries Canada

Sollio Groupe coopératif

Union des producteurs agricoles

Vignerons Canada

Wild Salmon Forever

ARTS, CULTURE ET LANGUES

Assemblée de la francophonie de l'Ontario

Association des architectes paysagistes du Canada

Association des musées de l'Ontario

Association des professionnels de l'éducation musicale

Canadian Independent Music Association

Canadian Live Music Association

Canadore College

Conseil des bibliothèques urbaines du Canada

Conseil provincial du secteur des communications du Syndicat canadien de la fonction publique

Éditeurs de musique au Canada

Fédération canadienne des associations de bibliothèques

Fédération canadienne des contribuables

Fédération canadienne des métiers d'art

Fédération culturelle canadienne-française

Fédération des sciences humaines

Fédération nationale des communications et de la culture

Festivals et événements majeurs Canada

Fondation Vimy

Fonds Shaw-Rocket

Galleries Ontario

Guilde canadienne des réalisateurs

Guilde des compositeurs canadiens de musique à l'image

Institut national canadien pour les aveugles
L'Alliance interactive canadienne
Médias d'Info Canada
Music Canada
Orchestres Canada
Professional Association of Canadian Theatres
Sentier transcanadien
Société canadienne de perception de la copie privée
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique
Toronto Star
Unifor
Université Queen's
Vancouver Art Gallery
Writers' Union of Canada

ASSURANCE-MÉDICAMENTS

Alliance de la fonction publique du Canada
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des pharmacies de quartier
Association nationale des retraités fédéraux
Association pulmonaire du Canada
Canexia Health
Collège des médecins de famille du Canada
Confédération des syndicats nationaux
Conference for Advanced Life Underwriting
Drodge, Catherine
Eli Lilly Canada Inc.
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
Fondation pour une santé résiliente
Forum canadien des innovateurs spécialisés dans les maladies rares
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
McKesson Canada
Médecins sans frontières Canada
Médicaments novateurs Canada
Merck Canada
Société canadienne de la sclérose en plaques
Unifor

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Aliments et boissons Canada
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de normalisation
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des coopératives financières
Association médicale canadienne
CanAge
Chambre de commerce du Canada
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Comptables professionnels agréés Canada
Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Éditeurs de musique au Canada
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fidelity Investments Canada ULC
Financière Manuvie
Hydroélectricité Canada

Imperial Tobacco Canada Limited
Institut économique de Montréal
Intuit Canada
Maison Passive Canada
Mars Canada
Mattamy Asset Management Inc.
Merck Canada
Momentum
National Trade Contractors Council of Canada
Novo Nordisk Canada
Option consommateurs
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Professionnels hypothécaires du Canada
Protein Industries Canada
Restaurants Canada

COMMERCE

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne des éleveurs de bovins
Association canadienne des producteurs d'acier
Association des explorateurs et des producteurs du Canada
Association des transformateurs laitiers du Canada
Association frontière hors taxe
Association nucléaire canadienne
Enbridge Inc.
Hydroélectricité Canada
Les Producteurs d'œufs du Canada
Les Producteurs de poulet du Canada
Les Producteurs laitiers du Canada
Lunar Water Supply Company

Manufacturiers et Exportateurs du Canada
National Marine Manufacturers Association
Teck Resources Limited
Union des producteurs agricoles
UPS Canada

ÉDUCATION

Alliance de la fonction publique du Canada
Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Collège Frontière
Collèges canadiens pour une relance résiliente
Collèges de l'Ontario
Consortium canadien pour la recherche
Dialogue Sciences & Politiques
École de technologie supérieure
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération des sciences humaines
Fiducie nationale du Canada
Institut national de la recherche scientifique
Institut universitaire de technologie de l'Ontario
International Association of Heat and Frost Insulators and Allied Workers
Momentum
Ouverture/Technologies en Éducation, dans la Société et pour l'avancement des Savoirs
Polytechnics Canada
Saskatchewan Polytechnic
Société canadienne de science de laboratoire médical
Société canadienne pour les biosciences moléculaires

Thompson Rivers University Students' Union

U15 Regroupement des universités de recherche du Canada (Mémoire conjoint)

Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities

Université Dalhousie

Université de Calgary

Université de la Colombie-Britannique

Université de Montréal

Université de Victoria

Université de York

Université du Manitoba

Université du Nouveau-Brunswick

Université du Québec à Trois-Rivières

Université MacEwan

Université McGill

Université McMaster

Université Queen's

Université Simon Fraser

Universités Canada

Waterloo Undergraduate Student Association

EMPLOI ET MAIN-D'ŒUVRE

Aliments et boissons Canada

Alliance de la fonction publique du Canada

Association canadienne de l'industrie touristique du Canada

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association canadienne du capital de risque et d'investissement

Association de vente directe du Canada

Association des architectes paysagistes du Canada

Association of Canadian Independent Travel Advisors

Chambre de commerce du Canada
Collèges et instituts Canada
Comptables professionnels agréés Canada
Confédération des syndicats nationaux
Conseil canadien de l'horticulture
Conseil canadien des innovateurs
Conseil ontarien des organismes de services aux immigrants
Conseil provincial du secteur des communications du Syndicat canadien de la fonction publique
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des métiers d'art
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Income Security Advocacy Centre
Initiative du Siècle
La coopérative Aliments Gay Lea Ltée.
Manufacturiers et Exportateurs du Canada
Momentum
Polytechnics Canada
Prepr Foundation
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Réseau canadien de développement économique communautaire
Réseau FADOQ
Restaurants Canada
SEIU Healthcare
Société canadienne de la sclérose en plaques
Society of Composers, Authors and Music Publishers of Canada
SoinsSantéCAN
Sollio Groupe coopératif
Sysco Canada

Thompson Rivers Université Students' Union
Toronto Arts Council
Unifor
Union internationale des opérateurs de machines lourdes
United Way Centraide Canada
Waterloo Undergraduate Student Association
Yee, Jenny
YWCA Canada

ÉNERGIE

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel
Alliance de la fonction publique du Canada
Association canadienne de l'électricité
Association canadienne de l'industrie touristique du Canada
Association canadienne des constructeurs d'habitations
Association canadienne des pipelines d'énergie
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association canadienne du gaz
Association canadienne du propane
Association des explorateurs et des producteurs du Canada
Association nucléaire canadienne
ChargePoint Canada Inc.
Collèges de l'Ontario
Comptables professionnels agréés Canada
Covenant Energy
Enbridge Inc.
Energy Storage Canada
Équiterre
Fondation pour une santé résiliente
General Fusion

Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Institut universitaire de technologie de l'Ontario
International Association of Heat and Frost Insulators and Allied Workers
Isaacs, Paul
Les producteurs laitiers du Canada
Maison Passive Canada
Marine Renewables Canada
Mattamy Asset Management Inc.
Mobilité électrique Canada
Ontario Power Generation
Polytechnics Canada
Prepr Foundation
Réseau FADOQ
Restaurants Canada
SEIU Healthcare
Society of Composers, Authors and Music Publishers of Canada
Sollio Groupe coopératif
Sysco Canada
Thompson Rivers Université Students' Union
Toronto Arts Council
Unifor
Union internationale des opérateurs de machines lourdes
United Way Centraide Canada
Waterloo Undergraduate Student Association
Yee, Jenny
YWCA Canada

ENFANCE, FAMILLES ET POLITIQUES SOCIALES

Alliance de la fonction publique du Canada
Association nationale des retraités fédéraux

Centres communautaires d'alimentation du Canada
Chambre de commerce du Canada
Coalition Canada – revenu de base
Covenant House Vancouver
Directeurs de pédiatrie du Canada
Drodge, Catherine
Elevate Policy
Fédération canadienne des contribuables
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fondation canadienne des femmes
Mentor Canada
Momentum
Fondation pour la santé résiliente
Fondations communautaires du Canada
Galleries Ontario
Guilde canadienne des réalisateurs
IKEA Canada
Imagine Canada
Income Security Advocacy Centre
Initiative du Siècle
Kids First Parent Association of Canada
Les enfants d'abord Canada
Nutrition International
Option consommateurs
Orthophonie et audiologie Canada
Oxfam-Québec
Partenariat en éducation
Prospérité Canada
Région de Waterloo
UNICEF Canada

United Way Centraide Canada

United Way Centraide Est de l'Ontario

Wellesley Institute

YMCA Canada

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel

Association canadienne de l'industrie de la chimie

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des constructeurs de véhicules

Association canadienne des éleveurs de bovins

Association canadienne des producteurs d'acier

Association canadienne du propane

Association des architectes paysagistes du Canada

Association des explorateurs et des producteurs du Canada

Association des microbrasseries canadiennes

Association des produits forestiers du Canada

Association minière du Canada

Bureau d'assurance du Canada

Centre de recherche sur les espèces envahissantes

Chambre de commerce du Canada

ChargePoint Canada Inc.

Collèges de l'Ontario

Collèges et instituts Canada

Comptables professionnels agréés Canada

Conservation de la nature Canada

Coopération Canada (Mémoire conjoint)

Croix-Rouge canadienne

CropLife Canada

École de technologie supérieure

Enbridge Inc.
Energy Storage Canada
Équiterre
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne des coopératives de travail
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des municipalités
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Fiducie nationale du Canada
Fondation pour une santé résiliente
GHGSat Inc.
Groupe Desjardins
Guilde canadienne des réalisateurs
Hydroélectricité Canada
IKEA Canada
Ingénieurs Canada
Institut royal d'architecture du Canada
Les Producteurs d'œufs du Canada
Maison Passive Canada
Manufacturiers et Exportateurs du Canada
Marine Renewables Canada
Mars Canada
Mobilité électrique Canada
Nelson, Jess
Oxfam-Québec
Partenariat pour une forêt en santé
Protein Industries Canada
Quality Urban Energy Systems of Tomorrow
Région de Waterloo

Réseau canadien de l'environnement

Sysco Canada

Teck Resources Limited

Unifor

Université de Victoria

Université McGill

Université McMaster

Université Queen's

UPS Canada

Vancouver Fraser Port Authority

Ville de Vancouver

ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION

Alliance de la fonction publique du Canada

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Association chiropratique canadienne

Association de vente directe du Canada

Canadian Independent Music Association

Centre for Sexuality

Conseil des bibliothèques urbaines du Canada

Conseil ontarien des organismes de services aux immigrants

Covenant House Vancouver

Dialogue Sciences & Politiques

Drodge, Catherine

Elevate Policy

Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada

Fédération canadienne des associations de bibliothèques

Fédération canadienne des femmes diplômées des universités

Fédération canadienne des métiers d'art

Fédération des sciences humaines

Femmes et sports au Canada
Fondation canadienne des femmes
Fondations communautaires du Canada
Fonds pour l'accessibilité de la radiodiffusion
Habitat pour l'Humanité Canada
Inclusion Canada
Income Security Advocacy Centre
Ingénieurs Canada
Institut national canadien pour les aveugles
International Downtown Association of Canada
JDRF Canada
Kids First Parent Association of Canada
Ontario Bioscience Innovation Organization
Professional Association of Canadian Theatres
Région de Waterloo
Réseau canadien de développement économique communautaire
Société canadienne de la sclérose en plaques
Olympiques spéciaux Canada
Startup Canada
Université de l'EADO
Wellesley Institute
YWCA Canada

FINANCES FÉDÉRALES

Association canadienne des soins de longue durée
Association médicale canadienne
Chambre de commerce du Canada
Coalition Canada revenu de base
Comptables professionnels agréés Canada
Confédération des syndicats nationaux

Eli Lilly Canada Inc.
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des contribuables
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Institut économique de Montréal
La base entrepreneuriale — HEC Montréal
Mattamy Asset Management Inc.
Polito, Joseph
Progressive Money Canada
Réseau FADOQ
SEIU Healthcare
SoinsSantéCAN
United Way Centraide Canada
Université du Nouveau-Brunswick

FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Association de vente directe du Canada
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Canadian Independent Music Association
Chambre de commerce du Canada
Collège Frontière
Collèges canadiens pour une relance résiliente
Collèges de l'Ontario
Collèges et instituts Canada
Conseil canadien des innovateurs
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada

Fédération canadienne des métiers d'art
Initiative du Siècle
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Institut national de la recherche scientifique
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
International Association of Heat and Frost Insulators and Allied Workers
National Trade Contractors Council of Canada
Polytechnics Canada
Prepr Foundation
Région de Waterloo
Société canadienne des directeurs d'association
Sustainable Forestry Initiative
Toronto Star
Union internationale des opérateurs de machines lourdes
Université Dalhousie
Université de l'EADO
Université du Manitoba

IMPÔT DES PARTICULIERS

Alliance de la fonction publique du Canada
Association canadienne du capital de risque et d'investissement
Conference for Advanced Life Underwriting
Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
International Association of Heat and Frost Insulators and Allied Workers
Momentum
Réseau FADOQ
Single Seniors for Tax Fairness
Toronto Star
Unifor

Union des producteurs agricoles

Union internationale des opérateurs de machines lourdes

IMPÔT DES SOCIÉTÉS

Alliance de la fonction publique du Canada

Association canadienne de l'électricité

Association canadienne de l'industrie de la chimie

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association dentaire canadienne

Association des chemins de fer du Canada

Canadiens pour une fiscalité équitable

Confédération des syndicats nationaux

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Conseil provincial du secteur des communications du Syndicat canadien de la fonction publique

Coopératives et mutuelles Canada

Electronic Transactions Association

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération nationale des communications et de la culture

Fiducie nationale du Canada

Maison Passive Canada

Marine Renewables Canada

Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

Union des producteurs agricoles

INDUSTRIE ET INNOVATION

Aliments et boissons Canada

Alliance de la fonction publique du Canada

Association canadienne de l'industrie de la chimie

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des éleveurs de bovins

Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association canadienne du capital de risque et d'investissement
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des explorateurs et des producteurs du Canada
Association des industries aérospatiales du Canada
Canadian Glycomics Network
Collèges et instituts Canada
Confédération des syndicats nationaux
Conseil canadien de l'horticulture
Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques
Conseil canadien des innovateurs
Coopératives et mutuelles Canada
D-Wave Systems Inc.
École de technologie supérieure
Evidence for Democracy
Fédération canadienne des coopératives de travail
Fonds Shaw-Rocket
General Fusion
GHGSat Inc.
Institut de la propriété intellectuelle du Canada
Institut économique de Montréal
Institut national de la recherche scientifique
Institut universitaire de technologie de l'Ontario
La coopérative Aliments Gay Lea Ltée.
Lunar Water Supply Company
Manufacturiers et Exportateurs du Canada
MDA
Medtech Canada
Mobilité électrique Canada

Ontario Bioscience Innovation Organization

Ontario Power Generation

Ouverture/Technologies en Éducation, dans la Société et pour l'avancement des Savoirs

Polytechnics Canada

Protein Industries Canada

Région de Waterloo

Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

Réseau canadien de développement économique communautaire

SecureKey Technologies Inc.

Startup Canada

Takeda Canada

Tech-Accès Canada

U15 Regroupement des universités de recherche du Canada (Mémoire conjoint)

Université Dalhousie

Université de Calgary

Université de la Colombie-Britannique

Université de Montréal

Université de Victoria

Université du Manitoba

Université du Nouveau-Brunswick

Université du Québec à Trois-Rivières

Université MacEwan

Université McGill

Université McMaster

Université Queen's

Université Simon Fraser

Universités Canada

INFRASTRUCTURE

Alliance de la fonction publique du Canada

Association canadienne de normalisation
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des travaux publics
Association canadienne du gaz
Association canadienne du transport urbain
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des chemins de fer du Canada
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet
Confédération des syndicats nationaux
Conseil canadien du ski
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne des municipalités
Fédération des chambres de commerce du Québec
Fiducie nationale du Canada
Ingénieurs Canada
Initiative du Siècle
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Institut national de la recherche scientifique
Institut royal d'architecture du Canada
Medtech Canada
Merck Canada
Mobilité électrique Canada
National Marine Manufacturers Association
National Trade Contractors Council of Canada
Pembroke and Area Airport
Prince Rupert Port Authority
Quantity Surveyors Association Canada
Région de Waterloo
Rural Municipalities of Alberta

SoinsSantéCAN

Tennis Canada

Unifor

Union internationale des opérateurs de machines lourdes

Université de la Colombie-Britannique

Vancouver Fraser Port Authority

Ville de Vancouver

LOGEMENT

Association canadienne de l'immeuble

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association canadienne pour la santé mentale

Covenant House Vancouver

Fédération canadienne des municipalités

First Unitarian Church of Hamilton

Habitat pour l'Humanité Canada

Inclusion Canada

Initiative du Siècle

L'Œuvre des manoirs Ronald MacDonald

Maison Passive Canada

Mattamy Asset Management Inc.

Metro Vancouver Regional District

Nübuild

Option consommateurs

Polito, Joseph

Professionnels hypothécaires du Canada

Région de Waterloo

Thompson Rivers Université Students' Union

United Way Centraide Canada

Ville de Vancouver

Wellesley Institute

YWCA Calgary

MINES ET FORÊTS

Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs

Association des produits forestiers du Canada

Association minière du Canada

Canadian Space Mining Corporation

Canadian Space Resources Association

Chambre de commerce du Canada

Conseil canadien du bois

Interstellar Mining Inc

Mobilité électrique Canada

Sustainable Forestry Initiative

Teck Resources Limited

Watts, Griffis and McOuat Limited

MINISTÈRES FÉDÉRAUX ET FONCTION PUBLIQUE

Alliance de la fonction publique du Canada

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

Association canadienne des coopératives financières

Association canadienne des producteurs d'acier

Association canadienne des travaux publics

Association des produits forestiers du Canada

Autorité canadienne pour les enregistrements Internet

CanAge

Collège Frontière

Conseil canadien du bois

Consortium canadien pour la recherche

Coopératives et mutuelles Canada

DEW Engineering and Development ULC

Elevate Policy

Evidence for Democracy

Fédération canadienne des associations de bibliothèques

Fondations communautaires Canada

GHGSat Inc.

Habitat pour l'Humanité Canada

Imagine Canada

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Institut royal d'architecture du Canada

International Association of Heat and Frost Insulators and Allied Workers

Intuit Canada

La coopérative Aliments Gay Lea Ltée.

MDA

Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés

ORGANISMES CARITATIFS ET SANS BUT LUCRATIF

Asper Foundation

Communautés, alliances et réseaux

Conseil ontarien des organismes de services aux immigrants

Covenant House Vancouver

Embrace Health Foundation

Fédération nationale des communications et de la culture

Fondations communautaires du Canada

Fondations philanthropiques Canada

Geoscience BC

Habitat pour l'humanité Canada

Imagine Canada

Institut international du développement durable

Jewish Foundation of Manitoba

Johnson, Donald K.

LEAP Pecaut Centre for Social Impact
Mobilité électrique Canada
Œuvre des manoirs Ronald McDonald Canada
Option consommateurs
ParticipACTION
Réseau canadien de l'environnement
Réseau du développement des collectivités du Canada
Société canadienne des directeurs d'association
Tennis Canada
United Way Centraide Canada
United Way Centraide de l'Est de l'Ontario
Vaincre la cécité Canada
YMCA Canada
YWCA Canada

PEUPLES AUTOCHTONES

Alliance de la fonction publique du Canada
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne pour la santé mentale
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des paramédics du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association médicale canadienne
Association minière du Canada
Association nationale des centres d'amitié
Campagne Moose Hide
Centre national pour la vérité et la réconciliation
Coalition Canada revenu de base
Collège des médecins de famille du Canada

Collèges et instituts Canada
Commission de la fiscalité des premières nations
Communautés, alliances et réseaux
Congrès des peuples autochtones
Covenant House Vancouver
Croix-Rouge canadienne
Diabète Canada
Directeurs de pédiatrie du Canada
Enbridge Inc.
Enfants d'abord Canada
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération des sciences humaines
Fiducie nationale du Canada
Fondation canadienne des femmes
Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
Fondations communautaires du Canada
Indspire
Ingénieurs Canada
Initiative du Siècle
Institut national de la recherche scientifique
Institut royal d'architecture du Canada
Miziwe Biik Aboriginal Employment and Training
New Relationship Trust
Région de Waterloo
Ridley Terminals Inc.
SSi Canada
Sustainable Forestry Initiative
TC Énergie

Tech-Accès Canada
Teck Resources Limited
Thompson Rivers Université Students' Union
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities
Unifor
Université de Victoria
Université du Manitoba
Ville de Vancouver
Waterloo Undergraduate Student Association

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Collèges et instituts Canada
Coopération Canada (Mémoire conjoint)
Croix-Rouge canadienne
Jatoi Maryam
Les Producteurs d'œufs du Canada
Médecins sans frontières Canada
Résultats Canada
Sairuv, Farista
Solutions à la pauvreté mondiale
UNICEF Canada
Yee, Jenny

RÉFORME FISCALE ET CONFORMITÉ

Alliance de la fonction publique du Canada
Canadiens pour une fiscalité équitable
Chambre de commerce du Canada
Comptables professionnels agréés Canada
Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs
Fédération canadienne des coopératives de travail
Imperial Tobacco Canada Limited

Institut professionnel de la fonction publique du Canada

Solutions à la pauvreté mondiale

Unifor

RÉGIONS RURALES, ÉLOIGNÉES ET NORDIQUES

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des constructeurs d'habitations

Association canadienne des éleveurs de bovins

Association de vente directe du Canada

Association des paramédics du Canada

Association nationale des engraisseurs de bovins

Autorité canadienne pour les enregistrements Internet

Chambre de commerce du Canada

Clement, Bobby

Drodge, Catherine

Energy Storage Canada

Fédération canadienne de l'agriculture

Fédération canadienne des municipalités

Les Producteurs d'œufs du Canada

Orthophonie et audiologie Canada

Réseau canadien de développement économique communautaire

Rural Municipalities of Alberta

Société TELUS

REVENU DE RETRAITE ET AÎNÉS

Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes

Association nationale des retraités fédéraux

CanAge

Centre for Aging + Brain Health Innovation

Conference for Advanced Life Underwriting

Option consommateurs

Réseau canadien de soins aux personnes fragilisées

Réseau FADOQ

Single Seniors for Tax Fairness

United Way Centraide Est de l'Ontario

SANTÉ PUBLIQUE

Association canadienne de la distribution de fruits et légumes

Association canadienne des pharmacies de quartier

Association chiropratique canadienne

Association dentaire canadienne

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Association des paramédics du Canada

Association des représentants de l'industrie du vapotage

Association médicale canadienne

Association pulmonaire du Canada

Centre for Health Science and Law

Centre for Sexuality

Coalition pour une saine alimentation scolaire

Commission de la santé mentale du Canada

Communautés, alliances et réseaux

Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique

Conseil canadien du ski

Conseil des doyens — Agriculture, alimentation et médecine vétérinaire

Coopération Canada (Mémoire conjoint)

Diabète Canada

Eli Lilly Canada Inc.

Fondation canadienne du rein

Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada

Fondation MedicAlert Canada

Forum canadien des innovateurs spécialisés dans les maladies rares

International Association of Heat and Frost Insulators and Allied Workers

Médecins sans frontières Canada

Novo Nordisk Canada

Organismes caritatifs neurologiques du Canada

Orthophonie et Audiologie Canada

ParticipACTION

Prévention et contrôle des infections Canada

Société canadienne de science de laboratoire médical

Société canadienne de thoracologie

Stop TB Canada

Takeda Canada

Tennis Canada

United Way Centraide Canada

Vaincre la cécité Canada

Wellesley Institute

SÉCURITÉ

Association canadienne de l'électricité

Association canadienne des travaux publics

Association des produits forestiers du Canada

Association internationale des pompiers

Autorité canadienne pour les enregistrements Internet

Bureau d'assurance du Canada

CanAge

Chambre de commerce du Canada

Conseil canadien de l'identification et de l'authentification numériques

CoSa Canada

Fédération canadienne des contribuables

Fédération de la police nationale

Fonds Shaw-Rocket

Groupe Co-operators

Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique

Interac Corp.

Option consommateurs

SecureKey Technologies Inc.

Société canadienne de schizophrénie

U15 Regroupement des universités de recherche du Canada (mémoire conjoint)

Université de Calgary

Université de York

Université du Nouveau-Brunswick

Université Simon Fraser

Universités Canada

SOINS DE SANTÉ ET RECHERCHE

Association canadienne de physiothérapie

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association canadienne des soins de longue durée

Association canadienne pour la santé mentale

Association chiropratique canadienne

Association dentaire canadienne

Association des infirmières et infirmiers du Canada

Association médicale canadienne

Association pulmonaire du Canada

Canexia Health

Coalition pour des soins de fin de vie de qualité du Canada

Collectif canadien pour la santé mentale périnatale

Collège des médecins de famille du Canada

Commission canadienne des jurys

Conference for Advanced Life Underwriting

Directeurs de pédiatrie du Canada

Drodge, Catherine
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers
Fédération de la police nationale
Fondation canadienne du rein
Fondation Pallium Canada
Institut national de la recherche scientifique
Institut royal d'architecture du Canada
JDRF Canada
Life Sciences Ontario
Lung Health Foundation
Médecins sans frontières Canada
Medtech Canada
Mourir dans la dignité Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Praxis Spinal Cord Institute
Prévention et contrôle des infections Canada
Recherche Canada
SEIU Healthcare
Société canadienne de la sclérose en plaques
Société canadienne de psychologie
Société canadienne de schizophrénie
Société canadienne de thoracologie
SoinsSantéCAN
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities
Unifor
United Way Centraide Est de l'Ontario
Université du Nouveau-Brunswick
Vaincre la cécité Canada

Yee, Jenny

SOUTIEN TEMPORAIRE POUR LES ORGANISATIONS

Association canadienne de l'industrie touristique du Canada

Association dentaire canadienne

Association des autocaristes canadiens (Mémoire conjoint)

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association of Canadian Independent Travel Advisors

Canadian Live Music Association

Chambre de commerce du Canada

Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération canadienne des métiers d'art

Fédération culturelle canadienne-française

International Downtown Association of Canada

Orchestres Canada

Professional Association of Canadian Theatres

Restaurants Canada

Sysco Canada

Tourism Industry Association of British Columbia

SYSTÈMES FINANCIERS ET DE PAIEMENTS

Association canadienne des coopératives financières

Association chiropratique canadienne

Canadian Lenders Association

Canadian Space Resources Association

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil québécois du commerce de détail

Electronic Transactions Association

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fidelity Investments Canada ULC

Financial Data and Technology Association of North America

Financière Manuvie

Groupe Co-operators

Groupe Desjardins

Interac Corp.

Option consommateurs

Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés

Paytechs of Canada

Prospérité Canada

Wealthsimple

Wise Canada

Xero Software Ltd.

TARIFICATION DE LA POLLUTION PAR LE CARBONE

Association canadienne des producteurs d'acier

Association canadienne du propane

Canadiens pour une fiscalité équitable

Enbridge Inc.

Groupe Co-operators

TAXES À LA CONSOMMATION

Association canadienne de counseling et de psychothérapie

Association canadienne de l'aviation d'affaires

Association des microbrasseries canadiennes

Association des représentants de l'industrie du vapotage

Centre for Health Science and Law

Coalition nationale contre le tabac de contrebande

Coalition of Canadian Independent Craft Brewers

Conference for Advanced Life Underwriting

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada

Imperial Tobacco Canada Limited

Mobilité électrique Canada

National Marine Manufacturers Association

Restaurants Canada

Rothmans, Benson & Hedges Inc.

TOURISME

Association canadienne de l'industrie touristique du Canada

Association des chemins de fer du Canada

Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada

Association des hôtels du Canada

Association frontière hors taxe

Autorité aéroportuaire du Grand Toronto

Conseil canadien du ski

Fédération nationale des communications et de la culture

Festivals et événements majeurs Canada

Prince Rupert Port Authority

Restaurants Canada

Sentiers Trans Canada

Tourism Industry Association of British Columbia

TRANSPORTS

Association des autocaristes canadiens (Mémoire conjoint)

Association des chemins de fer du Canada

Association des industries aérospatiales du Canada

Autorité aéroportuaire du Grand Toronto

Conseil des aéroports du Canada

Chorus Aviation

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Fédération canadienne de l'agriculture

Metro Vancouver Regional District

National Marine Manufacturers Association

Option consommateurs

Région de Waterloo

Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities

Unifor

Vancouver Fraser Port Authority

Waterloo Undergraduate Student Association

ANNEXE C

LISTE DES TÉMOINS

Le tableau ci-dessous présente les témoins qui ont comparu devant le Comité lors des réunions se rapportant au présent rapport. Les transcriptions de toutes les séances publiques reliées à ce rapport sont affichées sur la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Organismes et individus	Date	Réunion
Association canadienne pour la santé mentale Margaret Eaton, chef de la direction nationale	2022/01/31	15
Bureau du directeur parlementaire du budget Yves Giroux, directeur parlementaire du budget	2022/01/31	15
Coalition du budget vert David Browne, directeur de la conservation Federation canadienne de la faune Doug Chiasson, spécialiste sénior Écosystèmes marins et engagement gouvernemental, Fonds mondial pour la nature-Canada Vanessa Corkal, conseillère en politique Institut international pour le développement durable Andrew Van Iterson, gestionnaire	2022/01/31	15
Fédération des chambres de commerce du Québec Mathieu Lavigne, directeur Affaires publiques et économiques Charles Milliard, président-directeur général	2022/01/31	15
Restaurant Tahinis Aly Hamam, cofondateur	2022/01/31	15
Centre canadien de politiques alternatives David Macdonald, économiste principal	2022/02/03	16
Conseil canadien des innovateurs Dana O'Born, vice-présidente Stratégie et plaidoyer	2022/02/03	16

Organismes et individus	Date	Réunion
Équiterre Marc-André Viau, directeur Relations gouvernementales	2022/02/03	16
Fédération canadienne des contribuables Franco Terrazzano, directeur fédéral	2022/02/03	16
Institut C.D. Howe Jeremy Kronick, directeur associé Recherche Mark Zelmer, agrégé supérieur	2022/02/03	16
Société d'aide au développement des collectivités et Centre d'aide aux entreprises Pascal Harvey, directeur général	2022/02/03	16
À titre personnel Ian Lee, professeur agrégé Sprott School of Business, Carleton University	2022/02/07	17
Campagne 2000 Leila Sarangi, directrice nationale	2022/02/07	17
Canadians for Affordable Energy L'hon. Dan McTeague, président	2022/02/07	17
Etobicoke Services for Seniors Alison Coke, présidente-directrice générale	2022/02/07	17
Festivals et événements majeurs Canada Martin Roy, directeur général	2022/02/07	17
Syndicats des métiers de la construction du Canada Sean Strickland, directeur exécutif	2022/02/07	17
Association de l'industrie touristique du Canada Beth Potter, présidente-directrice générale Blake Rogers, directeur général de l'association de l'industrie touristique du Yukon	2022/02/10	18
Canadiens pour une fiscalité équitable D.T. Cochrane, chercheur Katrina Miller, directrice générale	2022/02/10	18

Organismes et individus	Date	Réunion
Commission de la fiscalité des premières nations Clarence T. (Manny) Jules, président	2022/02/10	18
Commission des pêcheries des Grands Lacs Robert Lambe, secrétaire exécutif Gregory McClinchey, liaison en matière législative	2022/02/10	18
Institut Macdonald-Laurier Melissa Mbarki, analyste des politiques et coordinatrice en communication Programme de politique autochtone	2022/02/10	18
Mobilité électrique Canada Daniel Breton, président-directeur général	2022/02/10	18
À titre personnel Brian J. Arnold, professeur émérite Carol Anne Hilton, directrice générale Indigenomics Institute	2022/02/14	19
Médias d'Info Canada Paul Deegan, président et chef de la direction Jamie Irving, président du conseil	2022/02/14	19
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. Kim Drever, partenaire Services fiscaux Amanjit Lidder, vice-présidente principale et associée Services fiscaux	2022/02/14	19
Moodys Private Client LLP Kim G. C. Moody, directeur général	2022/02/14	19
Réseau FADOQ Philippe Poirier-Monette, conseiller en droits collectifs Secrétariat provincial Danis Prud'homme, directeur général Secrétariat provincial Gisèle Tassé-Goodman, présidente Secrétariat provincial	2022/02/14	19

ANNEXE D

LISTE DES MÉMOIRES

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

Assemblée de la francophonie de l'Ontario
Association canadienne de l'aviation d'affaires
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des chemins de fer du Canada
Association des industries aérospatiales du Canada
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association médicale canadienne
Association of Canadian Independent Travel Advisors
Canadian Coalition on Climate Change and Development
Canadian International Education Policy Working Group
Commission canadienne des jurys
Commission de la fiscalité des premières nations
Commission de la santé mentale du Canada
Commission des pêcheries des Grands Lacs
Cooperation Canada
Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec
CoSa Canada
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des contribuables
Fédération des chambres de commerce du Québec
First Unitarian Church of Hamilton
Fondation MedicAlert Canada

Fonds pour l'accessibilité de la radiodiffusion

General Fusion

Isaacs, Paul

MDA

Médias d'Info Canada

Mentor Canada

Motor Coach Canada

Nübuild

Olympiques spéciaux Canada

Ontario Motor Coach Association

Option consommateurs

Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants

Partenariat pour une forêt en santé

Polito, Joseph

Polytechnics Canada

Producteurs d'oeufs d'incubation du Canada

Producteurs laitiers du Canada

Progressive Money Canada

Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

Saskatchewan Polytechnic

Toronto Star

UNICEF Canada

Vignerons Canada

ANNEXE E

LISTE DES MÉMOIRES

Ce qui suit est une liste alphabétique des organisations et des personnes qui ont présenté au Comité des mémoires reliés au présent rapport. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la [page Web du Comité sur cette étude](#).

43^e législature - 2^e session

3M Canada

Access Copyright

ACORN Canada

Action Canada pour la santé et les droits sexuels

ACTRA - National

Actua

AddÉnergie Technologies Inc.

Administration portuaire de Prince Rupert

Administration portuaire Vancouver-Fraser

Advantage Ontario – Advancing Senior Care

Affaires / Arts

Afterpay Canada Limited

AGE-WELL NCE Inc.

Agricultural Manufacturers of Canada

Alberta Ballet School

Alberta Magazine Publishers Association

Aliments et boissons Canada

Allergies Alimentaires Canada

Alliance canadienne des associations étudiantes

Alliance canadienne des troubles du spectre de l'autisme

Alliance canadienne pour la maladie mentale et la santé mentale

Alliance canadienne pour les véhicules au gaz naturel

Alliance de la Fonction publique du Canada
Alliance d'électricité Canada
Alliance des radios communautaires du Canada
Alliance interactive canadienne
ALUS
Alzheimer Society of Ontario
American Registry for Internet Numbers
Ananthakrishnan, Oviya
Arctic Research Foundation
Arts Club Theatre Company
Arts Umbrella
Assemblée des Premières Nations
Associated Equipment Distributors
Association canadienne de counseling et de psychothérapie
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes
Association canadienne de la gestion de l'approvisionnement pharmaceutique
Association canadienne de l'électricité
Association canadienne de l'énergie renouvelable
Association canadienne de l'industrie de la chimie
Association canadienne de musique sur scène
Association canadienne de normalisation
Association canadienne de pharmacie en oncologie
Association canadienne de physiothérapie
Association canadienne de pipelines d'énergie
Association canadienne des chefs de pompiers
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes
Association canadienne des constructeurs de véhicules
Association canadienne des constructeurs d'habitations
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne des ergothérapeutes

Association canadienne des foires et des expositions
Association canadienne des hygiénistes dentaires
Association canadienne des individus retraités
Association canadienne des manufacturiers de produits nautiques
Association canadienne des neurosciences
Association canadienne des optométristes
Association canadienne des organismes artistiques
Association canadienne des pharmacies de quartier
Association canadienne des physiciens et physiciennes
Association canadienne des producteurs d'acier
Association canadienne des professeures et professeurs d'université
Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs
Association canadienne des radiodiffuseurs
Association canadienne des radiologistes
Association canadienne des responsables de l'aide financière aux étudiants
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry
Association canadienne des soins de longue durée
Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux
Association canadienne des travaux publics
Association canadienne du capital de risque et d'investissement
Association canadienne du droit de l'environnement
Association canadienne du gaz
Association canadienne du propane
Association canadienne du transport urbain
Association canadienne d'universités pour la recherche en astronomie
Association canadienne pour la santé mentale
Association chiropratique canadienne
Association de l'industrie touristique du Canada
Association de ventes directes du Canada
Association dentaire canadienne

Association des aéroports du Canada atlantique
Association des architectes paysagistes du Canada
Association des bibliothèques de recherche du Canada
Association des commerçants de véhicules récréatifs du Canada
Association des explorateurs et producteurs du Canada
Association des fabricants d'appareils électroménagers Canada
Association des firmes de génie-conseil – Canada
Association des hôtels du Canada
Association des industries de l'automobile du Canada
Association des microbrasseries canadiennes
Association des musées de l'Ontario
Association des paramédics du Canada
Association des produits forestiers du Canada
Association des professionnels de l'édition musicale
Association des professionnels en philanthropie
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
Association des représentants de l'industrie du vapotage
Association des transformateurs laitiers du Canada
Association des universités de l'Atlantique
Association frontière hors taxes
Association internationale des pompiers
Association internationale des poseurs d'isolants et travailleurs assimilés
Association minière du Canada
Association nationale des centres d'amitié
Association nationale des éditeurs de livres
Association nationale des engraisseurs de bovins
Association nationale des radios étudiantes et communautaires
Association nationale des retraités fédéraux
Association nationale des sociétés autochtones de financement
Association nucléaire canadienne

Association of Canadian Publishers
Association of Day Care Operators of Ontario
Association of Manitoba Municipalities
Association pour la recherche au collégial
Association pour l'opéra au Canada
Association pulmonaire du Canada
Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo
Association québécoise des éditeurs de magazines
Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet
Banting Research Foundation
Basic Income Guarantee Nova Scotia
Basic Income Peterborough Network
Basic Income Waterloo Region
BC Marine Terminal Operators Association
Bertoia, Riley
BGC Canada
Bière Canada
BioCanRx
Biocarburants avancés Canada
Black Theatre Workshop
British Columbia Humanist Association
Broadway Across Canada
Bumstead, Diana
Bureau d'assurance du Canada
Burke, Alison
Business-Higher Education Roundtable
Calgary Philharmonic Orchestra
Calgary Region Immigrant Employment Council

Campagne 2000

Canada Clean Fuels Inc.

Canada's Forest Trust

Canada's Royal Winnipeg Ballet School

Canadian Biogas Association

Canadian Cattlemen's Association

Canadian Glycomics Network

Canadian Independent Music Association

Canadian Lenders Association

Canadian Opera Company

Canadian Space Resources Association

Canadiens pour une fiscalité équitable

CanaDon

CanAge

Canards Illimités Canada

Canexia Health

Centraide Est de l'Ontario

Centraide United Way Canada

Centre d'action écologique

Centre d'action pour la sécurité du revenu

Centre d'innovation canadien sur la santé du cerveau et le vieillissement

Centre d'accès équitable aux bibliothèques

Centre de ressources et transition pour danseurs

Centre des arts de Banff

Centre for Health Science and Law

Centre for Indigenous Theatre

Centre for Sexuality

Centre national pour la vérité et réconciliation

Centre Segal des arts de la scène

Centres communautaires d'alimentation du Canada

Cercles de soutien et de responsabilité
Chambre de commerce du Canada
Chantier de l'économie sociale
ChargePoint Canada Inc.
Charles H. Best Foundation
Children First Canada
Chinese and Southeast Asian Legal Clinic
Chorus Aviation Inc.
Cidre Canada
City of Calgary
Clement, Bobby
Coalition Canada revenu de base
Coalition du budget vert
Coalition nationale contre le tabac de contrebande
Coalition of Canadian Independent Craft Brewers
Coalition pour des soins de fin de vie de qualité du Canada
Coalition pour l'astronomie au Canada
Coalition pour une saine alimentation scolaire
Collectif canadien pour la santé mentale périnatale
Collège Canadore
Collège des médecins de famille du Canada
Collège Frontière
Collèges canadiens pour une relance économique résiliente
Collèges et instituts Canada
Collèges Ontario
Colour of Poverty Colour of Change
Comité central mennonite du Canada
Comité olympique canadien
Comité paralympique canadien
Commission de la santé mentale du Canada

Communities, Alliances and Networks

Comptables professionnels agréés du Canada

Confédération des syndicats nationaux

Conference for Advanced Life Underwriting

Congrès des peuples autochtones

Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs

Conseil canadien de l'industrie du conditionnement physique

Conseil canadien de l'horticulture

Conseil canadien des innovateurs

Conseil canadien du bois

Conseil canadien du camping et du VR

Conseil canadien du ski

Conseil canadien sur l'électricité renouvelable

Conseil des aéroports du Canada

Conseil des Bibliothèques Urbaines du Canada

Conseil des Doyens - Agriculture, Alimentation et Médecine Vétérinaire

Conseil des entreprises sociales du Canada

Conseil du bâtiment durable du Canada

Conseil économique des femmes

Conseil national des lignes aériennes du Canada

Conseil provincial du secteur des communications du Syndicat canadien de la fonction publique

Conseil québécois du commerce de détail

Conseils des familles Ontario

Conservation de la nature Canada

Consortium canadien pour la recherche

Coopératives et mutuelles Canada

Corporation AbbVie

Corporation des associations de détaillants d'automobiles

Corporation TC Énergie

Covenant Energy Ltd.
Covenant House Vancouver
Croix-Rouge canadienne
CropLife Canada
Dalhousie University
Debajehmujig Theatre Group
Développement des collectivités Ontario
DEW Engineering and Development ULC
Diabète Canada
Dialogue sciences et politiques
Digital ID and Authentication Council of Canada
Directeurs de pédiatrie du Canada
Disability Empowerment Equality Network Support Services
Drodge, Catherine
D-Wave Systems Inc.
Dying With Dignity Canada
Ecojustice
École de danse contemporaine de Montréal
École de technologie supérieure
École nationale de ballet du Canada
École nationale de cirque
École nationale de l'humour
École nationale de théâtre du Canada
École supérieure de ballet de Montréal
Éditeurs de Musique au Canada
Edmonton Region Immigrant Employment Council
Edmonton Symphony Orchestra
Égale Canada
Église anglicane du Canada
Electronic Transactions Association

Elevate Policy
Eli Lilly Canada Inc.
Embauche Immigrants Ottawa
Embrace Health Foundation
Enbridge Inc.
Energy Storage Canada
En'owkin Centre
Enseignement coopératif et apprentissage en milieu de travail Canada
Équiterre
Evidence for Democracy
Excellence en santé Canada
Fédération canadienne de la faune
Fédération canadienne de l'agriculture
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
Fédération canadienne des associations de bibliothèques
Fédération canadienne des coopératives de travail
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
Fédération canadienne des métiers d'art
Fédération canadienne des municipalités
Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers
Fédération culturelle canadienne-française
Fédération de la police nationale
Fédération des aînés et des retraités francophones de l'Ontario
Fédération des sciences humaines
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
Fédération internationale du vieillissement
Fédération nationale des communications et de la culture
Femmes et sport au Canada
Festivals et événements majeurs Canada

Fidelity Investments Canada ULC
Fiducie nationale du Canada
Financial Data and Technology Association of North America
Financière Manuvie
Fondation Asper Inc.
Fondation canadienne des femmes
Fondation canadienne pour la revitalisation rurale
Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation
Fondation David Suzuki
Fondation des maladies du coeur et de l'AVC du Canada
Fondation pour la santé résiliente
Fondation pour les communautés noires
Fondation Sierra Club Canada
Fondations communautaires du Canada
Fondations philanthropiques Canada
Fonds mondial pour la nature
Fonds Shaw-Rocket
Forum canadien des innovateurs concernant les maladies rares
FRDJ Canada
Galleries Ontario
Geoscience BC
GHGSat Inc.
Grands Ballets Canadiens de Montréal
Grands Frères Grandes Soeurs du Canada
Greenpeace Canada
Groupe Co-operators
Gilde canadienne des réalisateurs
Gilde des compositeurs canadiens de musique à l'image
Habitat faunique Canada
Habitat pour l'humanité Canada

Halifax Partnership
Hydroélectricité Canada
IKEA Canada
Imagine Canada
Immigrant Employment Council of British Columbia
Immploy
Imperial Tobacco Canada Limitée
Inclusion Canada
Incubateur musical canadien
Indigenous Leadership Initiative
Indspire
Ingénieurs Canada
Initiative du Siècle
Initiative nationale pour le soin des personnes âgées
Institut canadien de la santé animale
Institut canadien de plomberie et de chauffage
Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique
Institut canadien des économistes en construction
Institut canadien des évaluateurs
Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération
Institut de la propriété intellectuelle du Canada
Institut économique de Montréal
Institut international du développement durable
Institut national canadien pour les aveugles
Institut national de la recherche scientifique
Institut professionnel de la fonction publique du Canada
Institut royal d'architecture du Canada
Interac Corp.
International Boreal Conservation Campaign
International Downtown Association Canada

International Longevity Centre Canada
International Union of Operating Engineers
Interstellar Mining Inc.
Intuit Canada
Invasive Species Centre
Jatoi, Maryam
Jewish Foundation of Manitoba
Johnson, Donald
Kids First Parents Association of Canada
La base entrepreneuriale - HEC Montréal
La Chambre de commerce LGBT+ du Canada
La coopérative Aliments Gay Lea Ltée
La Fondation canadienne du rein
La Fondation Vimy
Le Ballet national du Canada
Le Fonds International de Conservation du Canada
Le Front des artistes canadiens
Le réseau national de services équitables de bibliothèque
LEAP Pecaut Centre for Social Impact
Les Ami(e)s de la Terre Canada
Les Muses : Centre des arts de la scène
Lésion Cérébrale Canada
Life Sciences Ontario
Lunar Water Supply Company
Lunenburg Academy of Music Performance
Lung Health Foundation
MacEwan University
Magazine Association of BC
Magazines Canada
Maison Passive Canada

Manufacturiers et exportateurs du Canada
Marine Renewables Canada
Marquis Entertainment Inc.
Mars Canada
Mattamy Asset Management Inc.
Mckesson Canada
McMaster University
McNeely, Daniel
Mechanical Contractors Association of Canada
Medalta
Médecins Sans Frontières
Médicaments novateurs Canada
Medtech Canada
Merck Canada inc.
Metro Vancouver
Mines Agnico Eagle limitée
Mines Alerte Canada
Mirvish Productions Ltd.
Miziwe Biik Aboriginal Employment and Training
Mobilité électrique Canada
Momentum
Moose Hide Campaign Development Society
Mouvement des caisses Desjardins
MT Space
Municipalités rurales de l'Alberta
Music Canada
Muslim Association of Canada
National Trade Contractors Council of Canada
Native Earth Performing Arts
Nature Canada

Nature Unie
Nelson, Jess
New Relationship Trust
Niagara Workforce Planning Board
Nourish Nova Scotia
Novo Nordisk Canada Inc.
Nutrition International
OCAD University
Oeuvre des Manoirs Ronald McDonald du Canada
Ontario Association of Residents' Councils
Ontario Bioscience Innovation Organization
Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
Ontario Long Term Care Association
Ontario Nonprofit Network
Ontario Power Generation Inc.
Ontario Tech University
Open/Technology in Education, Society, and Scholarship Association
Orchestre de l'académie nationale du Canada
Orchestre national des jeunes du Canada
Orchestre symphonique de Montréal
Orchestres Canada
Organisation canadienne des fournisseurs de comptes prépayés
Organismes caritatifs neurologiques du Canada
Orthophonie et Audiologie Canada
Oxfam-Québec
Pacific Opera Victoria
Paiements Canada
Pallium Canada
PARO Centre pour l'entreprise des femmes
Partenariat en éducation

ParticipACTION
Paytechs of Canada
Pembroke and Area Airport
People-Centred Economy Group
PolicyWise for Children and Families
Praxis Spinal Cord Institute
Prepr Foundation
Prévention de la maltraitance envers les aînés Ontario
Prévention et contrôle des infections Canada
Producteurs de poulet du Canada
Producteurs d'oeufs du Canada
Professional Association of Canadian Theatres
Professionnels hypothécaires du Canada
Prospérité Canada
Protein Industries Canada
Publiez ce que vous payez Canada
Qaggiavuut! Nunavut Performing Arts Society
Recherche Canada : Une alliance pour les découvertes en santé
Région de Waterloo
Réseau canadien de développement économique communautaire
Réseau canadien de l'environnement
Réseau canadien des soins aux personnes fragilisées
Réseau canadien pour le revenu garanti
Réseau de développement des collectivités du Canada
Réseau FADOQ
Réseau pour l'avancement des communautés noires
Ressources humaines, industrie électrique du Canada
Restaurants Canada
Résultats Canada
Ridley Terminals Inc.

Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Royal Conservatory of Music
Royal Conservatory of Music / École Glenn Gould
Royal Manitoba Theatre Centre
Rubinoff, Michael
Sairuv, Farista
SAMPRADAYA Dance Creations
School of Contemporary Dancers
SecureKey Technologies Inc.
SeedChange
SEIU Healthcare
Sentier Transcanadien
Shaw Festival Theatre
Simon Fraser University
Single Seniors for Tax Fairness
SLA action Canada
Social Economy through Social Inclusion
Social Innovations in Seniors Health Coalition
Société Alzheimer du Canada
Société canadienne d'allergie et d'immunologie clinique
Société canadienne d'astronomie
Société canadienne de cardiologie
Société canadienne de la sclérose en plaques
Société canadienne de la SLA
Société canadienne de perception de la copie privée
Société canadienne de psychologie
Société canadienne de schizophrénie
Société canadienne de science de laboratoire médical
Société canadienne de thoracologie
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique

Société canadienne des directeurs d'association
Société canadienne des mines spatiales
Société canadienne du cancer
Société canadienne du sida
Société canadienne pour les biosciences moléculaires
Société de l'arthrite
Société John Howard du Canada
Société pour la nature et les parcs du Canada
Société Telus Communications
SoinsSantéCAN
Sollio groupe coopératif
Solutions à la pauvreté mondiale
Soulpepper Theatre Company
SSi Canada
Startup Canada
Starvox Entertainment Inc.
Stop TB Canada
Stratford Festival
Sustainable Forestry Initiative
Syndicats des métiers de la construction du Canada
Sysco Canada
Systèmes d'énergie de qualité pour les villes de demain
Table of Impact Investment Practitioners
Takeda Canada
Tech-Accès Canada
Teck Resources Limited
Tennis Canada
The Asper Foundation
The Dance Centre
The Pembina Institute

The School of Toronto Dance Theatre
The Writers' Union of Canada
Thompson Rivers University Students' Union
Toronto Arts Council
Toronto Region Immigrant Employment Council
Toronto Symphony Orchestra
Tourism Industry Association of British Columbia
Transparency International Canada
U15 Regroupement des universités de recherche du Canada
UBATTERY Local Modular Energy
Undergraduates of Canadian Research-Intensive Universities
Unifor
Union des producteurs agricoles
United Parcel Service of America inc.
Université de Montréal
Université du Manitoba
Université du Nouveau-Brunswick
Université du Québec à Trois-Rivières
Université McGill
Université Queen's
Universités Canada
University of British Columbia
University of Calgary
University of Victoria
Vaincre la cécité Canada
Vancouver Art Gallery
Vancouver Opera
Vancouver Symphony Orchestra
Ville de Vancouver
Waterloo Undergraduate Student Association

Watts, Griffis and McOuat Limited
Wealthsimple
Wellesley Institute
West Coast Environmental Law Association
Wild Salmon Forever
Winspear Centre
WinSport
Wise Canada
Xero Software Ltd.
Yee, Jenny
YMCA Canada
York University
YWCA Calgary
YWCA Canada
Zab Maboungou/Compagnie Danse Nyata Nyata

PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents (réunions n^{os} 15 à 19, 25, 26, 28 et 30) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
Peter Fonseca

Discussion

Les consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances sur le budget fédéral de 2022 ont été retardées et abrégées en raison du déclenchement d'élections fédérales inutiles à l'automne 2021. En conséquence, de nombreux Canadiens n'ont pas encore eu la possibilité de dire s'ils veulent que leur gouvernement fédéral dépense encore plus ou s'ils aimeraient qu'il vive selon ses moyens.

Parmi ceux qui ont contribué au processus de préconsultations, plus de 500 témoins et mémoires ont demandé des milliards de dollars de nouvelles dépenses, la grande majorité ayant été adoptée sans aucune critique par les membres libéraux, bloquistes et néo-démocrates du Comité, sans analyse ou étude indépendante de leurs conséquences pour les contribuables. Il est vite devenu évident qu'au lieu d'être un processus d'examen critique des dépenses proposées pour déterminer leur rentabilité et leur contribution à la croissance économique, ces consultations ne visaient qu'à perpétuer la tendance du gouvernement fédéral à dépenser, dépenser, dépenser.

Un point particulièrement préoccupant est que les consultations ne comprenaient pas un processus pour que les centaines de demandes de dépenses soient priorisées et examinées dans le contexte du cadre financier extrêmement difficile du gouvernement. Le directeur parlementaire du budget n'a pas eu l'occasion de chiffrer les « demandes » de dépenses, et il n'y a pas eu d'analyse des coûts des dizaines de demandes de dépenses qui étaient non chiffrées, mais qui créeront presque sûrement des milliards de dollars de pression additionnelle sur le cadre financier du Canada.

Pour toutes ces raisons, les membres conservateurs du Comité ont refusé de participer à la mise en œuvre des recommandations, s'attendant à ce qu'il n'y ait pas de possibilité de présenter un rapport unanime sur ces consultations.

Le fait de recommander des milliards de dollars de nouvelles dépenses n'est pas le seul élément de ce rapport. Ce qui devrait être inquiétant est ce qui ne figure pas dans le rapport :

1. Il n'y a aucun plan pour équilibrer le budget, à part une vague demande à la Recommandation 1 pour que le gouvernement présente un tel plan. Curieusement, la Recommandation 2 demande que le gouvernement double la mise avec sa cible budgétaire actuelle, qui assure que le gouvernement ne va pas équilibrer le budget.
2. Il n'y a aucun plan de contrôle des dépenses. Le rapport ne comprend aucun plan ni même une discussion sérieuse sur la nécessité de faire preuve de discipline et de contrôler les dépenses, sans parler d'un engagement à assurer que les dépenses sont ciblées et visent à offrir une valeur optimale aux contribuables. Il ne comprend que recommandation après recommandation de dépenser plus.
3. Un point très préoccupant pour les membres conservateurs du Comité est le manque d'attention au soutien à la croissance et à la prospérité. Notre pays ne peut tout simplement pas maintenir et améliorer le niveau actuel de services gouvernementaux si notre économie ne génère pas la richesse nécessaire pour les financer. Il n'y a pratiquement aucune recommandation pour améliorer le cadre d'investissements au Canada, pour stimuler le secteur de l'innovation, pour éliminer les obstacles au commerce intérieur, pour faire une réforme fiscale exhaustive et pour créer un cadre d'investissements plus concurrentiel.
4. De façon similaire, le rapport ne comprend aucune proposition significative pour contrer la menace la plus immédiate à la prospérité, c'est-à-dire l'inflation galopante et la flambée des prix du logement. Avec une inflation qui atteint un record de 30 ans à 5,7 %, la lutte contre la crise de l'abordabilité devrait être une priorité pour le gouvernement fédéral.

« En ce qui concerne l'inflation, il était tout à fait approprié que les autorités fiscales et monétaires adoptent une position dynamique lorsque la pandémie a commencé. Nous avons vu de bons résultats à ce chapitre. Cependant, ici et dans le monde entier, les politiques de stimulation se sont poursuivies longtemps après la fin de la récession, et le résultat, sans surprise, est une inflation bien supérieure aux niveaux confortables que visent les banques centrales. » Jeremy Kronick, Institut CD Howe, témoignage devant le Comité

De plus, le rapport ne vérifie pas si les « garde-fous » de la ministre des Finances sur les dépenses de relance ont été testés, et n'explique pas

pourquoi le gouvernement continue à dépenser pour stimuler une économie qui s'est pleinement remise et qui génère maintenant des niveaux d'inflation record. Le prochain budget doit répondre à la crise croissante de l'abordabilité qui menace un très grand nombre de familles et de particuliers.

Bien qu'il n'y ait eu, naturellement, que des témoignages limités sur la crise géopolitique naissante en Ukraine et ailleurs, le prochain budget fédéral doit comprendre des mesures d'urgence tenant compte de ces graves défis pour la prospérité et la sécurité canadiennes.

En conclusion, ce rapport de consultations prébudgétaires ne comprend pas de mesures responsables pour soutenir la croissance et la prospérité économiques auxquelles les Canadiens s'attendent. En adoptant sans discuter plus 200 recommandations de dépenses qui vont coûter aux contribuables des centaines de milliards de dollars, les membres libéraux, bloquistes et néo-démocrates du Comité ignorent les pressions inflationnistes et la crise de l'abordabilité que ces recommandations, si elles sont approuvées et incluses dans le budget de 2022, vont exacerber. De façon similaire, le refus du Comité de prioriser les dépenses et de faire des choix en fonction de la capacité du gouvernement à engager ces dépenses avec un plan financier crédible nuit aux futures générations de Canadiens qui devront rembourser cette dette massive. De plus, sans plan réaliste sur la croissance économique et la compétitivité, le Canada n'aura pas les recettes fiscales requises pour maintenir les services publics que les Canadiens attendent de leur gouvernement.

Pour toutes ces raisons, les conservateurs ne peuvent pas soutenir les recommandations de ce rapport.

Les discussions autour de ce rapport ont été faites, à quelques jours près, deux ans après la fermeture du Parlement lorsque la pandémie a atteint nos frontières. Nos vies, et notre mode de vie, allaient être chamboulés.

Aujourd'hui, alors que le Québec se retrouve de nouveau à frôler le plein emploi, des secteurs complets vivent encore avec les conséquences de la pandémie et des restrictions sanitaires : l'industrie des arts et de la culture, le tourisme et l'accueil. Nos festivals et les congrès internationaux, où Montréal et le Québec excellent, auront probablement besoin d'un coup de main supplémentaire, alors que d'autres auront déjà dépassé leur niveau prépandémique.

Avec la pandémie qui reculait, nos problèmes semblaient s'éloigner au même moment. Toutefois, une nouvelle perturbation mondiale fut créée par la Russie lors de son invasion de l'Ukraine, ce qui nous fait reculer à des années de nous, dans les pires moments de la Guerre froide.

Rien à comparer à ce que vit le peuple ukrainien, mais le libre marché, qui devait être synonyme de paix entre les États, est ébranlé et subit les contrecoups d'une nouvelle « guerre froide économique ». Les chaînes d'approvisionnements, déjà affaiblis par les limites du « juste à temps » avec la pandémie, continueront d'être affectées. La raréfaction de plusieurs matières premières, dont le blé que produisent la Russie et l'Ukraine en importante quantité, n'aidera certes pas à réduire l'inflation, au contraire. L'insécurité et la difficulté prévisionnelle ajoutent à la volatilité des marchés que l'on voit facilement avec les prix à la pompe.

Le danger principal, ici, demeure l'insécurité alimentaire et la perte du pouvoir d'achat. Que ce soient les familles, nos aînés et nos personnes seules, il ne faut pas qu'ils et elles soient les oubliés de nos politiques publiques. Une politique mur à mur, comme une baisse des taxes sur l'essence, n'est pas la solution. En plus de ces derniers, il faut penser à ceux chez qui la situation a un impact démesuré sur leur modèle d'affaires : l'industrie du camionnage, du taxi et du transport, les PME et l'agriculture. Nous répondrons présents.

Nous aurons d'autres propositions à faire pour le Québec en lien avec le budget fédéral de cette année. Nous voyons toutefois que plusieurs recommandations du Québec se retrouvent dans le rapport cette année. Un gouvernement minoritaire, avec un Bloc Québécois fort, profite à notre nation. Voici certaines des recommandations soumises que nous aurions aimé voir dans le rapport final :

1. Que le gouvernement rehausse le Transfert canadien en matière de santé (TCS) de sorte que la contribution aux coûts des soins de santé passe de 22 % à 35 %, puis qu'il soit indexé de 6% annuellement par la suite.
2. Le gouvernement doit rétablir le niveau de financement de 1994-1995 au Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS).
3. Le gouvernement fédéral doit confirmer rapidement le statut du chantier Davie en tant que troisième chantier de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN), de façon à assurer la construction de l'un des brise-glaces polaires par le chantier Davie.

Opinion complémentaire du Nouveau Parti Démocratique du Canada

Le comité a entendu des témoignages convaincants et a reçu de nombreuses recommandations bien formulées à prendre en considération pour la consultation pré-budgétaire de 2022-2023. Les néo-démocrates accueillent favorablement bon nombre des recommandations incluses dans le corps du rapport.

Les néo-démocrates reconnaissent que le statu quo pré-pandémique ne répondait pas aux besoins des Canadiens. Avant la pandémie, de nombreux Canadiens étaient à seulement 200 \$ de ne pas pouvoir payer leurs factures à la fin de chaque mois. Pendant ce temps, les Canadiens perdaient, et continuent de perdre, environ 25 milliards de dollars en revenus pour les services publics chaque année, alors que les super-riches font légalement sortir leur argent du pays en utilisant les paradis fiscaux.

La pandémie n'a fait qu'exacerber ces différences entre les super-riches et tous les autres. Vers la fin de 2021, le directeur parlementaire du budget a signalé que 40 % de la population canadienne ne se partageait actuellement que 1 % de la richesse produite par le Canada, tandis que les 1 % de Canadiens les plus riches se partagent 25 % de la richesse entre eux. Si nous voulons transformer le Canada en quelque chose de mieux que le statu quo d'avant la pandémie, ces inégalités ne peuvent plus durer.

Deux ans après le début de la pandémie, la vie devient encore plus difficile pour la plupart des Canadiens. Le resserrement de l'offre de biens, les pénuries de main-d'œuvre, les interruptions de production, les sécheresses et maintenant les conséquences économiques de l'invasion illégale et injustifiée de l'Ukraine par la Russie contribuent tous à la hausse des prix à l'épicerie et à la pompe.

Des investissements publics de toutes sortes seront nécessaires pendant un certain temps pour soutenir certains secteurs de l'économie qui continuent à se remettre des conséquences économiques de la pandémie. Parallèlement, il est urgent d'investir dans le secteur public pour mener la transformation de nos infrastructures face à la crise climatique, guérir notre système de santé épuisé, promouvoir la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada, s'attaquer à la crise du logement et éliminer la pauvreté afin que tous les Canadiens puissent vivre dans la dignité.

Ces objectifs représentent une ambition digne du Canada, mais exigent certains principes et approches qui ne sont pas représentés dans le corps du rapport.

L'équité fiscale

Le Canada de nos rêves exige que chacun paie sa juste part. Cela est incompatible avec la tendance agressive à l'accroissement de l'inégalité des richesses qui s'est constamment accélérée au cours des dernières décennies.

Le corps principal du rapport ne recommande pas de solutions adéquates pour renverser cette tendance. Les néo-démocrates croient que le Canada doit donner suite aux recommandations d'organisations telles que Les Canadiens pour une fiscalité équitable qui, entre autres choses, ont proposé (1) que les grandes entreprises qui ont vu leurs profits augmenter de façon marquée pendant la pandémie paient un taux d'imposition plus élevé sur ces profits supplémentaires, et (2) que le Canada mette en place un impôt de 1 % sur les fortunes de plus de 10 millions de dollars.

Accélérer la création d'un registre public de la propriété effective, comme le recommandent des groupes tels que la coalition « Publish What You Pay », permettrait non seulement de jeter les bases d'une véritable équité fiscale au Canada, mais constituerait également une étape importante dans la lutte contre les effets néfastes d'un système financier national et international qui n'est tout simplement pas assez transparent. Ces effets sont sous les feux de la rampe alors que le Canada et ses alliés s'efforcent de repousser Vladimir Poutine et ses acolytes face à l'invasion illégale et injustifiée de l'Ukraine.

La crise climatique

Malgré toutes les souffrances et les difficultés économiques engendrées par la pandémie, le changement climatique promet d'en faire encore plus dans les années et les décennies à venir. Le monde a encore la possibilité de réduire la gravité des changements à venir et le Canada a un rôle important à jouer dans cet effort.

Les néo-démocrates appuient bon nombre des recommandations liées au climat dans le corps du rapport, mais nous croyons qu'une transition réussie vers un avenir à faible émission de carbone doit être centrée sur les travailleurs. La Coalition du budget vert a formulé un certain nombre de recommandations à cet égard, dont les suivantes : (1) la mise en œuvre et le financement adéquat de l'ensemble des recommandations du Groupe de travail sur la transition équitable pour les communautés et les travailleurs canadiens du charbon et (2) la création et le financement adéquat d'une autorité fédérale ayant pour mandat de créer et de soutenir la mise en œuvre d'un plan stratégique pour guider l'économie canadienne vers un avenir à faibles émissions de carbone.

Il y a d'autres recommandations que nous pourrions souligner, mais le problème n'est pas une pénurie de bonnes recommandations sur la façon de procéder, ni même un manque d'affirmations par le gouvernement de son intention de procéder. Le problème est le manque de volonté politique de faire les choses que nous savons devoir être faites.

Les néo-démocrates exhortent le gouvernement à agir enfin sur le dossier du climat avec le sentiment d'urgence que ces questions méritent.

Soins de santé

Tout au long de la pandémie, les travailleurs de la santé ont fait d'importants sacrifices pour protéger et soigner les Canadiens. Nous entendons dire qu'ils sont épuisés et que les établissements dans lesquels ils travaillent ont été poussés à la limite. Malgré tout, ils continuent à prendre soin des Canadiens en cette période difficile. Nous les remercions pour leur dévouement continu.

Le gouvernement fédéral devrait manifester la gratitude des Canadiens à cet égard en prenant au sérieux la réparation de notre système de santé surchargé.

Le comité a entendu de nombreux témoins dire que nous avons besoin d'une augmentation simple, mais significative, du Transfert canadien en matière de santé d'Ottawa aux provinces. Les néo-démocrates appuient cet appel.

Nous croyons également que le gouvernement fédéral devrait convoquer les provinces et les territoires pour préparer une stratégie pancanadienne sur la main-d'œuvre en santé afin de recruter, de former et de retenir les travailleurs de la santé dont nous avons besoin pour traverser la pandémie, régler les arriérés qu'elle a causés et établir un point de référence plus élevé pour les soins à venir. Les provinces et les territoires devraient diriger la mise en œuvre de ce plan, mais le gouvernement fédéral devrait jouer le rôle principal dans son financement.

La pandémie a clairement montré l'impact négatif que la recherche du profit peut avoir sur la prestation des services de santé. Elle n'a été nulle part plus apparente que dans le secteur des soins de longue durée. Alors que nous reconstruisons notre système de santé au sortir de la pandémie, il est important que nous fondions nos réformes sur le principe de la prestation publique. C'est pourquoi les néo-démocrates appuient la recommandation de témoins comme UNIFOR, qui demandent de mettre fin aux soins de longue durée privés et à but lucratif. Un bon point de départ serait que le gouvernement fédéral transfère la société de soins de longue durée Revera, qui appartient au gouvernement fédéral, dans le secteur public.

Nous savons que dans de trop nombreux cas, le coût des soins de santé continue d'être un obstacle à l'accès. La création d'un programme d'assurance-médicaments national, universel et à payeur unique est le moyen d'accroître l'accès aux médicaments d'ordonnance et d'en réduire le coût pour les patients et les contribuables. Il est plus que temps que le gouvernement agisse rapidement pour faire de cette proposition une réalité.

Un autre domaine important des soins de santé où le coût limite l'accès aux soins est celui des soins dentaires. Nous appuyons des recommandations allant dans le sens de celles proposées par l'Association dentaire canadienne afin de garantir que tous les Canadiens aient accès à des soins dentaires de base.

Réconciliation

Les néo-démocrates sont heureux de voir que le Comité des finances soutient la mise en œuvre complète des 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation et des 231

appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Nous avons également été heureux de voir le comité approuver un certain nombre de recommandations qui contribueraient à l'autonomisation économique des peuples autochtones et reconnaîtraient qu'ils devraient avoir le pouvoir de déterminer leur propre avenir économique.

Une fois encore, il s'agit d'un domaine où le problème majeur a été le manque de volonté politique de la part du gouvernement pour faire avancer la mise en œuvre de ces mesures. Nous demandons instamment au gouvernement de ne plus trouver d'excuses et de ne plus retarder la mise en œuvre d'initiatives visant à soutenir et à autonomiser les peuples autochtones du Canada.

Logement

Depuis des décennies, le prix des loyers et des logements dépasse l'inflation et accapare une part croissante du budget des ménages canadiens. Plus le gouvernement fédéral attend pour agir, plus il faudra du temps pour que les prix sur le marché canadien se refroidissent.

En plus des recommandations formulées dans le corps du rapport, le gouvernement devrait agir dès maintenant pour éliminer le traitement fiscal préférentiel accordé aux fiducies de placement immobilier, comme le recommandent les Canadiens pour une fiscalité équitable. Il devrait également donner suite rapidement à son engagement électoral d'interdire les enchères à l'aveuglette.

Dignité pour tous

Alors que l'inégalité des richesses s'accroît et que la classe moyenne se rétrécit, les femmes, les personnes racisées, les aînés et les personnes handicapées continuent d'être plus susceptibles de subir les pires effets de la pauvreté. Si nous veillons à ce que chacun paie sa juste part, le Canada est suffisamment riche pour assurer un niveau de confort et de dignité de base à tous ses citoyens.

C'est pourquoi les néo-démocrates appuient les recommandations formulées dans le corps du rapport en vue d'élaborer un programme de revenu de base pour le Canada, qui, selon nous, devrait assurer un revenu de base garanti et viable à tous les Canadiens.

Entre-temps, le gouvernement fédéral pourrait soulager une grande partie de la souffrance en augmentant le Supplément de revenu garanti et en établissant sans tarder la nouvelle Prestation canadienne pour invalidité qu'il propose. Nous croyons que, jusqu'à ce qu'un revenu de base garanti puisse être établi, ces programmes devraient refléter la norme de la prestation canadienne d'intervention d'urgence de 2 000 \$ par mois, avec un supplément de 200 \$ par

mois pour les personnes handicapées, en reconnaissance des coûts supplémentaires qui accompagnent souvent la vie avec un handicap.

En outre, la communauté des personnes handicapées et les employeurs auraient aimé voir une recommandation suggérant au gouvernement de poursuivre et d'élargir le programme « Ready Willing and Able ». Les néo-démocrates sont d'accord avec cette recommandation.

Nous reconnaissons que de nombreuses personnes sont encore aux prises avec une perte d'emploi ou une réduction importante de leurs heures de travail à la suite de la pandémie. C'est pourquoi les critères d'admissibilité à la prestation de lock-out pour les travailleurs canadiens doivent être élargis pour inclure les travailleurs des industries durement touchées, comme les agents de voyage indépendants qui, depuis novembre 2021, se retrouvent sans soutien du revenu significatif alors que leur industrie continue de se remettre de la pandémie.

Lorsque les Canadiens sont malades, que ce soit d'un cancer ou d'une Covid de longue durée, ils devraient avoir confiance qu'ils pourront avoir accès à leurs prestations d'assurance-emploi. Les néo-démocrates se réjouissent de la recommandation de porter à 52 semaines la durée de la prestation de soignant de l'assurance-emploi, mais ils auraient apprécié l'inclusion d'une prestation de maladie de 52 semaines.

Ce ne sont là que quelques-unes des choses que les néo-démocrates croient que nous devons faire pour nous assurer que notre reprise en cas de pandémie mette le Canada sur la voie d'un avenir prospère et durable dans lequel tous les Canadiens pourront partager les avantages de notre prospérité collective.

